

AU PORTUGAL

L'ESCUDO EST DÉVALUÉ
DE 15 %

LIRE PAGE 24.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,50 F

Abonnement : 1,50 F par semaine, 120 F par an.
Abonnement : 1,50 F par semaine, 120 F par an.
Abonnement : 1,50 F par semaine, 120 F par an.

5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 65

C.C.P. 6307-23 Paris

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Une Assemblée en Algérie

Deux ans après la dissolution de l'Assemblée constituante élue en 1964, l'Assemblée populaire nationale — dont les résultats devaient être connus dimanche — a été élue, en Algérie, la mise en place des institutions, commencée en 1967 avec la désignation des assemblées communales. Désormais, le régime ne se présente plus seulement comme « légitimité révolutionnaire » — invoquée depuis le « redressement » de juin 1965, mais aussi d'une « légitimité constitutionnelle » — fondée sur le suffrage populaire.

L'adoption, en juin 1976, d'une Charte nationale, le vote, en novembre, de la Constitution, l'élection, en décembre, d'un président de la République en la personne de M. Boumedienne, ont constitué les dernières phases de la construction de l'Etat — cette longue entreprise poursuivie par le régime parallèlement à l'œuvre de développement économique, — l'ultime étape devant être, l'an prochain, le congrès du P.L.N.

La grande liberté avec laquelle les citoyens ont pu s'exprimer au printemps dernier lors du débat de la Charte nationale avait laissé croire que la participation de la population aux choix politiques ne serait pas seulement formelle. Mais, en l'absence d'un parti réellement implanté dans le peuple, capable à la fois de le mobiliser et de traduire ses aspirations, celui-ci ne s'est vu offrir d'autres possibilités que de choisir entre trois candidats désignés.

L'Algérie aurait-elle pu, quinze ans après son accession à l'indépendance, prendre le risque de laisser s'exprimer une opposition légale et ne pas rejeter le groupe des nombreux pays du tiers-monde à parti unique où une Assemblée nationale est le reflet de ce parti ? C'est tout le problème de la contrainte et du développement posé tout au long de la semaine dans ces colonnes. Comme pour prévenir l'objection, les dirigeants algériens ont insisté sur l'origine populaire et le caractère représentatif des candidats du parti unique. L'avenir dira si la future Assemblée est à même de refléter les tendances et les tensions de la société algérienne, ou si elle est destinée à n'être qu'une chambre d'enregistrement.

L'élection de l'Assemblée devrait, dans l'immédiat, mettre un terme à un certain immobilisme. Depuis plusieurs semaines, les décisions importantes ont été reportées. Le nouveau gouvernement qui va être constitué va devoir faire face à des problèmes qui réclament des solutions rapides : des usines périssent ; la révolution agricole progresse peu et l'exode rural se poursuit ; le niveau de l'enseignement n'est pas toujours satisfaisant ; les villes, de plus en plus surpeuplées, posent, là comme ailleurs, des problèmes de gestion, etc. Enfin — phénomène propre à un certain nombre de jeunes nations — les citoyens supportent mal l'action de l'administration.

Tous ces maux constituent la raison d'une politique audacieuse de développement, dont les résultats sont incertains. Celle-ci, malgré ses insuffisances et ses lacunes, aurait-elle été possible si l'Algérie n'était engagée simultanément, comme elle a été tentée de le faire au lendemain de l'indépendance, dans la voie de la démocratie parlementaire ? Aujourd'hui encore, le pluralisme est considéré comme un luxe et un facteur de division par une équipe dirigeante hantée par le souvenir des tristes instants.

La crise États-Unis - Ouganda

Le maréchal Amin assure qu'il ne veut pas retenir en otages les résidents américains

Une certaine détente semblait se manifester, ce samedi 26 février, en fin de matinée, dans la crise qui oppose, depuis la veille, l'Ouganda aux États-Unis. Le maréchal Idi Amin a, en effet, assuré, selon l'A.F.P., ne pas avoir l'intention de « retenir les citoyens américains en otage » ajoutant qu'« une telle pensée ne m'est jamais venue à l'esprit ».

Le président ougandais, qui a convoqué pour lundi les deux cent quarante ressortissants américains vivant dans le pays en leur interdisant de le quitter avant cette date, assure désormais « vouloir le renvoi de l'excellent travail qu'ils ont fait depuis la fermeture de leur ambassade à Kampala ».

Toutefois, le caractère fantasque du chef de l'Etat ougandais, laisse subsister, sur ses intentions réelles, une incertitude qui continue d'inquiéter Washington.

Dans le message qu'il avait adressé vendredi au président Carter, le maréchal Amin le jugeait « soumis à la pression des sionistes ». « Le gouvernement et le peuple américains, écrivait-il, devraient considérer les sionistes israéliens et la C.I.A. au lieu du contraire. Vous devriez donc être comme le maréchal Amin, qui est une superpuissance en Afrique. » Évoquant le sort des résidents américains en Ouganda, il les décrit « heureux et acceptés dans tout le pays ». Il dressait ensuite un long réquisitoire contre les États-Unis, rappelant une série de faits qui, selon lui, sont « pires que les violations des droits de l'homme », mentionnant péle-mêle Hiroshima, les bombardements du Vietnam, la ségrégation raciale aux États-Unis, qui « démentent le record des assassinats », y compris de ceux de leurs présidents et de leurs chefs religieux. Il annonçait, enfin, l'envoi prochain de documents accordant la thèse officielle de l'« accident de voiture » dont auraient été victimes l'archevêque Luvum et les deux ministres morts à Kampala le 16 février.

La porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell a démenti vigoureusement vendredi les informations selon lesquelles cinq mille « marines » seraient sur le point d'intervenir en Ouganda, qualifiant cette nouvelle de « trompeuse et dangereuse ». Précisant qu'un groupe de travail avait été mis sur pied au département d'Etat pour suivre les événements, il s'est contenté de déclarer qu'il « était raisonnable de penser que M. Carter prendrait toutes les mesures nécessaires et appropriées » pour assurer la protection des citoyens américains.

M. CARTER : je crois que tout ira bien.

De son côté, le président Carter, à son arrivée, vendredi soir, à Camp David, a déclaré : « Je crois que tout ira bien. La situation paraît maintenant bonne. » Le Pentagone a précisé, de son côté, que les porte-avions nucléaires Enterprise, qui croise actuellement au large des côtes africaines, en mission de routine, n'aurait pas été mis en état d'alerte. Toutefois, notre correspondant Henri Pierre nous indique que, en dépit de ces propos rassurants, toutes les possibilités d'une intervention sont actuellement à l'étude à Washington. M. Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., a offert vendredi sa médiation dans cette affaire.

LE RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'U.R.S.S.

Grandes manœuvres autour de la mer Rouge

La décision du département d'Etat américain, annoncée le 24 février à Washington, de réduire l'aide financière des États-Unis à trois pays, parmi lesquels l'Éthiopie (le Monde du 26 février), s'inspire officiellement de considérations morales. Elle participe du souci manifeste de réaffirmer par le président Carter de ne plus aider les pays qui ne respectent pas les droits de l'homme. Dans le cas de l'Éthiopie, pourtant, la décision a également une autre signification. Elle consacre un recul indéniable de l'influence américaine dans un pays qui fut longtemps l'allié privilégié de Washington en Afrique-Orientale. Elle intervient d'ailleurs au moment où l'Éthiopie se rapproche du camp soviétique et notamment de l'U.R.S.S.

L'agence Tass a d'ailleurs annoncé, le 25 février, que le lieutenant-colonel Amhar Abate, vice-président du conseil militaire provisoire éthiopien, effectuait actuellement une visite officielle en Ouganda. « Nous sommes déterminés, a-t-il dit, à Belgrade, à poursuivre notre coopération étroite avec les pays socialistes ».

par J.-C. GUILLEBAUD

Les dernières péripéties de la révolution éthiopienne ne concernent pas seulement les vingt-huit millions de paysans Gallas ou Amharas, anciens sujets du Roi des rois, guettés aujourd'hui par de nouvelles famines. Elles débouchent sur une vaste redistribution des cartes entre les grandes puissances, attentives aux tentatives qui secouent et vont probablement secouer, dans les mois qui viennent, la corne orientale de l'Afrique, une redistribution au moins aussi importante que celle ayant marqué en 1976, pour l'avenir de l'Afrique australe, le triomphe du M.P.L.A. grâce à l'aide soviétique en Angola.

L'Éthiopie et les îles Darfo, qui lui appartiennent, constituent, en effet, une pièce maîtresse du contrôle international via la mer Rouge, le détroit de Bab-el-Mandeb et les rives de l'océan Indien de la « route du pétrole », cordon ombilical reliant les pays occidentaux aux puissances du golfe Persique.

(Lire la suite page 3.)

M. Barre

Le chômage partiel

L'amélioration de l'indemnisation compensera en partie les pertes de salaires

La diminution d'activité dans diverses branches industrielles a entraîné de nombreuses firmes à réduire les horaires de travail. C'est ainsi que Bertet, Usinor et la SNIAS ont annoncé, vendredi 25 février, qu'elles allaient recourir au chômage partiel ; cela concernera quelque cinquante mille salariés au total (lire page 24).

L'accord conclu vendredi entre la C.N.P.F. et les cinq confédérations de salariés vise précisément à améliorer sur trois points l'indemnisation accordée aux travailleurs pour la moitié de leur salaire perdu : relèvement progressif du plancher d'indemnisation, extension du champ couvert par les textes, application de l'accord aux salariés qui travaillent habituellement à temps partiel.

Cet accord sera d'autant plus utile que les chefs d'entreprise attendent à une stagnation de la production pendant encore quelques mois, si l'on en croit les réponses qu'ils ont faites à l'INSEE en février (lire page 24). Leurs stocks ont tendance à dépasser de plus en plus le niveau jugé « normal ». En revanche, la demande étrangère apparaît médiocre, le pessimisme des chefs d'entreprise pourrait s'accentuer, et du même coup s'accroître leur propension à augmenter les prix.

L'accord signé le 25 février entre la C.N.P.F. et les cinq confédérations de salariés vise à apporter un peu de vie dans le désert actuel de la politique contractuelle. Alors que la crise des « relations sociales » dans l'industrie est entravée par la stagnation économique et l'austérité du plan Barre, le compromis de vendredi vise à atténuer les effets de la dépression sur les revenus des salariés. Trois améliorations ont été apportées à l'indemnisation du chômage partiel, qui compense pour moitié les pertes de salaires correspondant aux diminutions d'horaires au-dessous de quarante heures par semaine :

● Le plancher de l'indemnisation horaire sera relevé de 8,40 F à 8,60 F (+ 2,4 %) le 1^{er} avril prochain. Il passera ensuite à 8,85 F (+ 1,7 %) le 1^{er} septembre. Les interconfédérations se retrouvent en novembre pour fixer le taux applicable à partir du 1^{er} janvier 1978.

● Le champ d'application de la convention initiale, signée en février 1968, est étendu à toutes les professions (sauf la magistrature, le cartonnage, la fabrication, etc.).

J. R.

(Lire la suite page 21.)

La « nouvelle donne » de l'aménagement du territoire

par JEAN LECANUET (*)

Voilà une génération, la République fédérale, c'était une Rahr et de ruines. Rares sont aujourd'hui les pays plus harmonieusement établis qu'elle, tant en ce qui concerne la répartition géographique de leurs activités que les grands équilibres économiques. Mais, contrairement à une opi-

non répandue, ce succès n'est dû ni au hasard ni à ce que nous ne saisissons pas : il est le résultat de la conquête d'un jour après jour, d'une politique régionale aussi intelligente qu'acharnée. Une politique qui, comme tout investissement, son coût : l'Allemagne de l'Ouest dépense trois fois plus que la France pour sa politique d'aménagement du territoire.

A des degrés divers, les pays du Benelux et le Danemark, dont les monnaies sont liées au deutschemark au sein du « serpent » européen, se rapprochent de l'Allemagne de ce double point de vue. Ainsi la lise des pays de la C.E.E. membres du « serpent » européen est-elle la même que celle des pays qui se trouvent en position de payeurs nets au sein du Fonds européen de développement régional (FEDER). A l'inverse, les trois États malades de leur monnaie — Grande-Bretagne, Irlande et Italie — sont également les trois pays qui souffrent des déséquilibres régionaux les plus graves et qui, à ce titre, bénéficient de l'aide communautaire du FEDER.

Cette coïncidence est si frappante qu'on a peine à ne pas y voir la marque d'une corrélation. Quel est-il de la France ? Dans les deux classements, le monétaire et le régional, la France se situe à la même place : seule, entre les deux, la grande D'une part, si le franc français est sorti du « serpent », il est sorti aussi — grâce au plan Barre — du groupe des monnaies en péril. D'autre part, nous nous situons dans une position intermédiaire au regard du FEDER, car nos déséquilibres régionaux, tout en restant excessifs, sont heureusement loin d'atteindre le degré de gravité qu'on trouve au-delà de la Manche ou des Alpes.

Puisqu'il s'agit de lutter contre l'inflation beaucoup plus rigoureusement que par le passé, il faut donc renforcer aussi l'effort d'aménagement de notre territoire.

Pourquoi ? Si l'on veut apprécier la portée de cette décision, il faut d'abord prendre conscience du fait que l'équilibre du territoire répond aujourd'hui à des exigences nouvelles et d'une portée considérablement accrue.

Comment ? Cette question ne peut être tranchée qu'après avoir mesuré avec lucidité les difficultés nouvelles auxquelles se heurte une telle tâche dans les circonstances actuelles.

(Lire la suite page 20.)

« LOIN D'HAGONDANGE »

« Les exilés », de Chéreau

Le T.N.P. présente, à la Porte-Saint-Martin, le nouveau spectacle de Patrice Chéreau : « Loin d'Hagondange », première pièce d'un comédien devenu auteur, Jean-Paul Wenzel (« le Monde » du 24 février).

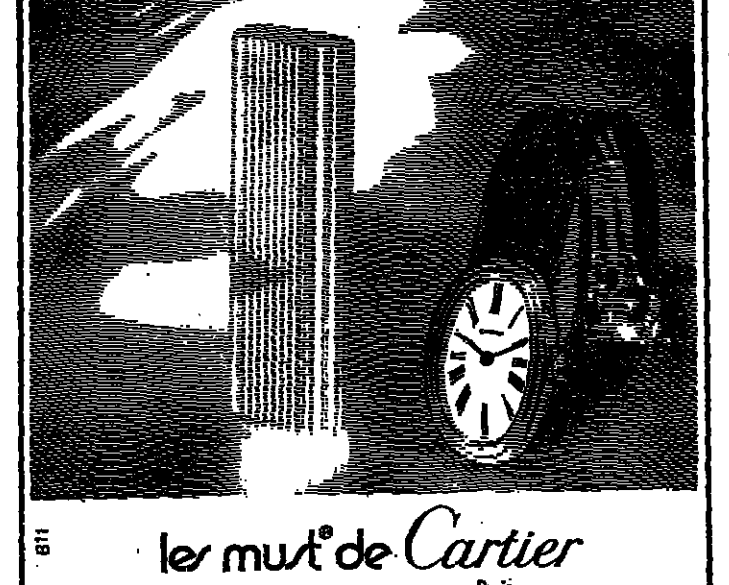
Il s'agit de deux, Georges et Marie, un couple de retraités, des gens sans âge, corps blessés par le temps qui un jour s'est arrêté. La retraite : un « repos bien gagné », le cri des bonheurs jadis accompagnés aujourd'hui terres desséchées, déserts noirs. Loin d'Hagondange, à des milliers d'années-lumière de leur ville aux bruits assourdis et des visages reconnaissables croisés dans les rues familières, Georges et Marie flânent, barques sans rames suspendues dans l'air immobile. Exilés, déracinés, ils sont seuls sur leur planète morte avec la mort invisible et douce qui les coiffe. Pourtant ils veulent vivre. Vivre enfin pour eux-mêmes, eux qui ne savent pas, n'ont jamais su, eux qui ont toujours servi à quelqu'un, à quelque chose.

Ils ne possèdent plus rien que des bribes de pensées qui vont et viennent dans leurs têtes, des souvenirs en nappes de brouillard eff-

loché, des habitudes devenues inutiles auxquelles ils se retiennent comme à la rampe d'un escalier sombre. Ils ne possèdent rien que les morceaux cassés d'une vie précédente et la furieuse désir de se rejoindre.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 19.)



le mut de Cartier

PABLO DE LA HIGUERA.

Lire page 5 : CROISSANCE ET CONTRAINTES

VI. - « La force, agent économique » par PIERRE DROUIN

du 29 Janvier au 26 Février

NICOLL 890

AFRIQUE

Rhodésie

APRÈS LA CONDAMNATION DE Mgr LAMONT

Le divorce s'accroît entre les Églises chrétiennes et le gouvernement

De notre envoyé spécial

Salisbury. — Mgr Donald Lamont a été à son tour victime de ce qu'il appelle « violence institutionnelle », approuvée par notre administration et rendue respectable par la législation de notre Parlement. L'évêque catholique d'Umtali demeure l'Européen le plus populaire auprès des six millions d'Africains de Rhodésie. Sa campagne pour les protéger n'a toutefois jamais suscité l'indifférence et plus généralement l'hostilité ouverte de l'immense majorité des deux cent cinquante mille Européens de ce pays.

En près d'un siècle de présence européenne, les Églises chrétiennes de Rhodésie ont joué un rôle déterminant dans le réveil de la conscience africaine. Plus d'un million et demi d'Africains, en grande majorité africains, fréquentent aujourd'hui les écoles primaires et secondaires des missions. Cliniques et hôpitaux jalonnent les réserves africaines, où vit plus de la moitié de la population. Les principaux dirigeants nationalistes sortent de ce milieu chrétien. L'évêque Abel Muzorewa est de confession méthodiste (branche américaine). M. Joshua Nkomo est un ancien prédicateur laïque du rameau britannique de la même Église. M. Robert Mugabe s'est affirmé catholique pratiquant. Le pasteur Sihole appartient à l'Église uni du Christ.

Ces dix-huit derniers mois, les écoles de missions proches des frontières du Mozambique et du Botswana sont devenues, en raison de leur situation géographique, les principaux foyers de recrutement de la guérilla africaine. Des milliers de jeunes gens, peut-être même vingt mille d'entre eux, ont abandonné leur pupitre, volontairement ou non,

pour gagner les camps d'entraînement de la guérilla situés à quelques heures de marche, de l'autre côté des frontières.

Dès février 1973, le gouvernement rhodésien a décidé de fermer les écoles, les écoles et les commerces d'une réserve africaine, celle de Chiveshe, qui borde le district européen de Centenary, dans le nord du pays. Cette mesure n'a pas épargné les deux écoles de Saint-Albert, mission de jésuites allemands installées dans la réserve. La décision est intervenue à la suite d'une pétition de cent fermiers et résidents européens de Centenary.

L'un des pétitionnaires justifiait sa requête en ces termes : « Les missionnaires parlent couramment le dialecte local et sont en contact quotidien avec les Africains. Étant donné le niveau de subversion dans cette réserve, les missionnaires et leurs employés africains ont dû être informés des activités terroristes dans ce secteur. À ses yeux, les religieux savaient et n'avaient rien dénoncé. À la suite de cette affaire, le ministre de l'Intérieur devait exprimer sa « grave inquiétude » devant le « progrès croissant d'une pensée d'inspiration communiste dans certaines organisations religieuses ».

Une « cinquième colonne »

La première manifestation d'une insurrection armée s'était produite en 1972. Six mois après l'affaire de Chiveshe, en septembre 1973, le Parlement de Salisbury votait un amendement à la loi sur le maintien de l'ordre afin d'introduire la peine de mort par pendaison pour activités pro-terroristes.

L'Église catholique, qui a toujours refusé la discrimination raciale dans ses écoles et ses hôpitaux, a pris la tête d'une campagne pour protéger la population rurale. Sous le

tence de cas « où des Africains, occupant des positions d'autorité, ont été tués pour avoir été soupçonnés d'avoir rapporté la présence de terroristes aux autorités ».

Le Parlement de Salisbury n'en adopta pas moins, en septembre 1975, un projet de loi protégeant contre des poursuites civiles et criminelles tout « serviteur de l'État agissant de bonne foi », et proposait en même temps des compensations pour les victimes déclarées innocentes. Les autorités religieuses protestèrent. M. Lardner-Burke répondit : « En bref, il existe une cinquième colonne qui donne l'impression de défendre le paix, la justice et le reste, mais qui, en réalité, poursuit des objectifs beaucoup plus sinistres ». Le comité de la législation du Sénat jugea le projet de loi « contraire à la déclaration des droits ». Le Sénat le vota cependant : « dans l'intérêt national ».

Voilà à peine un an, Mgr Lamont nous disait que « la Rhodésie est une monstruosité ». « C'est un État sans nation », expliquait-il. En août 1976, dans une lettre ouverte au gouvernement de M. Smith, il affirmait : « Dans un État qui prétend être démocratique, les déplacements des individus sont soumis à des restrictions. Ils sont emprisonnés sans jugement, torturés et jugés à huis clos, condamnés à mort par pendaison, hors de vue du public. Vous justifiez cette barbarie au nom de la chrétienté, de la civilisation occidentale et de ce que vous appelez le maintien des principes rhodésiens. Voilà vraiment l'ultime absurdité ».

En Rhodésie, la non-dénonciation de la présence de « terroristes » peut être sanctionnée par quinze ans d'internement. À la fin de 1976, des milliers d'Africains ont fait parvenir une note à une des cliniques du diocèse de Mgr Lamont. « Autant que je me rappelle, la note réci-

te des pilules contre la malaria et des médicaments contre la diarrhée. On m'a demandé ce qu'il fallait faire, et j'ai répondu que nous devions offrir une aide médicale à ceux qui nous la demandaient sans nous enquérir de leur religion ou de leurs opinions politiques », a-t-il déclaré au tribunal, avant d'être condamné à dix ans de prison, ramené à quatre ans en appel, pour avoir omis, à deux reprises, de rapporter la présence de « terroristes » et avoir incité une religieuse à en faire autant. L'évêque d'Umtali avait plaidé coupable.

Même si l'action de Mgr Lamont a suscité de nombreuses réserves dans les rangs du clergé de Rhodésie, le durcissement du conflit ne fait qu'accroître le divorce entre l'Église et le régime de M. Smith.

Lors de l'examen de l'appel de Mgr Lamont le 14 février, le président de la cour s'est étonné qu'on puisse faire une distinction entre « terroristes » et « communistes ».

« Comment peut-on nourrir le moindre doute sur cette évidence flagrante que les terroristes sont communistes ? », a-t-il demandé à la défense avant d'ajouter que « l'attitude générale du requérant montre qu'il n'a pas de sympathie pour les forces de sécurité ». Un document officiel, remis à la presse le 23 juin, accuse la commission Justice et Paix de « chercher à garantir l'avenir de l'Église catholique sous le régime du nationalisme noir ». Cecil Rhodes, le fondateur de la Rhodésie, avait jugé les missionnaires plus efficaces que les forces de police. Ses héritiers ne sont manifestement pas de cet avis.

L'évêque d'Umtali a toujours condamné toute forme de violence. Début février, à la suite du meurtre de sept missionnaires catholiques européens par des Africains, que le seul survivant a qualifié de « terroristes », Mgr Lamont a condamné ce « crime barbare et diabolique ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

PROCHE-ORIENT

L'O.L.P. réclame des «garanties internationales» pour le futur État palestinien

Le Caire (A.F.P.). — Dans une interview publiée ce samedi matin 26 février par le quotidien égyptien Al-Ahram, M. Farouk Kaddoumi, qui dirige la diplomatie de l'O.L.P., a confirmé que les Palestiniens sont d'accord pour créer un mini-État en Cisjordanie et à Gaza.

M. Kaddoumi a cependant ajouté que pour pouvoir survivre, le futur État palestinien devait bénéficier de « garanties internationales ». « L'O.L.P. a-t-il dit, demande de telles garanties aux grandes puissances, notamment aux États-Unis et à l'Union soviétique ».

Le « numéro un » de la diplomatie palestinienne a souligné d'autre part que son organisation n'acceptera pas moins que les territoires de la Cisjordanie et de Gaza pour constituer un État indépendant. Il a précisé que le

conseil national palestinien arrêtera, au cours de sa réunion du 13 mars au Caire, sa position vis-à-vis de la conférence de Genève et de l'éventuelle création d'un gouvernement palestinien en exil.

M. de Guringaud nous prie d'indiquer que les passages de ses déclarations sur le Proche-Orient que nous avons publiés (le Monde du 26 février) et leur titre ne reflètent pas complètement sa pensée. Le ministre des Affaires étrangères a bien dit que « les mentalités sont plus à la confrontation qu'à l'apaisement », mais cette remarque n'avait trait dans son esprit qu'à une perspective de règlement en 1977. À terme moins court, M. de Guringaud a « ressenti partout un grand désir de paix » et « constaté une évolution vers le réalisme ».

EN L'ABSENCE DES PARTISANS DE M. ALI AREF

La «table ronde» sur l'avenir de Djibouti va s'ouvrir à Paris

Faisant sien la formule chère au décolonisateur britannique la « table ronde », la France organise dans le «salon rouge» du secrétariat d'État aux DOM-TOM, au 27, rue Oudinot, à Paris, à partir de lundi après-midi 28 février, la conférence sur l'avenir de Djibouti. Le secrétaire d'État, M. Olivier Stirn, et M. Abdallah Mohamed Kamil, président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, auront pour principaux interlocuteurs une délégation de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), conduite par MM. Hassan Gouled et Ahmed Dini, et des représentants de la «majorité parlementaire» du sénateur Barkat Gourad et du Front de libération de la Côte des Somalis (F.L.C.S.), mouvement proche de la L.P.A.I. et basé à Mogadiscio.

L'Union nationale pour l'indépendance (U.N.I.), qui regroupe les partisans de l'ancien président Ali Arref, boycottera la négociation, de même que le Mouvement pour la libération (M.P.L.), composé de jeunes Afars se réclamant du marxisme-léninisme, et le Mouvement pour la libération de Djibouti (M.L.D.), basé à Addis-Abeba. Toutefois, une fraction minoritaire de l'U.N.I., animée par M. Omar Farah, récemment exclu de l'organisation, se joindra à la «table ronde».

L'ordre du jour comporte deux grands chapitres : l'organisation matérielle de l'accession du T.F.A.I. à l'indépendance, l'aménagement des relations entre Paris et le futur État. Chacun soulève que le référendum sur l'indépendance ait lieu «à la plus tôt possible», car, comme le note M. Kamil, «dans cette phase de transition la situation économique se dégrade». La France avance la date du 28 avril, en sorte que l'indépendance «devrait se situer à la fin du printemps ou au début de l'été». Ainsi, la jeune République pourrait recevoir son baptême politique lors du «sommet» de l'O.U.A. au début de juillet à Libreville. Paris aura recours à la procédure d'urgence pour faire valoir, par le Parlement français, la volonté des habitants

du T.F.A.I. On est favorable, du côté français, à la tenue d'élections générales avant l'indépendance. La révision des lois sur la nationalité, qui s'est traduite par la distribution de quarante mille nouvelles cartes d'identité, même destinée à rééquilibrer la représentation ethnique entre Afars et Issas, est considérée comme une «affaire terminée». Quatre-vingt-dix mille électeurs participèrent au scrutin.

Pour ce qui est des relations entre la France et le futur État, Paris ne se pose pas en demandeur mais s'affirme prêt «à entendre toutes les suggestions». En matière de coopération militaire, M. Kamil s'est exclut le maintien à Djibouti d'une base française, considérée que l'armée du nouvel État pour faire appel à l'assistance technique d'une ancienne métropole. «Nous acceptons de discuter, a priori, de tous les aspects de la coopération». Finalement, la région, dont l'Égypte, ont fait discrètement savoir à la France que leur préférence allait au maintien d'un contingent à Djibouti.

La conférence de Paris permettra d'aborder d'autres sujets liés à la période de transition, tels que l'affaiblissement des cadres ou la renégociation des accords de 1969 sur l'utilisation du chemin de fer franco-éthiopien, axe vital tant pour Addis-Abeba que pour Djibouti.

On se rappelle également à Paris de la médiation menée par Mogadiscio à l'égard du futur État. La France reconnaît qu'elle n'a pas réussi à apaiser les inquiétudes des dirigeants éthiopiens, qui lui reprochent de favoriser la «socialisation» du territoire. De même, M. Kamil prend acte, non sans amertume, des attaques que la radio éthiopienne, dans ses émissions en langue afar, lance quotidiennement contre le gouvernement et l'ethnie issa. «Addis-Abeba, nous a-t-il dit, incite les Afars à se venger».

L'ont en regretant l'absence de la majorité des familles politiques de la communauté afar, les promoteurs de la conférence de Paris voudraient faire de celle-ci une sorte de «psychodrame» visant la prise de conscience d'une unité nationale dans le territoire.

JEAN-PIERRE LANGELE.

Grandes m

Le rapprochement avec Moscou

Les États-Unis ont été surpris par la rapidité avec laquelle l'Union soviétique a accepté de discuter la possibilité d'un accord de coopération économique et scientifique entre les deux pays. Cette ouverture, qui a été faite par le ministre des Affaires étrangères soviétique, Andreï Gromyko, lors d'une conférence de presse à Moscou, a été interprétée comme un signe de la volonté de l'Union soviétique de se rapprocher des États-Unis.

Maroc

Le Maroc a été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

Le Maroc a également été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

Le Maroc a également été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

Le Maroc a également été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

Le Maroc a également été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

Le Maroc a également été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

Le Maroc a également été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

Le Maroc a également été élu membre du Conseil de l'Organisation pour l'Économie Méditerranéenne (O.E.M.) à l'issue d'une conférence tenue à Alger. Cette élection a été accueillie avec satisfaction par le gouvernement marocain.

MERIT

Un goût de forte dans un tabac léger grâce au procédé «Enriched Flavor»



MERIT Filter

MERIT

Filter

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

AFRIQUE

Grandes manœuvres autour de la mer Rouge

(Suite de la première page.)

Le récent triomphe, au sein du régime militaire d'Addis-Abeba, de la tendance radicale représentée par le « groupe d'Holetta » (1), est venu brouiller les calculs des grandes puissances qui, à des titres divers, spéculaient plutôt sur un effacement probable du Derg (comité militaire) et une arrivée au pouvoir de l'une ou l'autre des oppositions (partis révolutionnaires du peuple clandestin ou Union démocratique éthiopienne de droite). Les télégrammes de félicitations précipitamment envoyés par Pékin, Moscou et la Havane, au lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, nouveau chef d'Etat, constituent la première reconnaissance officielle — et solennelle — de la révolution éthiopienne par le camp socialiste.

Celui-ci avait jusqu'alors fait preuve d'une certaine circonspection à l'endroit d'une expérience révolutionnaire singulière, incertaine, apparemment fragile, qui allait curieusement à la phraséologie marxiste au

soutien militaire et financier des Etats-Unis. Aussi bien à Moscou qu'à Washington et à Pékin on paraissait d'ailleurs attendre prudemment, depuis le renversement de l'empereur le 12 septembre 1974, de voir ce qui pouvait bien sortir du déconcertant « chaudron » éthiopien.

Les choses paraissent désormais un peu plus claires. Elles peuvent se ramener à deux conclusions provisoires : un recul évident de l'influence américaine en Ethiopie ; un nouveau renforcement de la présence soviétique dans la région, présence limitée jusqu'alors au Sud-Yémen et à la Somalie. La récente déclaration du premier vice-président, le lieutenant-colonel Alimatu Abata (le Derg), le 14-15 février, annonçant que l'Ethiopie achèterait désormais ses armes au camp socialiste, paraît cette fois représenter davantage qu'un chantage oblique adressé à Washington. Elle marque le point d'aboutissement d'une évolution perceptible depuis plusieurs mois.

et vulnérable, acceptée de devenir un simple pion dans la grande compétition pour l'Océan Indien.

Depuis l'empereur Sélassié et surtout depuis Haile Selassié, la politique étrangère éthiopienne, de loin la plus subtile du continent, a été le plus souvent le résultat de la conjonction de deux principes de base qui n'ont guère changé et que reprennent aujourd'hui à leur compte les militaires. Addis-Abeba s'est toujours efforcée de contenir l'appétit des puissances occidentales et de conjurer le spectre de l'« encerclement arabe ». C'est d'ailleurs en jouant sur les rivalités entre l'Italie, la France et la Grande-Bretagne au début du siècle que l'Ethiopie parvint à échapper, sauf de 1935 à 1941, à la colonisation. Elle a constamment lutté ensuite pour briser son encerclement et s'assurer des accès à la mer. Tous les efforts déployés après la dernière guerre par l'empereur pour récupérer l'ancienne colonie italienne d'Erythrée et obtenir de la France qu'elle reste à Djibouti s'expliquent par cette vieille obsession. Dès le 10 mai 1947, par exemple, le Négus déclarait sans ambages que l'Ethiopie avait absolument besoin des ports de Massawa et d'Assab, situés en Erythrée.

Troisième principe : la conservation, grâce aux puissances étrangères, de l'unité nationale, perpétuellement menacée de l'intérieur et de l'extérieur, d'un empire encore mal unifié et dont la moitié sud n'a été conquise que depuis un siècle par les officiers Amhars de Mékénéli, l'acharnement que mettent et que mettent les Ethiopiens à défendre l'Ogaden contre le projet de « Grande Somalie », participant à ce souci national que n'ont absolument pas raté les militaires marxistes d'aujourd'hui.

La longue alliance avec les Etats-Unis, qui semble prendre fin, fut d'abord le fruit de ce catéchisme diplomatique impérial. Dès 1955, le Négus avait accordé des concessions dans l'Ogaden à des compagnies pétrolières américaines, comptant sur cette présence pour contenir les ambitions de Mussolini, puis celles de la Somalie. En décembre 1959, Washington avait pesé de tout son poids à l'ONU pour que soit votée la résolution 380 V favorable au Négus qui institua une fédération entre l'Ethiopie et l'Erythrée, fédération transformée dix ans plus tard et unilatéralement en amirauté. Les pays arabes et l'U.R.S.S. avaient voté à l'époque contre l'Ethiopie et souhaitaient déjà l'indépendance de l'Erythrée. Voté qu'Addis-Abeba mit longtemps à leur pardonner.

En 1953, les premiers accords militaires passés entre Washington et Addis-Abeba prévoyaient une aide de 5 millions de dollars et la mise sur pied progressive, grâce au concours américain, d'une armée moderne de quarante mille hommes. En échange, les Etats-Unis obtenaient l'accès à l'océan Indien par l'Asmara la base d'activité électronique de Kagnaw (2), qui représentait longtemps un relais capital pour l'Amérique et pour l'OTAN dans la chaîne des communications stratégiques, passant notamment par la Virginie, le Maroc et les Philippines. La coopération militaire américaine

éthiopienne se renforta après 1960 et l'accession à l'indépendance de la Somalie. Cette dernière, en effet, signa en 1961, 1966 et 1974 des accords militaires avec Moscou qui, en échange de livraisons d'armes considérables, lui dispensaient de l'impôt à Berbera sur l'Océan Indien.

L'Amérique consacra dès lors à la seule Ethiopie la moitié de l'aide totale destinée à l'Afrique noire. Les livraisons d'armes s'intensifièrent encore en 1964, lorsque débata la rébellion armée des Erythréens. La guerre d'Erythrée conduisit, en outre, Addis-Abeba à se rapprocher d'Israël, qui lui fournit des conseillers militaires et des spécialistes de la lutte antiaérienne, jusqu'à ce que, en 1973, la pression africaine soit devenue si forte pour obliger le Négus, après la session de printemps de l'O.U.A., à rompre avec Jérusalem.

Pendant toute cette période, l'Ethiopie impériale apparut donc comme un bastion pro-américain et pro-occidental en Afrique orientale et fut dénoncée comme telle par des étudiants hostiles à l'empereur. On aurait tort pourtant d'oublier qu'en réalité la diplomatie d'Addis-Abeba fut dès l'origine beaucoup plus équilibrée. A la vérité, la « pénétration » soviétique et chinoise dans ce pays n'est pas tout à fait aussi nouvelle qu'on dirait aujourd'hui. Addis-Abeba, siège de l'O.U.A., malgré son engagement pro-américain, prit toujours grand soin de se démarquer de l'« impérialisme ». Le Négus affirmait constamment des positions favorables aux luttes progressistes du tiers-monde (Algérie, Rhodesie, Afrique du Sud, Vietnam, etc.).

En juin 1969, Haile Selassié avait été reçu en grande pompe à Moscou, où il retourna à deux reprises en 1967 et 1970. Dès le début l'U.R.S.S. accorda à l'Ethiopie un prêt de 40 millions de roubles. En 1969 et 1972, des accords furent signés entre deux visites de Chou En-lai à Addis-Abeba et des accords furent signés entre deux visites de Chou En-lai à Addis-Abeba et des accords furent signés entre deux visites de Chou En-lai à Addis-Abeba.

Cette extraordinaire diplomatie « tous azimuts » éminemment pragmatique s'inspira toujours du souci obsessionnel d'isoler les « ennemis de l'unité éthiopienne », en contenant les appétits somaliens au sud, en limitant dans la mesure du possible l'appui accordé aux « rebelles » d'Erythrée. Elle expliqua, en tout cas, que malgré leur présence et l'ampleur de leur aide, les Américains ne furent jamais, et de loin, les maîtres du jeu à Addis-Abeba.

Washington, à la vérité, a souvent manqué de détermination et de logique dans une politique éthiopienne coûteuse, mais qui déboucha

sur un fiasco. Longtemps avant la révolution, les Etats-Unis avaient pris certaines distances avec un régime impérial dont la fragilité les inquiétait. Dès le mois d'octobre 1970, par exemple, une sous-commission sénatoriale avait mis en cause à Washington l'appui américain accordé à l'Ethiopie et renforcé en vertu d'un accord secret passé en 1960. Les sénateurs Fulbright et Symington critiquèrent publiquement cette aide apportée à un régime « arbitraire et réactionnaire ».

Lorsque commença la révolution en février 1974, les Etats-Unis n'étaient plus représentés à Addis-Abeba que par un chargé d'affaires, la réduction substantielle de leurs livraisons militaires en 1973 n'aurait pas été tout à fait étrangère à la révolte des « prétoriens » éthiopiens qui mit le feu aux poudres. Par la suite, notamment après les sombres exécutions sommaires de novembre

1974, l'Amérique menaça à plusieurs reprises de suspendre totalement son aide militaire à un régime qui s'engageait trop rapidement à ses yeux sur la voie révolutionnaire. Ces velléités de désengagement étaient d'autant plus logiques que la station de Kagnaw, en cours d'évacuation, présentait beaucoup moins d'intérêt pour Washington avec le développement des satellites espions et l'établissement d'une base sur l'île de Diego Garcia.

En août 1976, dans un rapport présenté au Sénat américain, M. John Spencer, spécialiste des questions éthiopiennes, insistait longuement sur la fragilité du Derg et laissait entendre à demi-mot que l'Amérique pouvait éventuellement jouer d'autres cartes en Ethiopie. D'où les accusations lancées par la suite à Addis-Abeba contre la C.I.A., suspectée d'être la maquette clandestine de l'opposition.

Une révision fructueuse

Du côté éthiopien, en revanche, à mesure que se développait le « processus révolutionnaire », l'alliance privilégiée avec les Etats-Unis et un nouveau rapprochement tactique avec Israël devenaient sans cesse plus embarrassants, à la fois sur le plan intérieur vis-à-vis des intellectuels marxistes dont les militaires quelaient l'appui, et à l'extérieur aux yeux d'un tiers-monde incrédule. Le prix politique qu'il fallait désormais payer pour une telle alliance — contre nature — devenait d'autant plus exorbitant que les Etats-Unis maintenaient malicieusement chichement leur appui, tergiversaient et réclamaient même, à partir de 1975, le paiement intégral de certains armements. Washington n'était pas en mesure, en outre, comme le souhaitait l'Ethiopie, de dissuader ses alliés arabes conservateurs d'écarter les marxistes d'Erythrée. En dehors de toute question d'affinité idéologique — qui, en l'occurrence, favoriseraient plutôt l'influence chinoise — le rapprochement avec l'U.R.S.S. présente, en revanche, des avantages non négligeables, même si un changement brutal de tournure pose quantité de problèmes techniques à une armée équipée depuis vingt-cinq ans à l'américaine.

Tout d'abord, Addis-Abeba peut espérer régler son contentieux avec la Somalie, qui est aussi de l'U.R.S.S., ou tout au moins gagner du temps et ne pas être prise de vitesse à Djibouti. Il semble d'ailleurs qu'à Mogadiscio, on s'inquiète déjà de ces « retournements de conjoncture ». Sur le front nord, l'Ethiopie espère, grâce à l'appui du camp socialiste, rejeter un peu plus les maquis érythréens vers le camp du pan-arabisme conservateur, et les priver du précieux label des « luttes de libération ».

(1) Le « groupe d'Holetta » (Mengistu Haile Mariam), un cousin du Négus, qui est un peu le « Coléon » éthiopien, représente les officiers radicaux sortis du rang, que l'on oppose au « groupe de Harar », du nom de l'autre académie militaire, plus aristocratique celle-ci, et d'où étaient issus les officiers plus « modérés », comme le général Tafari Belay.

(2) Ce nom fut choisi en souvenir d'un poste de la guerre de Corée, à laquelle participèrent des soldats des Etats-Unis, un bataillon éthiopien.

(3) Le 11 octobre 1977, à la tribune des Nations unies, l'Ethiopie, pour sa part, a condamné les bombardements américains sur le Vietnam du Nord.

L'aggravation indéfinie de la situation en Erythrée depuis deux mois réveille d'ailleurs davantage une crise du moral de l'armée éthiopienne que d'un renforcement des trois principaux fronts de libération qui n'ont toujours pas, et loin s'en faut, surmonté leurs divisions.

En définitive, l'U.R.S.S. vient probablement de marquer un point important dans la corne de l'Afrique, mais, jusqu'à nouvel ordre, au milieu de ce maelstrom international de complots embrouillés, l'Ethiopie dispose encore d'une certaine marge de manœuvre. Rien ne prouve d'ailleurs que les liens seront totalement rompus avec les Etats-Unis et Israël, ni même que Kagnaw sera entièrement évacuée.

Toute la question est de savoir, en plongeant dans leur dangereuse révolution, les militaires du Derg auront-ils assez de finesse stratégique que l'ancien empereur à qui l'on peut rétrospectivement reprocher beaucoup de choses, mais non un sens extraordinaire de la diplomatie libérale, mis au service de la plus vieille nation d'Afrique noire.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

● M. Théodore Bekhele, dirigeant du Syndicat éthiopien uni du travail (A.E.T.U.), nouvellement formé, a été assassiné vendredi matin 24 février à Addis-Abeba. Le leader syndical a été tué dans son bureau par des inconnus. Les forces de police ont immédiatement pris position autour des bâtiments de la centrale syndicale et procédé à des arrestations.

D'autre part, cinquante-huit « criminels antirévolutionnaires » ont été « liquidés » par les forces de sécurité et la population dans la province du Sidamo (sud d'Addis-Abeba), au cours des trente derniers jours. Le rapport vendredi l'Agence éthiopienne d'information (E.N.A.). Selon l'agence, quinze « anarchistes » ont également été arrêtés au nord d'Addis-Abeba, alors qu'ils distribuaient des « tracts antirévolutionnaires ». Ces « anarchistes », selon l'agence, appartiennent au Parti éthiopien révolutionnaire des masses (P.E.R.M.), à l'Union démocratique éthiopienne (U.D.E., droite, basée à Londres) et au Front de libération de l'Erythrée. — (A.F.P.)

Le rapprochement avec Moscou

En 1976, les visites de délégations officielles éthiopiennes à Moscou, Belgrade, Berlin-Est s'étaient multipliées. La presse soviétique consacrait depuis moins d'un an des commentaires élogieux à la révolution éthiopienne. Les autorités soviétiques avaient fermé les bureaux du Front de libération de l'Erythrée et elles multipliaient depuis cette date les témoignages favorables à Addis-Abeba. Enfin les Soviétiques ont certainement déconseillé à leurs alliés somaliens de lancer sur la province d'Ogaden, qu'ils revendiquent, une attaque ouverte à laquelle l'extrême faiblesse politique et militaire de l'Ethiopie contraindrait de grandes chances de succès.

Maroc

L'AIDE FINANCIÈRE FRANÇAISE EST EN ACCROISSEMENT

(De notre correspondant.)

Rabat. — M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre chargé de l'économie et des finances, a été reçu le vendredi 25 février par le roi Hassan II, et a signé avec le ministre marocain des finances, M. Abdelkader Benslimane, le protocole sur l'aide financière consentie par la France au Maroc pour l'exercice 1977. Il s'agit d'une ouverture de crédits d'un milliard deux cent millions de francs (soit deux cent millions de plus qu'en 1976). Trois cent millions sont constitués par des prêts du Trésor remboursables en vingt ou vingt-cinq ans après un différé de trois ans, et au taux de 3 %. Le reste, soit cent millions, représente des crédits privés garantis au taux de 7 à 8 %.

L'ensemble de ces crédits est destiné à des projets d'équipement auxquels participent l'industrie française. Au cours des négociations qui précéderont la venue à Rabat de M. Durafour, le projet d'installation d'une centrale nucléaire au Maroc a été évoqué par les Marocains, à l'instigation du ministre français dans une conférence de presse, il n'y a aucune discussion sur ce sujet.

Les dirigeants marocains ont bénéficié d'un montant privilégié de prêts du Trésor, puisque les trois cent millions de francs représentent 30 % de l'aide financière totale de la France aux pays étrangers. — L. G.

Allemagne fédérale

● LES VITRINES DE L'AGENCE D'EXPORTATION, à Berlin-Ouest, ont été brisées, dans la nuit du 24 au 25 février. D'après des tracts trouvés sur place, l'attaque serait l'œuvre du parti communiste marxiste-léniniste allemand, qui réclame la libération de Bernd Heubner, vingt-deux ans, un de ses membres, arrêté en Allemagne en septembre 1976. Il y a une dizaine de jours. — (A.P.)

Canada

● L'ACCIDENT D'AUTOMOBILE PROVOQUÉ PAR M. RENE LÉVESQUE, premier ministre du Québec, ne fera pas l'objet d'une enquête publique, a annoncé le 25 février le ministre de la Justice, M. Marc-André Beaudet. Le 6 février dernier, M. Lévesque avait, au volant de sa voiture, heurté M. Edgard Troitier, un pagabond âgé de soixante-deux ans. Le rapport de la police judiciaire précise simplement que le premier ministre ne portait pas de lunettes au moment de l'accident, alors que sa myopie est mentionnée sur son permis de conduire. La seule charge qui puisse être retenue contre lui est donc une infraction au code de la route. — (A.F.P., U.P.)

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Pauzet, directeur de la publication. Jacques Samuël.

Imprimé en France par S. des Indes PARIS-IX 1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Communication partielle des journaux et publications : 20 000.

A TRAVERS LE MONDE

Quinze pays intéressés

● QUINZE PAYS INTERESSÉS par la pêche au Canada. — Les représentants de quinze pays se réuniront à Ottawa, du 14 au 25 mars, pour débattre du problème de la pêche au large de la côte est du Canada, a annoncé récemment le ministre canadien des affaires étrangères, L'ICNAF (Commission internationale pour la conservation des pêches de l'Atlantique nord-ouest) doit poser les bases d'un traité et de nouveaux accords après l'extension de la limite à 200 milles de la côte depuis le 1^{er} janvier. — (A.F.P.)

Cambodge

● 10 000 TONNES de produits sidérurgiques vont être exportés au Cambodge par une firme japonaise, aux termes d'un contrat signé à Hongkong avec la compagnie d'import-export cambodgienne Ren Pung a révélé, samedi 26 février, le secrétaire général d'une association pour le commerce entre le Japon et le Cambodge, qui s'est refusé à préciser quelle société japonaise avait enlevé le contrat. — (Reuters.)

Chine

● VERS LA REPRISE DES POURPARLERS C.R.E. — CHINE. — M. Ruan Hsiang, ambassadeur de Chine auprès de la C.R.E., vient de faire savoir à M. Wilhelm Kaferkamp, commissaire européen chargé des relations extérieures, que Pékin était disposé à reprendre les contacts préliminaires en vue d'un accord commercial entre la Communauté et la Chine. Ces contacts avaient été interrompus depuis près d'un an. La date de reprise de ces pourparlers n'a pas encore été arrêtée.

Gabon

● LES QUESTIONS BILATÉRALES ont été au centre des deux entretiens qu'a eus vendredi 25 février le président Maurice Elie avec le président de la République, M. Raymond Barre. Évoquant sa rencontre avec le premier ministre, le chef de l'Etat a déclaré : « C'est un homme excellent, qui comprend bien aussi les problèmes africains. »

Inde

● M. JAYAPRAKASH NARAYAN, personnalité qui a joué un grand rôle dans la formation d'une coalition électorale des partis d'opposition non communistes, a été hospitalisé le vendredi 25 février. Agé de soixante-quatre ans, M. Narayan souffre de troubles rénaux et doit subir une opération. — (Reuters.)

● UN ACCORD de coopération en matière d'utilisation pacifique de l'énergie atomique a été signé entre l'Inde et l'Iraq, vendredi 25 février. — (A.P.)

Maroc

● LE MAROC A DÉCIDÉ DE SUSPENDRE TOUTE COOPÉRATION AUX TRAVAUX DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE pour protester à la fois contre la présence à la conférence ministérielle de Lomé (Togo) d'une délégation du Front Polisario et contre les allégations de l'O.U.A., selon lesquelles le royaume chérifien a été im-

pliqué dans l'agression contre le Bénin, le 16 janvier dernier. — (Reuters.)

Namibie

● LE COMITÉ DE DÉCOLONISATION DE L'ONU a examiné, vendredi 25 février, la situation en Namibie. M. Michael Mawema, ministre de la SWAPO, a rappelé que l'ONU reconnaît son mouvement comme l'unique représentant du peuple namibien et demandait une réunion du Conseil de sécurité en vue de l'instauration d'un embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud. — (Corresp.)

Tunisie

● LES AUTORITÉS TUNISIENNES ont annoncé que treize arrestations avaient été maintenues après les manifestations des étudiants, auxquelles s'étaient joints des ouvriers, qui se sont déroulées le jeudi 24 février dans le centre de Tunis. Les treize jeunes gens seront déférés devant la justice. Après ces désordres, selon des témoins, ont été marqués, dans certains quartiers, par des heurts violents avec les forces de police, la grève des cours s'est poursuivie à l'université de Tunis le vendredi 25 février, et s'est étendue à des établissements d'enseignement supérieur, à Sousse, à Sfax et à Gêbe. — (Corresp.)

Une aide financière chinoise

● Aux termes d'un accord signé vendredi 25 février à Tunis, la Chine a accordé à la Tunisie un prêt de 12 millions de dollars, sans intérêt. Ce prêt s'ajoute à un précédent de 35 millions de dollars, fourni en 1972. Cette aide doit permettre le financement d'un canal reliant la Méditerranée à la mer Rouge, en cours d'eau du pays, à la région du cap Bon. — (U.P.)

COLLÈGE D'EUROPE

Admission et bourses pour l'année académique 1977-78

Le programme d'études postuniversitaires du Collège, axé sur les problèmes de l'unité et de l'intégration de l'Europe, comporte quatre orientations :

1. Etudes à dominante administrative ;
2. Etudes à dominante économique ;
3. Etudes à dominante juridique ;
4. Etudes sur la sauvegarde et la réhabilitation du patrimoine architectural et urbain.

Les candidats français aux spécialisations énumérées sous 1, 2 et 3 (titulaire d'un diplôme universitaire ou équivalent en administration publique, droit, économie, science politique ou — exceptionnellement — en une discipline apparentée) déposent, avant le 1^{er} avril 1977, leur demande d'admission et de bourse à :

Service des Boursiers français à l'étranger, Ministère des Affaires étrangères, Rue Lo Pérouse 36, 75775 PARIS Cedex 16.

Les candidats français à la spécialisation énumérée sous 4 (titulaire d'un diplôme universitaire ou équivalent en architecture, urbanisme, histoire de l'art ou — exceptionnellement — en une discipline apparentée) déposent, avant le 30 avril 1977, leur demande d'admission et, en cas de nécessité, de bourse à :

Rectorat du Collège d'Europe, Dyer 11, B-8000 BRUGGE (Belgique).

Sur demande, le Rectorat du Collège d'Europe envoie aux candidats de toutes les nationalités les informations et les formulaires de demande d'admission.

DIPLOMATIE

LA VISITE A PARIS
DU NOUVEAU SECRÉTAIRE AU FOREIGN OFFICE

**Notre bonne fortune nous oblige
à avoir une politique énergétique commune**
déclare M. Owen

M. David Owen, nouveau secrétaire au Foreign Office, regagne Londres, ce samedi après-midi 26 février, au terme d'une visite de moins de vingt-quatre heures à Paris. Vendredi, M. Owen s'est entretenu avec son collègue français, M. de Guiringaud, qui a offert un dîner en son honneur. L'ambassadeur britannique, Sir Nicholas Henderson, a organisé, ce samedi, un déjeuner privé pour lui faire connaître des personnalités politiques françaises dont M. Michel Rocard, secrétaire national du parti socialiste.

Pendant son bref séjour, M. Owen s'est présenté comme très « européen », aussi favorable aux élections européennes qu'à une politique commune de l'énergie au sein de l'Union économique et monétaire des Neuf, sujets controversés en Grande-Bretagne. Il a souligné comme un « symbole » le fait que sa première visite à l'étranger dans sa nouvelle fonction ait été pour la France. M. de Guiringaud a indiqué de son côté : « Nous avons constaté l'identité de notre approche sur tous les sujets que nous avons touchés ».

Les deux ministres ont beaucoup parlé de Concorde. Ils ont été d'accord pour souligner « la très grande importance » de la décision américaine sur l'atterrissage à New-York, et « la résonance qu'elle aura dans l'opinion ».

Il est également parti du prochain conseil européen (28 mars), des relations Nord-Sud, du Proche-Orient et de Chypre.

A l'issue du dîner, après avoir rendu hommage à M. Croissant, récemment décédé, président de M. Owen, le ministre français a insisté sur la nécessité d'aboutir à des politiques communes dans les domaines de la pêche,

de l'énergie, de la recherche et de l'action régionale, d'assurer progressivement la convergence des économies, afin de reprendre « la marche indispensable vers l'Union économique et monétaire qui est le fondement indispensable de l'Union européenne ».

Le ministre britannique, dans une réponse improvisée, a déclaré que « sur tous ces problèmes il nous est possible de trouver des solutions communes ». « Notre donne fortiori », a-t-il dit, en faisant allusion au pétrole britannique de la mer du Nord, nous fait obligation de forger une politique commune. Si le délit des « problèmes constitutionnels », M. Owen a assuré que tous les partis britanniques sont persuadés que les élections européennes auront lieu. « La Communauté ne peut continuer », a-t-il ajouté, « à avoir des économies divergentes. Nous devons travailler en faveur des convergences économiques afin de mettre sur pied l'Union économique et monétaire ».

Lundi, M. Jenkins, nouveau président britannique de la Commission européenne, sera reçu par MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre et quatre ministres : MM. de Guiringaud, Durafour, d'Ornano et Bonnet. — M. D.

Le gouvernement de Londres va publier un Livre blanc sur les élections européennes

De notre correspondant

Londres. — Si le nouveau secrétaire au Foreign Office s'est efforcé, au cours de sa visite à Paris, d'apaiser les inquiétudes françaises quant à l'engagement européen de la Grande-Bretagne, le cabinet travailliste de Blackpool, l'automne dernier, ayant, par une majorité des deux tiers, condamné le principe même des élections directes au Parlement européen. Dans l'intention de peine dissuadée de gagner du temps, les ministres travaillistes ont résolu, vendredi 25 février, de préparer un Livre blanc qui servira de base à un débat parlementaire.

A l'issue de sa mission en Méditerranée orientale

M. CLIFFORD ESTIME QU'IL EXISTE UNE « RÉELLE POSSIBILITÉ » DE RÉGLER LE PROBLÈME DE CHYPRE EN 1977.

(De notre correspondant.)

Nicosie. — L'envoyé du président Carter en Méditerranée orientale, M. Clark Clifford, a terminé, vendredi 25 février, sa « mission exploratoire » de deux jours à Chypre et a quitté ce samedi matin Nicosie pour Londres, où il s'entretiendra avec le nouveau secrétaire au Foreign Office, M. Owen.

Avant de quitter Nicosie, M. Clifford a déclaré qu'il avait « une réelle possibilité de voir le problème de Chypre résolu dans le courant de 1977 ». « Nous espérons », a-t-il dit, que cet objectif pourra être atteint aussi vite que possible. Cela prendra, certes, des semaines et des mois de négociations, mais je crois qu'un progrès réel a été accompli ».

Selon les sources officielles chypriotes, M. Clifford a souligné le vif intérêt qu'éprouvent les États-Unis pour la solution rapide du problème de Chypre, d'appuyer par tous les moyens les efforts déployés par le secrétaire général des Nations unies. Selon ces mêmes sources, Washington estime que, si un règlement n'est pas trouvé dans le courant de 1977, « ce règlement deviendra plus difficile et le problème sera plus compliqué ».

Au cours des entretiens engagés à Nicosie par M. Clifford avec le président Makarios et les responsables chypriotes grecs, ces derniers ont fait ressortir que, pour qu'une solution rapide et permanente soit trouvée, les États-Unis « devraient exercer de fortes pressions sur la Turquie et suspendre leur assistance militaire à ce pays jusqu'à ce que les dirigeants d'Ankara adoptent une attitude raisonnable ».

De sérieuses divergences subsistent entre les deux camps en ce qui concerne les aspects territoriaux du problème et les pouvoirs du gouvernement central. M. Clifford quitte néanmoins Chypre avec un sentiment d'optimisme. Il estime que l'inscription de ces questions litigieuses à l'ordre du jour des entretiens intercommunautaires qui doivent débuter à Vienne le 31 mars prochain « constitue un élément favorable ». On est toujours persuadé ici que de nombreux mois de négociations seront encore nécessaires avant de parvenir à un règlement.

DIMITRI ANDRÉOU.

Il est également parti du prochain conseil européen (28 mars), des relations Nord-Sud, du Proche-Orient et de Chypre.

A l'issue du dîner, après avoir rendu hommage à M. Croissant, récemment décédé, président de M. Owen, le ministre français a insisté sur la nécessité d'aboutir à des politiques communes dans les domaines de la pêche,

de l'énergie, de la recherche et de l'action régionale, d'assurer progressivement la convergence des économies, afin de reprendre « la marche indispensable vers l'Union économique et monétaire qui est le fondement indispensable de l'Union européenne ».

Le ministre britannique, dans une réponse improvisée, a déclaré que « sur tous ces problèmes il nous est possible de trouver des solutions communes ». « Notre donne fortiori », a-t-il dit, en faisant allusion au pétrole britannique de la mer du Nord, nous fait obligation de forger une politique commune. Si le délit des « problèmes constitutionnels », M. Owen a assuré que tous les partis britanniques sont persuadés que les élections européennes auront lieu. « La Communauté ne peut continuer », a-t-il ajouté, « à avoir des économies divergentes. Nous devons travailler en faveur des convergences économiques afin de mettre sur pied l'Union économique et monétaire ».

Lundi, M. Jenkins, nouveau président britannique de la Commission européenne, sera reçu par MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre et quatre ministres : MM. de Guiringaud, Durafour, d'Ornano et Bonnet. — M. D.

Il est également parti du prochain conseil européen (28 mars), des relations Nord-Sud, du Proche-Orient et de Chypre.

A l'issue du dîner, après avoir rendu hommage à M. Croissant, récemment décédé, président de M. Owen, le ministre français a insisté sur la nécessité d'aboutir à des politiques communes dans les domaines de la pêche,

de l'énergie, de la recherche et de l'action régionale, d'assurer progressivement la convergence des économies, afin de reprendre « la marche indispensable vers l'Union économique et monétaire qui est le fondement indispensable de l'Union européenne ».

Le ministre britannique, dans une réponse improvisée, a déclaré que « sur tous ces problèmes il nous est possible de trouver des solutions communes ». « Notre donne fortiori », a-t-il dit, en faisant allusion au pétrole britannique de la mer du Nord, nous fait obligation de forger une politique commune. Si le délit des « problèmes constitutionnels », M. Owen a assuré que tous les partis britanniques sont persuadés que les élections européennes auront lieu. « La Communauté ne peut continuer », a-t-il ajouté, « à avoir des économies divergentes. Nous devons travailler en faveur des convergences économiques afin de mettre sur pied l'Union économique et monétaire ».

Lundi, M. Jenkins, nouveau président britannique de la Commission européenne, sera reçu par MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre et quatre ministres : MM. de Guiringaud, Durafour, d'Ornano et Bonnet. — M. D.

Il est également parti du prochain conseil européen (28 mars), des relations Nord-Sud, du Proche-Orient et de Chypre.

A l'issue du dîner, après avoir rendu hommage à M. Croissant, récemment décédé, président de M. Owen, le ministre français a insisté sur la nécessité d'aboutir à des politiques communes dans les domaines de la pêche,

de l'énergie, de la recherche et de l'action régionale, d'assurer progressivement la convergence des économies, afin de reprendre « la marche indispensable vers l'Union économique et monétaire qui est le fondement indispensable de l'Union européenne ».

Le ministre britannique, dans une réponse improvisée, a déclaré que « sur tous ces problèmes il nous est possible de trouver des solutions communes ». « Notre donne fortiori », a-t-il dit, en faisant allusion au pétrole britannique de la mer du Nord, nous fait obligation de forger une politique commune. Si le délit des « problèmes constitutionnels », M. Owen a assuré que tous les partis britanniques sont persuadés que les élections européennes auront lieu. « La Communauté ne peut continuer », a-t-il ajouté, « à avoir des économies divergentes. Nous devons travailler en faveur des convergences économiques afin de mettre sur pied l'Union économique et monétaire ».

EUROPE

Portugal

**De nouvelles mesures d'austérité
suivront la dévaluation de 15 % de l'escudo**

De notre correspondant

Lisbonne. — L'escudo a été dévalué de 15 % (1). Cette décision, prise par le conseil des ministres réuni d'urgence le vendredi 25 février, a été annoncée par M. Mario Soares lui-même, au cours d'une émission spéciale du journal télévisé. Le premier ministre a indiqué qu'une telle mesure était inévitable pour en finir avec les spéculations qui se faisaient sentir sur la monnaie et pour défendre les économies des émigrés et les exportations portugaises. L'après-midi, M. Soares avait informé les leaders de trois principaux partis de l'opposition des dispositions que le gouvernement s'appropriait à prendre. Le président de la République, le général Spínola, avait quant à lui, réuni le Conseil de la révolution en séance extraordinaire.

Rude réveil pour les Portugais qui, pendant des décennies, avaient sous le régime salazariste, vécu sous le signe de l'équilibre financier et de la stabilité de la monnaie. La dévaluation de l'escudo ne manquera pas d'être exploitée par la droite, qui la présentera comme la preuve de l'incapacité de l'actuel gouvernement à valancer la crise économique.

C'est le ministre des finances, M. Medina Carreira, qui, une heure après l'intervention télévisée de M. Soares, a expliqué à ses compatriotes les raisons de cette mesure qui comporte des risques économiques, sociaux et politiques certains. M. Carreira a indiqué que les origines de la crise doivent être recherchées dans la politique qui a précédé la révolution du 25 avril 1974 : la hausse des prix du pétrole et des matières premières, en un des conséquences des « exportations » portugaises, provoquant, en 1974, un déficit de 16 milliards d'escudos dans la balance des paiements. Mais ce déficit n'a cessé de s'aggraver : 25 milliards d'escudos en 1975 et 35 milliards en 1976. Les réserves en devises de la Banque du Portugal sont épuisées et les réserves en or déjà largement entamées.

« C'est dans les heures difficiles que les peuples font preuve de leur détermination », a poursuivi M. Carreira. De la dévaluation, il attend plusieurs effets bénéfiques : développement du tourisme, augmentation des envois de fonds des émigrés, contrôle de la spéculation monétaire et relance des exportations. Elle imposera, en revanche, des « sacrifices » que le ministre a résumés dans une seule phrase : « Il faut travailler plus, il faut travailler mieux ».

La dévaluation est-elle le remède le mieux approprié pour remédier à la crise du « saut de la révolution » ? Les opinions sont partagées. Lors d'une réunion à Lisbonne, au mois d'octobre dernier, plusieurs économistes dérangeants avaient considéré que l'application d'une telle politique permettrait de résoudre le problème du déficit de la balance des paiements. Ils étaient toutefois favorables à une dévaluation de l'ordre de 25 à 30 %. Mais cette perspective a rencontré l'hostilité d'un grand nombre de spécialistes du pays importent la moitié de ses biens de consommation et que le

redressement de l'économie exigera des importations massives de biens d'équipement. La dévaluation serait ainsi une « mauvaise affaire », qui ne ferait qu'aggraver les dépenses du Portugal vis-à-vis de l'étranger.

Les difficultés qui ont surgi à propos de l'éventuelle entrée du Portugal dans le Marché commun et de l'attribution d'un important prêt en dollars ont peut-être conduit le gouvernement à accepter des conditions qu'apparaissent il avait systématiquement refusées jusqu'alors.

M. Mario Soares s'adressera bientôt au pays pour lui expliquer les mesures complémentaires d'austérité qui vont être prises. Les prix de certains produits essentiels, comme le pain, seront augmentés dès la semaine prochaine. Les importations seront encore limitées par l'élargissement de la « liste des produits superflus », soumis à un impôt de 60 %. Le taux d'escompte de la Banque du Portugal passera de 8,5 % à 9 %. En revanche, les administrations d'entreprises nationales, ainsi que les citoyens étrangers dont les biens ont été expropriés, seront indemnisés.

De plus, les conflits sociaux se multiplient. Un mot d'ordre de grève lancé par le syndicat du textile a été largement suivi, surtout dans la moitié sud du pays. Plus de trois cent mille personnes travaillent dans ce secteur, qui contribue pour un tiers aux exportations portugaises. Un quart des ouvriers de ce secteur ne gagnent pas encore le salaire minimum, équivalent à 700 F, fixé par la loi.

JOSÉ REBELO.

(1) Le cours, qui était de 32,916 escudos pour 1 dollar, passe ainsi à 27,833.

ENQUÊTE

UN COLLOQUE « MONDIALISTE » SUR LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE

Tout se tient

A première vue, il fallait un bon courage au secrétaire général de l'Union mondiale pour lancer vendredi 25 et samedi 26 février, au palais du Luxembourg, deux journées de colloque sur les « liens mondiaux » d'un nouvel ordre économique mondial. Qu'est-il inscrite au cœur des préoccupations de nos concitoyens aujourd'hui ? La montée du chômage en France, la maîtrise de l'inflation, le réveil des affrontements politiques à l'approche des « municipales », etc. Le dialogue Nord-Sud paraît lui, relégué tout au plus à la limite de l'actualité. S'il apparaît que du tiers-monde dépend le plan de la vie, par exemple, ou le succès ou l'échec de la politique, on ne peut que constater que le tiers-monde n'est qu'un concept de la pensée de gauche.

C'est en tout cas la conviction de M. Gilbert Bardon, selon qui « la croissance, dont dépend le niveau de l'emploi actuellement, n'est plus possible sans que nous nous nous laissions aller à la loi de la répartition de leurs approvisionnements en énergie et en matières premières et la stabilité de leurs prix ». Il croit donc d'urgence à notre expansion sur le développement du tiers-monde selon une sorte de « contrat de solidarité » pour reprendre la formule de l'Institut international d'études sociales du B.I.T.

Tout se tient... C'est l'impression quasi obsessionnelle qui ressort de la lecture des rapports présentés à ce colloque de Paris. M. Louis Périllier, qui prit une part déterminante dans l'organisation de la rencontre, devait être très justement qu'on ne peut même plus parler simplement d'un nouveau ordre économique, car « on ne peut dissocier les données matérielles des facteurs spirituels et moraux tels que la protection des droits de l'homme ou la développement culturel, par plus qu'on ne peut tolérer l'édification de l'ordre économique de la solution d'autres problèmes de dimension mondiale tels que la pollution ou le désarmement ».

L'accès nucléaire

Sauf comme il le mérite le dernier rapport Tindbergen pour le Club de Rome (1), M. François Perroux insista lui aussi sur les interdépendances, non seulement entre continents, mais entre systèmes. Les forces favorables à la gestion d'un ordre nouveau lui paraissent être la montée politique des peuples et des faibles (de non seulement à l'égard de l'énergie, mais à l'égard des traditions et des structures traditionnelles sans apporter un autre système de cohésion.

République démocratique allemande

**Tous les automobilistes se rendant à Berlin-Est
devront payer une taxe de 10 deutschemarks**

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement de la R.D.A. a informé, le vendredi 25 février, le Sénat de Berlin-Ouest que les autorités est-allemandes exigeraient, à partir du 1^{er} mars prochain, des visiteurs occidentaux se rendant à Berlin-Est avec leur propre voiture, un droit de « péage » de 10 deutschemarks. Cette mesure serait valable pour tous les étrangers. Jusqu'à maintenant, la taxe ne s'appliquait qu'aux voyageurs empruntant les routes de la R.D.A. Elle était fonction de la distance parcourue et variait de 10 à 50 deutschemarks.

Pour justifier leur décision, les autorités est-allemandes se sont référées à une ordonnance datant de septembre 1951, et ont expliqué que les voitures occidentales dégradent les routes de la R.D.A. Elles ont également souligné que les véhicules des citoyens est-allemands eux-mêmes.

Selon le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Bölling, cette mesure constitue une « lourde hypothèque » sur les relations entre les deux États allemands. Le nouveau geste du gouvernement est-allemand peut s'expliquer pour trois raisons. D'une part, il tend à alléger les routes de la R.D.A. Berlin-Est, sur ceux en vigueur dans l'ensemble de la R.D.A. Après les diverses mesures arrêtées au début de cette année (notamment l'obligation pour les étrangers de posséder un visa pour se rendre à Berlin-Est), il s'agit une fois encore, de manifester l'intégration totale de Berlin capitale de la R.D.A. (selon la terminologie est-allemande) dans la République démocratique allemande, et de nier ainsi l'existence d'un statut particulier lié aux accords tripartites.

Le prélevement de cette taxe permettra, d'autre part, à la République démocratique allemande de faire rentrer des devises occidentales, dont « elle a besoin pour élever le niveau de vie de ses citoyens ». M. Erich Honecker, secrétaire général du S.E.D. (parti communiste) et président du conseil d'État de la R.D.A., a reconnu récemment dans une

interview accordée à un journal d'Allemagne occidentale (Le Monde daté 20-21 février).

On n'exclut pas à Bonn que cette mesure serve enfin de « monnaie d'échange » dans une négociation plus large portant sur l'accroissement des crédits ouest-allemands.

DANIEL VERNET.

Allemagne fédérale

**RUDOLF HESS SE PORTE BIEN
déclare le porte-parole
militaire français**

Berlin (A.F.P., A.P., Reuters). — A la suite des informations faisant état d'une tentative de suicide de Rudolf Hess, qui aurait eu lieu le 21 février, à la prison de Spandau (voir nos dernières éditions du 26 février), le porte-parole militaire allié se sont refusés à toute déclaration.

Le porte-parole des troupes françaises, qui assurent ce mois-ci la garde du prisonnier, a simplement indiqué, vendredi 25 février, que l'état de santé de Hess était satisfaisant, et qu'il avait reçu, vendredi, la visite de son fils, Rudolf Hess, qui avait été condamné en 1947 à la prison à vie, aux quatre-vingt-trois ans au mois d'avril.

Danemark

M. Joergensen remanie son gouvernement

Copenhague. — Le premier ministre M. Hans Joergensen a annoncé, vendredi 25 février, qu'il remanierait son gouvernement. Cette décision a été prise à la suite d'un vote défavorable à son gouvernement par le Folketing (parlement) le 24 février. M. Joergensen a déclaré qu'il avait l'intention de maintenir son gouvernement, mais qu'il devait apporter des modifications à sa composition. Il a annoncé qu'il nommerait M. Poul Hennrich au poste de ministre de la Défense, et M. Erik Nrup au poste de ministre de l'Intérieur. M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

M. Joergensen a également déclaré qu'il avait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre, mais qu'il avait décidé de rester en fonction jusqu'à ce qu'il ait pu mettre en œuvre ses réformes.

DROITS DE L'HOMME

LE P.C.F. ET LES « DISSIDENTS » SOVIÉTIQUES

M. Plouchitch reproche à M. Marchais d'adopter « une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique »

La polémique qui oppose le parti communiste aux « dissidents » soviétiques depuis la face-à-face entre MM. Marchais et Amalrik le 22 février, au Journal télévisé d'Antenne 2, s'est enrichie, le 23 février, de deux longues lettres ouvertes de Soviétiques vivant actuellement en France. MM. Leonid Plouchitch, écrivain et mathématicien, et Vladimir Delaunay, poète. Dans des textes, MM. Plouchitch et Delaunay répondent aux commentaires faits le 23 février à R.T.L. par M. Marchais sur les diverses déclarations des « dissidents ».

Après la confrontation télévisée du 22 février, M. Amalrik avait observé, le lendemain, aux abords du palais de l'Élysée, après avoir rendu hommage à l'« audace » du P.C.F. pour l'acceptation du dialogue, que M. Marchais s'est endormi un

soir soviétique et s'est réveillé le lendemain eurocommuniste. C'est une métamorphose. Ce qui lui a valu le 24 février, au cours d'une conférence de presse, la réplique suivante du secrétaire général du P.C.F. (le Monde du 25 février).

« Il est difficile de démontrer que Georges Marchais est un stalinien. Amalrik manque d'arguments. Pourquoi n'a-t-il pas essayé de le faire à la télévision et pourquoi l'a-t-il fait dans la nuit, clandestinement ? Il m'a donné un coup de poignard dans le dos. Les communistes français ont les mains propres sur le terrain de la liberté et de la démocratie, ils les garderont. D'autre part, le 22 février, M. Plouchitch, de passage à Lille, avait rencontré les dirigeants communistes du département, notamment M. Alain Bocquet, membre du comité central, secrétaire de la fédération du Nord (le Monde du 24 février) et avait fait à la suite de cette conversation des déclarations qui, comme celles de M. Amalrik, ont irrité M. Marchais.

Après la confrontation télévisée du 22 février, M. Amalrik avait observé, le lendemain, aux abords du palais de l'Élysée, après avoir rendu hommage à l'« audace » du P.C.F. pour l'acceptation du dialogue, que M. Marchais s'est endormi un

Le retour à la guerre froide ?

Aussi le secrétaire général du P.C. avait-il déclaré le 23 février à R.T.L. (le Monde du 25 février) :

« Il me semble que, au train où vont les choses, les Français ne vont pas manquer de s'interroger sur la signification réelle du comportement d'hommes comme Amalrik, Plouchitch et quelques autres.

« A sa demande, par exemple, Plouchitch était reçu hier par les communistes de Lille : à nos connaissances il a dit « agréablement surpris » de l'entretien et reconnaît notre « franchise ». Cela en privé. Mais en public, le matin, dans un quotidien il s'en prend violemment au parti communiste français (ainsi d'ailleurs qu'au parti communiste italien) et le soir, il déclare à Lille : « Nous nous méfions des bonnes paroles et des promesses. »

« Il apparaît devant ces faits que ces personnes, tout en se réclamant de la défense des libertés en U.R.S.S., interviennent activement dans la vie politique française en se livrant à des opérations politiques dirigées contre les communistes.

« Il apparaît également qu'ils prétendent demander aux Français d'opposer la lutte nécessaire pour la défense des libertés à la lutte nécessaire pour la coexistence pacifique et la détente. En somme, les personnes qui se refusent à reconnaître une telle proposition. Elle est insensée.

« M. Plouchitch, estimant que sa position, ainsi que celle de M. Amalrik, étaient « dénuées » et que son dialogue avec les communistes de Lille a été « défiguré », écrit dans sa lettre ouverte :

« Ce n'est pas moi qui ait demandé à rencontrer les communistes, ainsi que je l'ai dit. Mais M. Bocquet lors de notre entrevue. Cette rencontre a eu lieu sur la demande du Comité du Nord contre la répression (...). »

« Je n'ai pas « reconnu » l'existence de votre « eurocommunisme ». Au contraire, j'ai posé la question de la sincérité de l'attitude du bureau politique du P.C.F. à M. Bocquet et j'ai exprimé quelques critères qui me servent de base pour définir l'honnêteté des « bonnes » paroles de tel ou tel parti.

« M. Plouchitch démontre ces critères et rétorque le rejet, sans aucune argumentation théorique, du principe de la dictature du prolétariat ; de l'insuffisance de la critique des moyens de lutte, pour le socialisme, employés par les prédécesseurs et alliés du secrétaire général du P.C. et de l'autocritique du P.C.F. sur ses responsabilités en 1959 (sur les responsabilités de l'ouverture du conflit). Il distingue la lutte effective pour les libertés des déclarations purement verbales, en mettant en cause l'Union, organe du P.C.L. et invite à « une analyse scientifique du régime soviétique et des raisons de sa dégradation ». Il ajoute :

« Mais le plus terrible dans votre intervention, c'est que vous avez dénaturé nos positions sur la détente. Et excusé dans le sens voulu par la France, elle aussi, nous présente comme des partisans de la guerre froide. (Moi, je pensais que le P.C.F. avait cessé de suivre le P.C. d'U.R.S.S. dans toutes ses manœuvres.)

« Déjà, en 1968, Sakharov a lié le problème de la paix avec la lutte pour les libertés. Immédiatement après ma libération, j'ai souligné que j'étais partisan de la détente, mais d'une détente honnête et qui ne transige pas avec les principes. Mes camarades ne cessent de souligner le lien intérieur qui existe entre la lutte pour la paix et les libertés de l'homme. (...) »

« Je vais essayer de vous exposer brièvement l'essentiel de nos positions :

« 1) Il est indispensable de préserver les accords d'Helsinki, la détente, pour éviter une nouvelle guerre froide, qui représenterait une menace pour la paix, un obstacle pour le désarmement et le danger, pour notre pays, de

connaître une nouvelle vague de terreur stalinienne.

« 2) Mais Helsinki peut se métamorphoser en un nouveau Munich, si les clauses humanitaires (troisième corbeille) ne sont pas respectées.

« Après les accords d'Helsinki, la situation, dans notre pays, s'est brutalement aggravée. Fin 1976, début 1977, une nouvelle vague d'arrestations y a déferlé, visant essentiellement les groupes de soutien (et non pas ennemis) des accords d'Helsinki, accompagnée d'une série de provocations du K.G.B. et de déclarations provocatrices dans la presse soviétique. (Or, sans ces clauses, les accords d'Helsinki se transformeraient en un nouveau Munich, en marchant sur la tête de la liberté du monde entier, en aide économique de l'Occident « progressiste », et, finalement, conduisant à la guerre de la terreur dans les pays « socialistes ».)

« 3) C'est pourquoi nous cherchons à obtenir à Belgrade une clarification de la situation des accords d'Helsinki, des garanties qui assurent le respect de ces accords : ces accords doivent être

préservés, précisés d'un point de vue juridique : ils doivent être élargis, de façon à assurer l'égalité des parties concernées, la réciprocité des avantages, l'honnêteté et la sincérité de ces parties.

« Mais, comme le prouve l'expérience historique, les gouvernements occidentaux ont toujours été et sont toujours inclinés devant elle. Et, cette fois encore, ils continuent de mener une politique opportuniste et sans principes (voyez la déclaration de Schmidt sur la nécessité d'agir diplomatiquement avec l'U.R.S.S. et de ne pas combattre ouvertement les violations des accords d'Helsinki). Ainsi, donc, c'est Munich qui pointe devant nous et, ensuite, la guerre. (...) »

« Si 1937 se répète en U.R.S.S., vous et votre parti vous en serez responsables : vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, monsieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ?

avec l'U.R.S.S. et de ne pas combattre ouvertement les violations des accords d'Helsinki). Ainsi, donc, c'est Munich qui pointe devant nous et, ensuite, la guerre. (...) »

« Si 1937 se répète en U.R.S.S., vous et votre parti vous en serez responsables : vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, monsieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ?

« Si 1937 se répète en U.R.S.S., vous et votre parti vous en serez responsables : vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, monsieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ?

« Si 1937 se répète en U.R.S.S., vous et votre parti vous en serez responsables : vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, monsieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ?

« Si 1937 se répète en U.R.S.S., vous et votre parti vous en serez responsables : vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, monsieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ?

« Si 1937 se répète en U.R.S.S., vous et votre parti vous en serez responsables : vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, monsieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ?

« Si 1937 se répète en U.R.S.S., vous et votre parti vous en serez responsables : vous serez responsables de la terreur en Union soviétique et de la guerre qui en découlera. Pourquoi, monsieur Marchais, suivez-vous l'exemple des gouvernements occidentaux en adoptant une politique opportuniste par rapport au totalitarisme soviétique ?

POLITIQUE La préparation

HAUTS-DE-SEINE : le triomphe de la bipolarisation

La vie politique des Hauts-de-Seine se caractérise par une grande stabilité que le prochain scrutin municipal ne devrait remettre en cause. Les partis de la majorité et ceux de l'opposition sont parvenus à des accords départementaux et, mis à part de rares exceptions, deux « blocs » s'opposent les 13 et 20 mars.

Du côté de la majorité, un accord est intervenu pour 35 communes sur les 38 que compte le département. Encore faut-il préciser que la seule exception : Levallois-Perret, n'est pas le fruit d'un désaccord mais celui d'une « option tactique », les responsables locaux ayant constaté que des listes différentes de la majorité recueilleraient, face à la municipalité dirigée par M. Farait, Jans, plus de voix qu'une liste unique. Les listes de liste seront donc R.P.R. dans treize communes : Asnières, Bois-Colombes, Colombes, (où se présente le plus jeune candidat tête de liste de France, M. Alain Aubert, vingt-trois ans), Clichy, La Garenne-Colombes, Neuilly-sur-Seine, Nanterre, Rueil-Malmaison (dont le maire sortant est M. Jacques Baumel, président du conseil général des Hauts-de-Seine), Boulogne-Billancourt (où M. Georges Gorse, maire sortant, ancien ministre, se représente), Vanves, Antony, Châtillon-Malabry et Châtillon (où se présente M. Pierre Mazaud, ancien ministre, élu député des Hauts-de-Seine en 1968).

Les têtes de liste reviennent aux républicains indépendants à Courbevoie, Saint-Cloud (où M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, maire sortant, se représente), Meudon. Elles reviennent aux socialistes indépendants à Issy-les-Moulineaux, Puteaux et Fontenay-aux-Roses. Enfin, les centristes dirigent les listes de : Villeneuve-la-Garenne, Suresnes, Chaville, Vaucresson, Clamart, Sceaux, Montrouge, Bourg-la-Reine, Marnes-la-Coquette, Garches, Ville-d'Avray, Bagneux, La Pléssière, Malakoff, A. Suresnes, le candidat sans étiquette a le soutien de la majorité : à Gennevilliers, la tête de liste n'a pas été encore désignée.

Le scrutin des 13 et 20 mars ne devrait pas réserver de grosses surprises. La majorité espère néanmoins « reconquérir » Sèvres, où le maire sortant est M. Gérard Lenormand, communiste, et Châtillon, où M. Jacques Le Dauphin, communiste, a été élu après la démission de M. Balleux, ancien ministre, elle estime que la personnalité de M. Pierre Mazaud, ancien ministre, sera la décision. Aux élections législatives de 1968, M. Mazaud avait battu le candidat du parti communiste et il avait été réélu en 1973. Aux élections municipales de 1977, la liste du P.C.F. a été devancée par la majorité qui a obtenu 65 % des voix, selon un sondage récent demandé par le P.C.F. à Châtillon.

Accord de la gauche dans vingt-trois communes

L'accord départemental des partis communiste, socialiste, et du Mouvement des radicaux de gauche porte sur trente-trois communes. Vingt et une listes seront conduites par les communistes, onze par les socialistes, une par un radical de gauche.

Ce sont les communistes qui affrontent la majorité à Antony, Asnières, Bagneux, Boulogne-Billancourt, Bourg-la-Reine, Châtillon, Clamart, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, Issy-les-Moulineaux, La Garenne-Colombes, Levallois-Perret, Malakoff, Montrouge, Nanterre, La Pléssière-Robinson, Puteaux, Rueil, Suresnes, Villeneuve-la-Garenne. Onze listes seront conduites par les socialistes : Bois-Colombes, Châtillon-Malabry, Fontenay-aux-Roses, Garches, Mar-

ne-Christine ROBERT.

BOUCHES-DU-RHÔNE : les listes U.G.S.D. et d'union de la gauche sont en nombre égal

De notre correspondant régional

Marseille. — La fédération des Bouches-du-Rhône du parti socialiste a dressé le bilan d'Aix-en-Provence, où la décision de constituer des listes séparées a été prise par la convention nationale du P.S., les trois partisans de la gauche se présenteront unis devant les électeurs à Salon-de-Provence (tête de liste P.S.), Martigues et Arles (tête de liste P.C.). En revanche, aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé à La Ciotat, où le P.S., nonobstant le fait que les résultats des élections depuis 1972 sont favorables au P.C., réclamait la tête de liste au nom de la continuité (le maire sortant, M. Jean Graille, a été exclu de ses rangs en septembre 1973). La liste U.G.S.D. sera conduite par M. Charles Bonifay, premier vice-président du conseil général, élu du deuxième canton de Marseille. M. Graille, âgé de soixante-neuf ans, qui est maire de La Ciotat depuis vingt-sept ans et devait se présenter à la tête d'une liste

d'action municipale soutenue par la majorité, a été victime le 9 février d'une grave commotion cérébrale.

Le cas d'Aubagne n'a pas été réglé. Le P.S. réclame huit sièges au lieu des cinq qui lui sont offerts par le P.C.

Dans les autres villes du département de plus de dix mille habitants, des listes U.G.S.D. seront constituées, à Gardanne, Istres, Martigues, Miramas, les Pennes-Mirabeau, Tarascon, Vitrolles. Des listes d'union de la gauche sont prévues à Berre-l'Étang, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône, toutes administrées par les communistes et à Châteaurenard. Au total, l'accord pour ces listes d'union a été plus facilement réalisé dans des communes tenues par le P.C. — douze sur dix-huit — que dans celles dont le maire sortant est socialiste ou favorable au P.S. (vingt et une sur cinquante-deux).

L'effort unitaire du P.S. compte tenu précisément du grand nombre de maires socialistes sortants, soulève cependant de nombreuses difficultés dont certaines ont entraîné des mesures disciplinaires. C'est ainsi que la fédération du P.S. a demandé l'exclusion de deux de ses élus : M. Alfred Martin, maire de Carry-le-Rouet, qui avait constitué une liste U.G.S.D. comprenant des membres de la majorité, et M. Alfred Bader, maire de Pennes-Mirabeau qui, à l'inverse, a accepté de figurer sur une liste communiste en contradiction avec les décisions de sa propre section. Le secrétariat fédéral du P.S. a d'autre part été amené à dissoudre la section de Gardanne, qui comptait cent cinquante membres.

GUY PORTE.

des élections municipales

DANS LA CAPIT

La bataille

MM. Chirac et Servan-Schreiber
MM. d'Ornano et Fabius

A L'ASSAUT DES PANNEAUX ELECTORAUX

Après les élections municipales de 1977, le scrutin municipal de Paris sera-t-il une véritable bataille ? Les candidats de la majorité et ceux de l'opposition sont parvenus à des accords départementaux et, mis à part de rares exceptions, deux « blocs » s'opposent les 13 et 20 mars.

LES AUDIENCES DE M. GISCARD D'ESTAING

Le président de la République a reçu, le 26 février, à l'Élysée, M. Jacques Servan-Schreiber, ministre de l'Équipement, et M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, pour leur présenter les résultats des élections municipales de 1977. Le président a été reçu par les deux ministres à 11 heures. M. Giscard d'Estaing a été reçu par les deux ministres à 11 heures. M. Giscard d'Estaing a été reçu par les deux ministres à 11 heures.

M. GISCARD D'ESTAING PRECISE LA MISSION DE M. SERVAN-SCHREIBER

M. Giscard d'Estaing a reçu, le 26 février, à l'Élysée, M. Jacques Servan-Schreiber, ministre de l'Équipement, et M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Équipement, pour leur présenter les résultats des élections municipales de 1977. Le président a été reçu par les deux ministres à 11 heures. M. Giscard d'Estaing a été reçu par les deux ministres à 11 heures. M. Giscard d'Estaing a été reçu par les deux ministres à 11 heures.

BOUCHES-DU-RHÔNE : les listes U.G.S.D. et d'union de la gauche sont en nombre égal

De notre correspondant régional

Marseille. — La fédération des Bouches-du-Rhône du parti socialiste a dressé le bilan d'Aix-en-Provence, où la décision de constituer des listes séparées a été prise par la convention nationale du P.S., les trois partisans de la gauche se présenteront unis devant les électeurs à Salon-de-Provence (tête de liste P.S.), Martigues et Arles (tête de liste P.C.). En revanche, aucun terrain d'entente n'a pu être trouvé à La Ciotat, où le P.S., nonobstant le fait que les résultats des élections depuis 1972 sont favorables au P.C., réclamait la tête de liste au nom de la continuité (le maire sortant, M. Jean Graille, a été exclu de ses rangs en septembre 1973). La liste U.G.S.D. sera conduite par M. Charles Bonifay, premier vice-président du conseil général, élu du deuxième canton de Marseille. M. Graille, âgé de soixante-neuf ans, qui est maire de La Ciotat depuis vingt-sept ans et devait se présenter à la tête d'une liste

d'action municipale soutenue par la majorité, a été victime le 9 février d'une grave commotion cérébrale.

Le cas d'Aubagne n'a pas été réglé. Le P.S. réclame huit sièges au lieu des cinq qui lui sont offerts par le P.C.

Dans les autres villes du département de plus de dix mille habitants, des listes U.G.S.D. seront constituées, à Gardanne, Istres, Martigues, Miramas, les Pennes-Mirabeau, Tarascon, Vitrolles. Des listes d'union de la gauche sont prévues à Berre-l'Étang, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône, toutes administrées par les communistes et à Châteaurenard. Au total, l'accord pour ces listes d'union a été plus facilement réalisé dans des communes tenues par le P.C. — douze sur dix-huit — que dans celles dont le maire sortant est socialiste ou favorable au P.S. (vingt et une sur cinquante-deux).

L'effort unitaire du P.S. compte tenu précisément du grand nombre de maires socialistes sortants, soulève cependant de nombreuses difficultés dont certaines ont entraîné des mesures disciplinaires. C'est ainsi que la fédération du P.S. a demandé l'exclusion de deux de ses élus : M. Alfred Martin, maire de Carry-le-Rouet, qui avait constitué une liste U.G.S.D. comprenant des membres de la majorité, et M. Alfred Bader, maire de Pennes-Mirabeau qui, à l'inverse, a accepté de figurer sur une liste communiste en contradiction avec les décisions de sa propre section. Le secrétariat fédéral du P.S. a d'autre part été amené à dissoudre la section de Gardanne, qui comptait cent cinquante membres.

GUY PORTE.

SOUSCRIRE AU C'EST AIDER LA

Le Rassemblement Pour la République lance une campagne de souscription nationale, pour rassembler ses moyens. L'important est de savoir qu'en envoyant cet argent, vous assurez votre avenir.

Vous travaillez pour l'idée que vous avez de la liberté, de l'égalité, de la République.

Quel que soit le montant de votre souscription. Avec Jacques Chirac et le Rassemblement Pour la

RASSEMBLEMENT POU

33/

hebdomadaire

en vente dès aujourd'hui

مكتبة من الأصل

LITIQUE La préparation

HAUTS-DE-SEINE : le triomphe de la bipolarisation

Le conseil municipal des Hauts-de-Seine, réuni hier soir à la salle de la Grande Halle, a voté par 25 voix contre 12, la proposition de fusion de la commune de Courcouronnes avec la commune de Courcouronnes. Cette décision, qui a été prise à l'unanimité, marque le triomphe de la bipolarisation politique dans ce département. Les élus de la gauche, représentés par le Front de gauche, ont obtenu la majorité absolue. Les élus de la droite, représentés par le Rassemblement pour la République, ont obtenu la majorité relative. Cette décision a été prise après une longue discussion, au cours de laquelle les élus de la gauche ont insisté sur l'importance de la fusion pour la commune de Courcouronnes. Les élus de la droite ont insisté sur l'importance de la fusion pour le département. La fusion a été votée à l'unanimité, ce qui signifie que tous les élus ont accepté la décision. Cette décision a été prise après une longue discussion, au cours de laquelle les élus de la gauche ont insisté sur l'importance de la fusion pour la commune de Courcouronnes. Les élus de la droite ont insisté sur l'importance de la fusion pour le département. La fusion a été votée à l'unanimité, ce qui signifie que tous les élus ont accepté la décision.

Le conseil municipal des Hauts-de-Seine, réuni hier soir à la salle de la Grande Halle, a voté par 25 voix contre 12, la proposition de fusion de la commune de Courcouronnes avec la commune de Courcouronnes. Cette décision, qui a été prise à l'unanimité, marque le triomphe de la bipolarisation politique dans ce département. Les élus de la gauche, représentés par le Front de gauche, ont obtenu la majorité absolue. Les élus de la droite, représentés par le Rassemblement pour la République, ont obtenu la majorité relative. Cette décision a été prise après une longue discussion, au cours de laquelle les élus de la gauche ont insisté sur l'importance de la fusion pour la commune de Courcouronnes. Les élus de la droite ont insisté sur l'importance de la fusion pour le département. La fusion a été votée à l'unanimité, ce qui signifie que tous les élus ont accepté la décision. Cette décision a été prise après une longue discussion, au cours de laquelle les élus de la gauche ont insisté sur l'importance de la fusion pour la commune de Courcouronnes. Les élus de la droite ont insisté sur l'importance de la fusion pour le département. La fusion a été votée à l'unanimité, ce qui signifie que tous les élus ont accepté la décision.

BOUCHES-DU-RHÔNE : les listes UDR et d'union de la gauche sont en nombre

Le conseil municipal des Bouches-du-Rhône, réuni hier soir à la salle de la Grande Halle, a voté par 25 voix contre 12, la proposition de fusion de la commune de Courcouronnes avec la commune de Courcouronnes. Cette décision, qui a été prise à l'unanimité, marque le triomphe de la bipolarisation politique dans ce département. Les élus de la gauche, représentés par le Front de gauche, ont obtenu la majorité absolue. Les élus de la droite, représentés par le Rassemblement pour la République, ont obtenu la majorité relative. Cette décision a été prise après une longue discussion, au cours de laquelle les élus de la gauche ont insisté sur l'importance de la fusion pour la commune de Courcouronnes. Les élus de la droite ont insisté sur l'importance de la fusion pour le département. La fusion a été votée à l'unanimité, ce qui signifie que tous les élus ont accepté la décision. Cette décision a été prise après une longue discussion, au cours de laquelle les élus de la gauche ont insisté sur l'importance de la fusion pour la commune de Courcouronnes. Les élus de la droite ont insisté sur l'importance de la fusion pour le département. La fusion a été votée à l'unanimité, ce qui signifie que tous les élus ont accepté la décision.

des élections municipales

POLITIQUE

DANS LA CAPITALE

La « bataille » de Paris à R.T.L.

MM. Chirac et Sarre débattent de l'avenir des libertés

MM. d'Ornano et Fiszbin de l'indépendance du maire

A L'ASSAUT DES PANNEAUX ÉLECTORAUX

Après plusieurs années d'attente, les représentants des listes soutenus par M. d'Ornano, Protection et Renouveau de Paris, ont obtenu, vendredi 25 février, à l'ouverture des portes du bureau d'inscription de la salle Saint-Jean, à l'Hotel de Ville, le premier panneau électoral dans quinze des dix-huit secteurs de Paris.

LES AUDIENCES DE M. GISCARD D'ESTAING

Le président de la République recevra, lundi 28 février au palais de l'Élysée, le bureau de l'Union nationale des associations familiales (UNAF) conduit par son président, M. Roger Burnel. A 18 heures, il se réunira avec M. Raymond Barre, premier ministre.

FUSILLADE CONTRE DES COLLEURS D'AFFICHES

Des inconnus ont tiré une dizaine de balles, dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 février, contre le véhicule d'une équipe de colleurs d'affiches travaillant pour M. Gérard Laroche, candidat du Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, dans le 19^e arrondissement de Paris. Il n'y a pas eu de blessés.

« L'HUMANITÉ » ET « LE MATIN DE PARIS »

M. René Andrieu, membre du comité central du P.C.F., consacre son éditorial dans l'Humanité du 26 février à la sortie, le 1^{er} mars, d'un nouveau quotidien : le Matin de Paris. Il écrit : « Le nouveau quotidien se réclame de la gauche et de la pluralité de l'information qu'il estime non sans quelque raison assés dans la société actuelle... »

« Selon les termes de leur déclaration publique, « jusqu'à présent 49,7 % des Français sont privés d'un grand quotidien de gauche ». Le Matin de Paris, à les en croire, comblerait lacune jusqu'à présent « le journal de la gauche unie ».

Quatre candidats à la mairie de Paris se sont affrontés, vendredi 25 février, sur les antennes de R.T.L., au cours d'un double débat organisé dans le « train-foyer » de la station, qui a opposé, d'une part, M. Chirac à M. Sarre ; d'autre part, M. d'Ornano à M. Fiszbin.

La discussion entre MM. Chirac et Sarre a d'abord porté sur leurs programmes municipaux respectifs. Considérant, toutefois, que, dans « leurs (maîtres) », les objectifs de tous les candidats « sont les mêmes », l'ancien premier ministre a placé le débat sur le terrain politique. « Il faut se battre à visage découvert », a déclaré M. Chirac, en insistant sur le fait que M. Sarre n'est pas seulement membre d'une formation signataire du programme

UNE LETTRE DE Mme FRANÇOISE GIROUD

Contrairement à ce qui a été dit dans le Monde du 23 février et dans un communiqué que vous avez publié (1), je vous informe que je ne tiens aucun rôle préférentiel ou « commercial » pour les lettres que ma campagne, en vue des élections municipales dans le XV^e arrondissement de Paris, me conduit à expédier.

Leur acheminement par les P. et T. s'effectue dans des conditions et à un prix rigoureusement identiques à ceux appliqués aux lettres expédiées par MM. Chirac et M. Sarre et par Mme de Staudecque.

Il est d'ailleurs aisé de le vérifier auprès de l'administration intéressée. Ce mauvais procès m'oblige à faire connaître que, en revanche, c'est aux frais des contribuables parisiens et dans des enveloppes timbrées par le Conseil municipal de Paris que les candidats de M. Chirac ont expédié les invitations lancées dans l'arrondissement à un « vin d'honneur » organisé au Parc des expositions.

Vous trouverez ci-joint une enveloppe qui en fait foi. Je n'ai pas ouvert cette lettre si elle ne m'avait été imposée, mais, puisque c'est le cas, je vous serais obligée de donner connaissance de cette lettre à vos lecteurs.

P.S. — J'ajoute que l'autorisation du préfet de Paris a été régulièrement sollicitée et obtenue pour installer pendant trois jours, sur un terrain inutilisé, des jeux pour les enfants du quartier qui ont passé les vacances de mardi gras à Paris.

(1) N.D.L.R. — Question écrite de Mme de Staudecque, candidate R.P.R. (le Monde du 25 février).

PARIS DES ROIS

Paris, qui a arbitré entre Louis XVI et Mirabeau, entre les Orléans et la branche aînée, entre Louis Philippe et Lamartine, doit aujourd'hui trancher entre d'Ornano et Chirac. Quand l'histoire se répète elle passe, disait Marx, de la tragédie à la farce.

PARIS DES IMMIGRÉS

Algériens, Portugais, Ivoiriens... Ils ont le droit de ramasser les ordures de Paris, mais pas celui de dormir dans la ville. Pour eux : les caves et les meublés au-delà du périphérique.

PARIS DE BEAUBOURG

Est-ce par hasard qu'on l'a inauguré sous le signe de Duchamp qui, le premier, eut le courage d'avouer qu'en peignant il disait la fin de l'art ?

PARIS 2000

Une sorte de Venise futuriste où Notre-Dame se mire dans l'eau. Seize millions d'habitants sur quatorze niveaux superposés, un parking géant d'un million de places qui est aussi abri anti-atomique, des maisons sur plans inclinés... Les architectes ont le droit de rêver.

PARIS DES SONDAGES

Le Nouvel Observateur et la Sofres révèlent :
1/ Pour la première fois depuis 1900, la gauche peut espérer conquérir la Mairie de Paris.
2/ Dans les intentions de vote, Jacques Chirac ne dépasse plus Michel d'Ornano.
3/ La cote de l'écologie monte, monte...

A la veille des municipales, une extraordinaire exploration tous azimuts par J.-P. Aron, M. Cournot, M. Fleuret, F. Furet, J. Ozouf.

SOUSCRIRE AU R.P.R. : C'EST AIDER LA FRANCE

Le Rassemblement Pour la République lance une campagne de souscription nationale, pour rassembler ses moyens. L'important est de savoir qu'en envoyant cet argent, vous assurez votre avenir.

Vous travaillez pour l'idée que vous avez de la liberté, de l'égalité, de la République. Quel que soit le montant de votre souscription. Avec Jacques Chirac et le Rassemblement Pour la République, donnez-vous les moyens de vos idées.

Vous pouvez souscrire soit par chèque bancaire barré, libellé à l'ordre du Rassemblement Pour la République, soit par virement postal au C.C.P. PARIS n° 1932-80, soit en espèces (uniquement à Paris : R.P.R., Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine, 3^e étage). Un reçu vous sera adressé dès réception de votre souscription.

RASSEMBLEMENT POUR LA REPUBLIQUE

33, Avenue du Maine - 75015 Paris

LE NOUVEL
observateur
en vente dès aujourd'hui.

Le Monde

aujourd'hui

les élections municipales
Les jeunes dans la campagne

De notre envoyé spécial

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

« Les élections municipales de 1977 ont été une expérience de Montigny... »

Elections

PAUVRES PARISIENS !

De ma lointaine province versailleuse, parfois je gagne Paris. Quand le déplacement en vaut la peine. Pour voir les pipe-lines verticaux de l'habitat social, par exemple. Je n'en parlerai pas : on m'aurait traité d'infamiste. Et, en fait, c'est bien. Rétrograde, pouah ! Et je suis donc pas entré. Alors, j'ai erré. Et vu les murs de la capitale.

Comme ils ont grossi ! Les Parisiens manquent d'air, mais surtout quand la campagne est électorale. Leur espace vital est bien réduit ces temps-ci. Le papier restreint le volume des rues. Chirac sur d'Ornano, d'Ornano pardessus. Chirac le remuant dessous avant d'être couvert par Sarra... Bientôt, les fagades opposées se touchent. Nous verrons le guidam défricher sa route comme l'explorateur dans une autre jungle.

Pauvres Parisiens ! Comme ils ne peuvent. Et pas seulement parce que les affiches les envahissent. Aussi parce qu'ils doivent souffrir à leur lecture. J'ai essayé. Mais moi, provincial, je ne suis pas obligé de comprendre. Je ne vote pas pour le maire de Paris. Eux, si ! Comment feront-ils ? De la droite à la gauche, du milieu à l'extrême, de la majorité fractionnée à l'opposition aux sources difficiles, arriveront-ils à l'urne sans d'espérer ? C'est trop compliqué. J'oserais dire complexe. Sur-tout à leurs églises, rassemblées, se disposent comme à la Chambre, où les députés de droite sont à la gauche des députés de gauche, lesquels sont à la droite des députés de droite et à leur droite ceux de gauche n'en ont à leur gauche — les gens du centre n'étant pas mieux orientés, qui ont la droite à leur gauche et la gauche à leur droite. Avons-ils qu'il y a de quoi penser.

Mais ces facettes de la rose des

Entre deux murs

Nous sommes au pays de Des-cartes, c'est entendu et bien connu. Tout de même, la réflexion rigoureuse des Parisiens est mise à l'épreuve. Et eux, je le répète, ils doivent comprendre. Les Parisiens ! Aux sources fatidiques les urnes seraient vides, cela ne me surprendrait pas. Non que l'indigence du Rassemblement ou du Rassemblement ait moins le sens civique que l'électeur de Corneille ou de la Nièvre, mais parce qu'ils seront encore, coincés entre deux murs dangereux, à déceler dextre de senestre, plus de moins, et à se demander si l'ami des ennemis de nos partisans est ou non l'ennemi des amis de nos adversaires.

Mais j'y pense ! Pourquoi sou-lèment : pauvres Parisiens ?

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

HUMEUR

Portrait du parfait technocrate

QU'ON cesse d'abord d'étendre abusivement l'emploi des mots. Non, le sous-chef du service de la voirie à la préfecture de Mende n'est pas un technocrate, car il n'a ni le savoir ni le pouvoir requis pour l'appellation. Le technocrate n'existe pas, il ne peut être que brillant. « Le brillant lui seul est brillant et tous les autres ne sont que des bruits. »

Diplômé d'une très grande école, au moins nationale, issu d'une famille au moins bourgeoise, maîtrisant à la fois la langue et la pensée, il est à tout moment à l'échelon le plus élevé, selon son âge bien entendu. Cette recherche de la position maximale est une constante de son action jusqu'au jour où, barré dans sa progression, il se sent, et s'éteint et cesse ainsi d'être un technocrate, par définition.

Un état transitoire
La condition de technocrate est transitoire, cet état est passager. On ne peut être technocrate que jeune. En effet, il faut avoir les connaissances fraîches du « techno » pour se conduire comme un « craté » sans en avoir ni l'idiotie ni le mar-dat. Et de même qu'une génération d'ordinaire, au bout de cinq ans, ne peut plus intéresser que quelques aides-comptables de P.M.E. en province, de même chaque génération de technocrates, après un règne étonnant mais court, va remplir les cases obscures de l'organigramme tout d'un coup administrateur posséditaire.

Ainsi est l'athlète : champion en cadet, champion en junior, meilleur temps en amateur, recordman en professionnel, il cède sa carrière à trente ans, parfois à quarante ans si sa longévité est exceptionnelle. Et on le retrouve directeur sportif repêché et modeste, parfois aigri.

Quelle que soit la pyramide hiérarchique, il n'y a pas beaucoup de places aux alentours du sommet. Et il n'y a qu'un président de la Répu-

blique. Les dix cent quarante-huit technocrates qui vivent actuellement en poste s'arrêtent nécessairement en chemin, à de rares exceptions près. Contrariés dans leur ascension, ils s'éteignent, souffrent de frustration, s'humanisent tristement en cessant de regarder vers le haut. Ils se terronnent, tels les artilleurs, n'agissent plus, décollés définitivement du groupe des premiers. Ainsi l'introduit le génie de l'information dans la gestion immobilière des palais nationaux devienne conservateur du Musée lapidaire de Lectoure ou attaché culturel à Luxembourg.

Nul ne sait ce qu'est devenu le technocrate dont la trajectoire n'a pas été interrompue. Sans doute a-t-il crevé le toit du cirque et s'est-il perdu dans les étoiles, tel l'acrobatte de la légende. Une recherche de ce technocrate égaré nous éloignerait de notre sujet.

Une erreur courante tend à limiter le champ d'action des technocrates au seul service de l'Etat. Nous en connaissons qui vivent une pré-dance-dance-dance générale, de préférence multinationale, et qui piaffent dans les antichambres. Là encore, il y a plus de postulant que d'emploi, et les tristes perspectives d'un secrétariat général, peut-être adjoint, apparaissent en filigrane dans le bas du curriculum vitae.

Le technocrate privé a souvent une carrière plus courte encore que le technocrate public, car il se trouve lui et là quelques usiniers malveillants qui manifestent à l'endroit du technocrate en fleur une grande féroce. Le dédieu jeune homme ne se relève généralement pas d'une mission de conciliation avec les syndicats et, s'il en échappe, on l'envoie vérifier sur les chantiers le respect des consignes de sécurité. Ce sont d'ailleurs les rares survivants de ces opérations suicides qui viennent grossir le carré des patrons de choc dont nous esquissons les traits plus haut. Les autres ne servent plus qu'à meubler les réunions et les séminaires.

Psychologie et comportement

De fait, l'intelligence jaillit au premier forage, fût-il acupunctuel. Les données fournies sont rapidement répétitives et la solution surgit sans effort. L'analyse est prompt, la synthèse combinatoire. Car, l'intuition n'est pas à la hauteur de l'induction. En l'absence de quelques matériaux l'esprit s'arrête, et l'édifice reste inachevé. Comment cet esprit pourrait-il être à l'aide dans l'instinct et l'incomplet ? Comment pourrait-il répondre aux questions trouquées ou mal posées de l'humain ou du social ? Comment pourrait-il prévoir des comportements, inventer des futurs et les peser ? La droite y = ax est son seul support de conjonction. Pour preuve les contrats de progrès alignement proposés à partir de deux petites décennies de croissance. Quand l'intelligence est trop rapide, le jugement n'arrive pas à la rattraper. Et nos jeunes loups ne viennent consulter les sages que si le canon tonne et la terre tremble.

THOMAS CAZEMAGES.
(Lire la suite page 15.)

LA VIE

La jalousie

C'est n'est pas seulement le titre d'un roman de Robbe-Grillet. Ni un thème rattaché au postmodernisme. C'est une réalité concrète, bien présente, bien répandue, presque quotidienne. Et plus dévastatrice qu'on ne l'imagine.

Il y a quelques mois, aux assises de Bobigny, une jeune femme arrive dans un fauteuil roulant. Elle est paralysée à vie parce que son mari a tiré sur elle une ou deux balles de revolver qui l'ont atteinte à la moelle épinière. Elle vient supplier les jurés qu'on l'acquitte ou au moins qu'on la libère. Parce qu'elle était la seule qui l'aimait. Sa femme était à lui. Elle était « folle, insouciante », ce qui l'inquiétait.

Elle aimait son mari, disent les témoins, mais elle ne reposait pas les compliments. Un jour, elle avait poussé l'audace jusqu'à monter dans la voiture d'un de ses collègues de travail, en sortant l'autobus, comme d'habitude. Et, à l'époque, qu'il l'interrogeait sur ce point, l'avait peut-être subite, observée, éprise, elle avait menti. Elle avait dit : « Je n'étais pas là. »

Un jour, à Valence, on juge un homme qui a tué, à coups de carabine, sa femme de vingt-six ans qui menaçait de le quitter. Elle en avait assez de beaucoup de choses qu'elle ne supportait plus. Mais c'est son procès à elle, qu'on a justifié devant le tribunal. Elle avait des relations d'adultère avec un de ses collègues (ah ! décidément, le bureau) : ils échangeaient des poèmes « qui auraient pu faire soupçonner une liaison ». Lui, le mari, courait partout, et librement.

On a un peu trop enseigné aux enfants, dès l'âge de la découverte des grands classiques, que la jalousie était une fatalité, avec l'aspect foudroyant des grands météores, la violence imparable des cataclysmes naturels. Elle est curieuse la production d'un conditionnement psychologique si solide, dont la prophétie est sans mesure. A une époque où les tabous disparaissent, où les interdits tombent, où la vie sexuelle se libère, il est curieux que ce conditionnement ait encore si souvent la même force d'attraction et d'oppression.

En attendant, la première jeune femme est paralysée et l'autre est morte. Et Dieu sait si, dans l'un et l'autre cas, il ne s'agit pas d'adultère. Mais de rien : un mouvement, une attitude, une expression, un sourire, une geste. Montrer dans une voiture. Envoyer une lettre. Entre eux, s'attachent des cortèges de représentations suspectes, du jour où on les a mis dans la tête des hommes et des femmes. De quel prix se paierait alors une vraie liberté ?

RAYMOND JEAN.

VACANCES

Les quatre verbes

EN ces hiver sans tendresse, un club de vacances prépare l'été aux quelques semaines avec la simplicité de quatre verbes : parler, jouer, marcher, manger.

Les continents et les corps ont la pureté du ciel et des tables. C'est bon, c'est direct, c'est gentil, c'est sympa ! L'œil, envahi par tant de soleil et de lumière sans filtre, est appelé à recevoir une adresse et un numéro de téléphone. C'est juste ! Il marque dans le carnet de la simplicité un verbe, peut-être même deux : vendre, l'arriver ou l'imaginer bien.

Cependant, comment illustrer le principal, puisque ces clubs vendent l'illusion et le vent ? Ils proposent l'essai nécessaire sous cellophane. La prise en charge est totale. La répétition du même dans l'oubli du quotidien. Il paraît que l'été, enrobé de soleil et de musique folklorique, passe mieux.

A quand la réorganisation de la vie de tous les jours qui est celle du secret du rêve et du miracle ? Ils sont peut-être déjà en pouvoir.

TAHAR BEN JELLOUN.

Au fil de la semaine

PAR un mystère apparent, mais fort explicable en réalité, les grands médias populaires braquent soudain leurs projecteurs sur un phénomène, une préoccupation, un fait de société, en rejetant provisoirement dans l'ombre ce qu'ils privilégiaient la veille. Ainsi est-ce en ce moment la drogue qui fait la « une » de nombreux journaux et tient la vedette sur les ondes de la télévision et de la radio.

« Confessions » de jeunes drogués, reportages dans les bas-fonds, entretiens, avertissements, appels angoissés de médecins, d'éducateurs, mises en garde d'autorités politiques, religieuses ou morales, bulletins de victoire de la police, qui place un peu trop facilement sur le même plan l'arrestation d'un étudiant détenteur de 3 grammes de « H » et l'interception d'un passeur porteur de 3 livres d'héroïne, enfin examens de conscience parfois déchirants de parents qui s'interrogent et désespèrent... L'effet boomerang d'une partie au moins de cette littérature semble évident. Ainsi, dans un journal dont la plupart des lecteurs sont des jeunes, on ne pu trouver, à côté d'articles plutôt conformistes, un véritable guide pratique de la drogue : les avantages du L.S.D., précautions à prendre pour fumer, comment faire une piqûre, etc. Les préventions dénonciatrices et moralisatrices ne sont pas toujours pures, ni fondées.

Pour alarmer qu'il soit, et nul ne songe à le nier, le phénomène demeure, heureusement, dans des limites infiniment plus étroites que bien d'autres fléaux de notre société, l'alcoolisme par exemple : cent morts par an pour la drogue, plusieurs dizaines de milliers pour l'alcool, sans compter les accidents qu'il provoque et sans parler des débordements que, lui aussi, il entraîne. Ce qui rend les drames de la drogue plus spectaculaires, c'est, évidemment, qu'ils atteignent surtout des jeunes et aussi qu'ils tuent plus vite.

La drogue, pour certains jeunes, constitue une réponse au mal de vivre, à la difficulté d'être. Une réponse comme le sont aussi, pour d'autres, la violence et la délinquance, qui ont d'ailleurs fourni précisément le thème des campagnes précédentes. Comme l'est aussi le « voyage », d'ailleurs lié le plus souvent aux « trips » de la drogue, ce qui nous vaut toute une floraison de reportages sur Amsterdam, Istanbul, Kaboul et Katmandou. Comme l'est enfin, au bout du chemin, le désespoir qui conduit au suicide, également à l'ordre du jour de l'actualité il y a quelques semaines encore et dont une affaire récente a montré que, même politique, il n'avait pas de parti.

Dans tous ces cas, il s'agit de combler un vide. Mais ces réponses, heureusement d'ailleurs, ne sont pas les seules, loin de là. Il en est d'autres, bien d'autres, parfois encore dangereuses, mais le plus souvent sans risques. La vague nouvelle de la moto, le goût d'une musique qui est à la fois communion et recherche de la vie dans un univers de fracas et de couleurs, la recherche de cette même nature qui passe par le rejet du progrès, la nostalgie des modes de vie archaïques, et même le retour en force de la poésie, voilà autant d'évasions encore, et de refus, et de moyens poétiques ou non de combler le vide. Qu'on choisisse de hauser les épaules ou d'essayer de comprendre, les faits sont là : s'il s'agit de comportements dits, à l'extrême, marginaux, c'est toute une génération qui, de désespoir et sous des formes diverses, participe peu ou prou de l'état d'esprit — du malaise ? — qu'ils expriment et visent à apaiser.

Droque pour droque, n'oublions pas qu'on vend en France, chaque année, plus de trente-cinq millions de boîtes de tranquili-

LE VIDE

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

sants, euphorisants et sédatifs de toutes sortes. Dans la vitrine du pharmacien s'étale le panoplie publicitaire qui proclame : « Si vos enfants sont agités, nerveux, turbulents... » Les points de suspension invitent les parents à compléter d'eux-mêmes.

Ce n'est pas tout. A la liste déjà longue des moyens de combler le vide, il faudrait ajouter aussi les drogues que l'on pourrait dire, faute de mieux, intellectuelles. Les raisons de ne pas désespérer, sinon de vraiment espérer, que beaucoup avaient cru trouver il y a neuf ans bientôt, en 1968, dans la politique, se sont vite évaporées avec leurs illusions. Récupérée ou ridiculisée, la contestation, qui n'était pas la révolution, a laissé aux meilleurs un goût amer. Il leur en est resté, et après eux à leurs cadets, un fort dégoût de la politique. Quelques-uns se sont cependant, un temps, obstinés ; les autres, tant bien que mal, se sont résignés ; puisque la vie ne voulait pas changer, il fallait donc l'accepter telle qu'elle était. Cependant pour beaucoup la blessure n'est pas vraiment cicatrisée, si elle doit l'être jamais. Mais alors, pour ceux qui ne tentent aucune des voies éprouvées, faute de mieux, par quelques-uns de leurs contemporains, la route de l'Inde ou l'élevage des chèvres, le free-jazz ou la drogue, le suicide ou les tranquillisants, que restait-il ?

Le regain de la réflexion philosophique, l'approfondissement des sciences de l'homme et de la nature, de la psychiatrie à l'anti-psychiatrie, de la parapsychologie ou structuralisme et plus sommairement de la sociologie appliquée au combat écologique, ont offert certains débouchés, quelques perspectives à l'espérance. Mais voici qu'un nouveau substitut de la politique, décidément rejetée, ou de la philosophie, étude plus qu'action et bien difficile à traduire dans un mode de vie, est en train de faire son apparition.

Comment le nommer ? Ésotérisme, magie, occultisme, cabale ? Pour l'un, ce sera l'aboutissement — ou le dévoiement ? d'une recherche spirituelle que l'on aurait tort de trop vite regarder comme superstition et utopie. L'autre y cherchera l'extase, au besoin provoquée — et là on retrouve parfois la drogue, — la contemplation, la méditation, qui doivent beaucoup à l'Inde et à ses gourous et conduisent aux sectes qui prolifèrent. Celui-ci, parti de l'anthropologie, aboutira carrément à la sorcellerie, et il voudra expliquer l'insupportable, découvrir les choses qui sont derrière les choses.

Il est facile d'ironiser, de parler d'illusionnisme, de spiritualisme dévoyé, de macquer le caractère irrationnel de la démarche ou d'épiloguer savamment sur le tantrisme. Encore une fois, le fait est là, qu'on peut expérimenter d'un ricanement ou tenter de comprendre, mais qu'on ne peut nier.

Un signe qui ne trompe pas : déjà les entrepreneurs astucieux, et pas seulement les frères de la secte, organisent la récupération commerciale de ce courant, de cette tendance. Ici on propose en souscription quatorze volumes à paraître dont le premier est intitulé « Les Extra-Sensoriels ». Là on réédite fiévreusement Nietzsche, en passe de défrayer Marx, Nerval qui a eu plus de lecteurs en un an qu'en un siècle, Georges Bataille et Antonin Artaud, qui connaissent une vogue nouvelle. Ailleurs la science-fiction atteint des tirages jamais égalés, le futur et le fantastique se vendent comme des petits pains. Partout le film, le stage, la communauté à créer, le voyage à organiser, la fringue même, essaient de se mettre au goût du jour.

C'est que cette réponse-là est une synthèse de presque toutes les autres et qu'elle offre à chacun des pratiques à la mesure de ses capacités, des justifications adoptées à ses besoins d'évasion, des formes d'expression de son refus. Encore une fois, il s'agit de combler un vide qui n'est rien de moins qu'un vide de l'âme.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

THE GUARDIAN

La nature qui tue

Un étudiant passionné d'écologie, raconte le quotidien anglais THE GUARDIAN, travaillait dans une ferme du Northumberland et faisait des expériences de survie avec les plantes qui l'entouraient. Un jour, il découvrit une superbe espèce de plus de 1 mètre de haut, dont les feuilles sentaient bon le persil. Il entreprit de la goûter. Il détecta les racines, les pétales, et en mangea une partie crue. Il fit cuire l'autre partie et la dévora de bon appétit. Un instant après, il ne se sentit pas très bien. Il commença à avoir des difficultés à respirer et se mit à vomir. Il arriva à se traîner jusqu'à la ferme d'où on le conduisit à l'hôpital, où il eut des convulsions.

Il fut sauvé de justesse. Les médecins découvrirent qu'il avait probablement mangé une sorte de ciguë sauvage qui, contrairement à celle dont usa Socrate, ne provoque pas une mort douce.

« La morale de cette histoire, a dit l'un des médecins, c'est que personne ne devrait faire des expériences de survie sans de sérieuses notions de botanique. »

Ms.

Un tiers égale deux tiers

Le mensuel féministe américain MS cite, sans commentaire, ce jugement rendu par un tribunal anglais en 1974 :

« Après la rupture d'un mariage qui avait duré de longues années, les deux conjoints ont été ainsi déçus : le mari est le plus déçu par le divorce, car il devra désormais approuver quelque jour pour tenir sa maison.

« L'épouse n'aura pas cette dépense à assumer. Elle travaillera peut-être à l'extérieur, mais elle n'aura pas besoin d'aide pour tenir son intérieur. Elle pourra presque tout faire elle-même.

« Lorsqu'il y a ainsi rupture d'une union et la séparation d'un foyer en deux, c'est, dans la plupart des cas, le mari qui subit la plus lourde perte financière », a conclu docilement le juge.

AL-BAYANE

La petite fille dans l'ascenseur

Le quotidien de Rabat, AL BAYANE, raconte l'histoire d'une petite Marocaine comme beaucoup d'autres :

« Frêle, toute petite avec ses grands yeux noirs et ses cheveux courts, portant des sandales en plastique, je la rencontrai souvent dans l'ascenseur. C'était une « bonne » qui habitait probablement l'immeuble. Poussée par la curiosité, j'ai cherché à connaître sa condition de vie sachant qu'elle n'allait pas à l'école. Elle paraissait craintive, ce qui ne l'empêcha pas de me faire ses confidences : elle vivait d'abord à la campagne, puis ses parents l'ont confiée à des gens qui qu'ils ne pouvaient subvenir à ses besoins. Figurez-vous que cette petite fille, qui n'est âgée que de neuf ans, se lève à 6 heures du matin pour ne s'endormir qu'après les dernières informations de la télévision (après ses maîtres !).

« Elle fait toutes les commissions, même à des heures tardives, le ménage, la vaisselle, s'occupe des deux bébés et lave leur langes. Elle mange les restes, parfois gâtés, et dort dans la cuisine sur une couverture usée.

« Cette petite fille, qui a autant de droit que d'autres à s'épanouir et à aller à l'école, dépense plus d'énergie qu'une personne adulte ; elle travaille plus de huit heures par jour, dimanche compris. »

DER SPIEGEL

Un curieux indice

On lit dans l'hebdomadaire allemand DER SPIEGEL ce commentaire d'un document publié par le ministère allemand des transports :

« Le texte est agrémenté d'annexes volumineuses. Le ministère mesure la satisfaction des voyageurs en chemin de fer avec la formule suivante :

$$g = 0,2 - 0,5$$

la signification suivante : g : indice interne de la composante « attractivité », m : valeur moyenne de la composante « attractivité », m : valeur moyenne de la composante « temps du voyage jusqu'aux lieux centraux », g : indice interne de la composante « temps du voyage jusqu'aux lieux centraux ».

TIME

Une coutume particulièrement repoussante

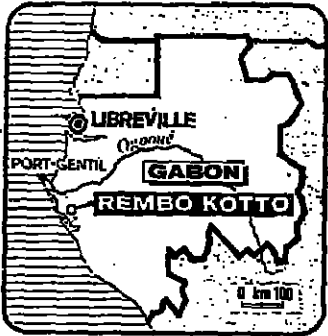
Selon l'hebdomadaire américain TIME, « les Français, qui ont du baïser une certaine pratique, en ont fait un art social raffiné, même s'ils ne savent pas toujours où et comment l'appliquer. »

« Les embrassades sur les deux joues sont une routine, à laquelle on se fait, qu'on soit reçu à l'Académie française ou qu'on rencontre des amis. On va même jusqu'à embrasser trois fois, ce qui fait dire à Régine Teman, une librairie : « Je ne sais jamais comment arrêter ça. Alors je laisse les autres décider du moment où ils veulent cesser... »

« Embrasser ou ne pas embrasser relève peut-être de la génétique, mais en partie seulement. Même les Suisses ont commencé à en faire un acte social. Les Italiens en sont fanatiques, depuis des générations, de même que les Slaves. Seuls les Britanniques restent réticents. Quant aux Japonais, ils y voient une coutume propre aux Occidentaux, particulièrement malsaine et repoussante. »

Lettre de Rembo-Kotto

DE L'OR NOIR SOUS L'OR VERT ?



DES trombes d'eau tombaient

Il y a encore quelques minutes sur l'aéroport de Port-Gentil, si bien que nos deux petits avions nous attendent au milieu d'énormes flaques. Décollage, passage entre des nuages. Le ciel s'éclaircit un peu, et on peut voir l'immensité de la forêt. De là-haut, c'est un moutonnement de choux-fleurs épais et verts d'où jaillissent des touffes de ramures perchées sur des troncs plus hauts que les autres. Dès que les arbres sont un peu moins tassés, on s'aperçoit qu'ils ont les pieds dans l'eau. De temps en temps, une clairière plus ou moins vaste a l'air d'une prairie normande... sans une vache. Pas d'épaves non plus. Tout juste de très rares cases entourées de lopins cultivés et de quelques bananiers.

Pas de route, il y a trop d'arbres, trop d'eau et pas d'hommes. A part quelques pistes ouvertes par les forestiers, les seules voies de pénétration sont les innombrables cours d'eau, larges ou étroits, qui serpentent par-dessus le milieu du paysage immuable.

Un tour au-dessus d'une grande clairière parsemée de tentes et de cases. Atterrissage en douceur au milieu de grandes herbes. Nous sommes arrivés à Rembo-Kotto, un camp temporaire, isolé, à quelque 120 kilomètres au sud-est de Port-Gentil. Là, on n'exploite pas l'or vert. On cherche l'or noir. Depuis le 20 novembre, la Compagnie générale de géophysique commence à prospecter pour l'El-Gabon le pétrole qui est peut-être caché à plus de 1 000 mètres sous la surface du sol.

REMBO-KOTTO est une agglomération inhabituelle : une maison commune de bois, presque sans murs, abrite la cuisine, le bar, la salle à manger, le coin salon et la salle de ping-pong ; les chambres individuelles sont des tentes que chacun des vingt prospecteurs a installées à l'endroit de son choix ; des groupes de cases où vivent les cent trente manœuvres et leurs familles ; des bulldozers, des Land-Rover et des buggies, ces véhicules incroyables qui passent partout, qui grimpent ou descendent les pentes les plus abruptes et qui, seuls, peuvent transporter hommes et matériel dans des océans de boue.

Bien qu'installé pour trois mois, le camp est doté d'un certain confort. Sous un auvent, une femme repasse au fer électrique l'un petit groupe électrogène a, en effet, été apporté en pleine forêt et, la place ne manquant pas, on l'a installé assez loin pour que son bruit ne gêne personne. L'un des prospecteurs, pourtant, se plaignait de l'entendre. Alors, un jour, pendant qu'il n'était pas au camp, ses copains ont édifié, au bulldozer, un haut talus en demi-lune qui s'arrondit autour de la tente du côté d'où pouvait venir ce bruit agaçant.

La journée de travail commence dès que le soleil est levé, c'est-à-dire vers 8 heures du matin. Il faut d'abord gagner en buggy l'endroit où la prospection a lieu ce jour-là. Le buggy passe partout, certes, mais lentement : en une heure à peine fait-il 10 kilomètres. Il faut dire que les lacs ouverts dans la forêt sont des chemins difficiles, qu'ils soient des lacs ouverts dans la forêt sont des chemins difficiles, qu'ils soient des lacs ouverts dans la forêt sont des chemins difficiles.

Le travail des prospecteurs est fatiguant et il se fait dix heures par jour, sept jours sur sept pendant neuf semaines d'affilée (les deux suivantes sont passées en congé en France). Et il est coûteux : 210 millions de francs C.F.A. (42 millions de francs métropolitains) par mois pour faire 80 kilomètres de profil. (En Irak, dans le même temps, on en ferait quatre à six fois plus.) Si une structure particulièrement intéressante est repérée, on fera, éventuellement, un forage d'exploration. Pour des

centres à 1 500 mètres de profondeur, il faudra un à deux mois, 10 à 11 millions de francs C.F.A. (200 000 ou 220 000 de francs métropolitains), plus quelque 200 millions de francs C.F.A. (40 millions de francs métropolitains) pour les travaux préliminaires de génie civil (construction de plates et aménagement de l'emplacement stable destiné à supporter le lourd outil de forage). Comme pour la prospection sismique, les engins auront été amenés sur chaland par la voie d'eau la plus proche.

Les conditions de travail sont si difficiles que même le visiteur occasionnel les perçoit. Chaque explosion, certes, est amusante à regarder. Sur 100 mètres, de petites molettes de terre sautent en l'air puis le sol laisse échapper, pendant quelques minutes, un long ruban de fumée blanche. Mais il y a la chaleur moite, les pluies fréquentes, il y a aussi les insectes qui peuvent donner la malaria, la filariose, ou ceux dont la piqûre deviendra une sorte de furoncle d'où sortira un ver blanc.

Et surtout, il y a la forêt. Et ce la nuit, est-ce la présence humaine ? On ne voit ni gros ni petits animaux terrestres. En quatre ou cinq heures, nous ne verrons, comme trace tangible, qu'un petit tas de « laissées » d'épave. Cependant, on aperçoit quelques oiseaux et on entend, par endroits, une bruyante stridulation d'insectes. Mais il y a aussi ce feuillage végétal quasi impenétrable qui monte comme un mur de chaque côté du lagon : des arbres énormes dont la partie inférieure s'élève en puissantes contreforts, des fûts moins hauts, des buissons, des fourrés, des arbres morts couchés ou renversés et une odeur douceâtre. De partout, pendent des nœuds de lianes roses et ligneuses où Tarzan lui-même ne pourrait se balancer.

YVONNE REBEYROL

Plus de champagne à la Maison Blanche

La France était, jusqu'à maintenant, toujours présente dans les baillages officiels de la Maison-Blanche. Sur le menu d'abord, où des plats français figuraient régulièrement, bien qu'amusés dans un étrange « français » comme « quenelles de sole au gratin » ou « suprême de lobster en belleme ». La France était aussi représentée par des vins, des champagnes, et alcools et ses liqueurs.

Les Carter, cultivant la simplicité et la fragilité, ont mis fin à cette tradition. Ils ont « américanisé » non seulement la rédaction du menu, mais sa composition. Ainsi, le dîner « consommé » a été la place au robuste « gambo crevettes », une spécialité sudiste.

Les alcools français, jadis si appréciés avec le café, ont disparu complètement, tout comme ceux d'Ecosse, d'Irlande, de Hollande et d'ailleurs. Plus grave, et rompant avec la tradition inaugurée par les Kennedy, aucun aperitif, aucune boisson alcoolisée, ne fut servie avant le dîner. La déroute française n'est pas totale, et l'amour-propre national est quand même flétri puisque, à côté du jus d'orange, les Carter offraient du vermouth-cassis ou, mieux encore, du chablis (américain, certes), accompagné d'une goutte de cassia, pour tout dire. Un « kir » — R. P.

SOUDAN

GUEDAREF AU CŒUR D'UN FAR-WEST AFRICAIN

POUR le voyageur qui vient de Wad-Medani sur le Nil bleu par une belle route construite avec l'aide de la République populaire de Chine, Guedaref se dévise à peine sur la ligne d'horizon. La ville est annoncée seulement par un énorme silo, qui se dresse solitaire au milieu de l'immense plaine qui s'étend des deux côtés du fleuve, et dont la monotonie n'est rompue que l'approche de la ville que par des collines de roches rouges et brunes. Il faut buter sur les premières palloles pour découvrir Guedaref.

Des palloles aux toits coniques de chaume comme on en voit dans toute l'Afrique noire. Entre les palloles, des ruelles où jouent des enfants pailleux qui s'élancent en riant au-devant des voitures. Les visages sont noirs et les cheveux crépus comme dans la région du Sud, devenue autonome, mais on ne trouve pas d'hommes aux statures gigantesques caractéristiques des tribus nilotiques de la vallée du Nil blanc.

Guedaref, située au sud-est de Khartoum, présente déjà la plupart des traits des villes d'Afrique noire. En approchant du centre, où se trouvent quelques bâtiments en pierre (les premières maisons qui annoncent les massifs d'Abysinie ne sont pas loin) ou en brique datant de l'époque coloniale, la population devient plus bigarrée. Aux Noirs se mêlent des Soudanais du Nord et aussi les visages minces et barbus des réfugiés érythréens et éthiopiens.

Dans les souks où l'on rencontre quelques hippies amateurs de kief qui brûle la bouche des imprudents, sont offerts tous les produits d'une campagne elle aussi typiquement africaine : dourou (sorgho), oignons, légumes, oranges, citrons, petits et verts comme en Egypte, pamplemousses et bananes. Le palm est gris et à peine levé, mais de forme européenne et non en galettes à la façon syrienne, comme dans les pays du Proche-Orient.

Mais ce qui porte bien la marque de l'Afrique noire, c'est la « boucherie ». Derrière les grilles d'un hangar ouïes, des hommes aux tabliers rouges de sang sont occupés à hacher des morceaux de viande de bœuf ou de mouton. Les morceaux, mal égarés, sont ensuite posés sur les grilles et les nuages de mouches dont ils sont couverts ne découragent pas la clientèle. Tout comme à Juba ou à Torit dans les provinces équatoriales, les femmes viennent chercher la viande avec des seaux.

Les produits venus du Nord, articles ménagers, plats, casseroles, toute la quincaillerie habituelle des marchés africains, voisinent avec de grandes corbeilles pleines à ras bord de gomme arabique, de cacahuètes, de graines. D'énormes jarres de grès rouge de fabrication locale s'alignent à côté de lits rudimentaires composés de quatre pieds supportant un cadre de bois à l'intérieur duquel sont tendus des fibres végétales.

Une terre d'accueil

La ville est dominée par un énorme pylône hérissé d'antennes et de radars. Les communications militaires ont priorité à Guedaref située à 150 kilomètres de la frontière éthiopienne et à la latitude de l'ancienne frontière entre l'Erythrée et l'Ethiopie. Au-delà de la frontière éthiopienne, rebelles érythréens et troupes éthiopiennes sont aux prises. Mais les camps de réfugiés offrent l'aspect habituel des villages de palloles et ils sont situés à l'écart de la ville.

De nombreux Erythréens et Ethiopiens, aisément reconnaissables, déambulent cependant dans les rues de la ville ou sont assis aux terrasses des petits cafés. Guedaref devient un point de rencontre non seulement entre Arabes du Nord et Noirs du Sud, mais entre Soudanais, Erythréens et Ethiopiens. Beaucoup de ces

Joanne Esner
L'Employeur
Roman

Un homme étrange
seulement pris au piège
d'un monde qui se désintègre
35 F

TCHOU

AUJOURD'HUI

L'Histoire

PROVINCE PROVINCES

FAIRE

LES 1000 minutes sur l'ère L'Histoire

Q

I

Une lampe de p...

LES ÉCRANS DE L'ÉTRANGER

En Allemagne féd

C

Après l'effacement...

A LIÈGE

La télévision communautaire

G

langue d'être le...

مكتبة الأصل

RADIO-TELEVISION

LE FESTIVAL DE MONTE-CARLO

Messages à destination inconnue

D'UN Festival International de télévision comme celui de Monte-Carlo, on revient selon le cas, d'un (c'était l'an dernier), ou jaloux, comme cette année, de la télévision des autres. Deux dramatiques anglaises de haut vol, coup sur coup, c'est beaucoup pour un seul pays : l'une tragique et tendre *Ne me quitte pas*, de Moira Armstrong (le Monde du 22 février), l'autre, tout en sarcasme (*Elles-vous*), de Michael McGuff (le Monde du 22 février), parodie du petit écran dans le petit écran, où trois caméras se renvoient, plan à plan, la balle de la « fiction » et de la « réalité », le tout dans le plus total artifice.

Et quels journalistes, ces Hollandais, qui, prenant le relais de l'hebdomadaire *Accent*, traquent dans leur propre pays un riche collectionneur d'objets d'art, poursuivent leur enquête en Pologne auprès du K.G.B. et parviennent à l'antenne, par A plus B que l'honorable Pieter Menten a collaboré avec l'occupant nazi ! Et cette monographie sur le psychodrame collectif par procuration (le Monde du 22 février), de Gilles Carle, filmant avec l'arme, sous forme de balade, de folklore sur fond de graves, de bouteilles vides, la remontée d'une vieille indienne vers sa terre du Haut-Canada et sa mort, main dans la main avec ses souvenirs.

Au-delà des conventions

Non, les motifs de jalousie n'ont pas manqué cette année. Le spectacle — pour ce qu'on en a vu — a été de qualité. Des dizaines de programmes ont été projetés, les jurys se sont réunis, des prix ont été décernés, applaudis, discutés ; les uns ont dit « bon », les autres, « mauvais », et voici que la partie s'est achevée sans que personne ne vous en ait fourni les règles.

Car sous la même appellation, rangée sous la même rubrique, ont défilé, épiques heures par jour, des modèles en tout genre. Au téléfilm d'aventures a succédé la pièce de théâtre filmée, au reportage la dramatique historique, au documentaire la série sociologique, mêlée à des cas d'espèce comme cette *Journal de la vie d'une femme*, présentée par la RAI, reportage militant sur la condition féminine, sur la pauvreté, et sur le rôle des comités de quartier socialistes dans les faubourgs de Rome.

« Dramatique », nous dit-on. Pour ajouter parfois « de création ». Mais dramatique circonstancielle, spécifique ; reflets d'un groupe, d'une époque, d'un régime ; discours destinés à certaines personnes, pas n'importe où ni n'importe

comment. Moments d'une journée, d'un programme, ici déconnectés.

A la mise en compétition de tant de produits mal exportables, à cette succession de messages « à destination inconnue », dans un Festival qui ne provoque pas, contrairement à d'autres, d'échanges commerciaux importants, ne serait-il pas préférable, quitte à réduire le nombre des projections, de substituer une tribune d'information sur les programmes en présence des réalisateurs, de responsables de chaînes, et du public (ce public que l'on a tellement tendance à oublier à Monte-Carlo) ? Car l'essentiel n'est-il pas de se mettre enfin d'accord sur la façon de voir, et de juger, au-delà des conventions établies dans chaque pays, au-delà des audaces propres à chaque « créateur », cette forme particulière de jeu, ce test de société qu'est la télévision de fiction.

Comment voir, comment juger en effet le feuilleton américain *Roots* (dont le premier épisode a été projeté à Monte-Carlo et que se disputent actuellement TF 1 et Antenne 2) sinon comme une tentative sans précédent de psychodrame collectif par procuration (le Monde du 22 février). « *Roots*, nous résumons des guerriers », dit à peu près l'un des héros noirs. Exportée, cette phrase peut sonner creux. Mais comment la reçoit-on en Amérique ? Sur la réalisation de David Greene, les critiques n'ont pas manqué de faire la fine bouche. « *Roots* n'est pas on-line diagnostiqué. Mais on sait le pouvoir de ce genre d'imagerie » schématisent.

Autres cas plus inassimilables encore à l'étranger : ces programmes de pédagogie de l'achat si particuliers à la production d'Allemagne fédérale. Les malheurs rencontrés par une famille au cours d'un séjour aux sports d'hiver nous ont été cette année retracés par le menu. Prix de la pension, escroquerie de l'agence, démentis d'un hôtel à l'autre, nouveau prix de pension, montant de l'addition dans les restaurants, coût total de l'opération ; rien d'exaltant en vérité (la question posée l'an dernier était : « Comment acheter une voiture à crédit sans se faire voler ? »).

Voilà en tout cas une télévision qui joue franchement son rôle et qui met le prestige de la fiction au service de la société de consommation.

Ni *Roots*, ni la Famille Semmerling ne figurent, bien sûr, au palmarès de Monte-Carlo. Ce sont, comme l'on dit — bien qu'à des titres divers — de « mauvaises émissions ». Le genre d'émission cependant qui bouleverse brutalement un pays ou qui, en sourdine, le modèle.

ANNE REY.

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF1 : 13 h. Le journal d'Yves Monrozier ; 20 h. Le journal de Roger Carlier (le dimanche, Jean-Claude Boireau reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les femmes : Les Infos de Claude Piarard (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h. Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche). « Flash » : 20 h. et vers 23 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; Je voudrais savoir (le

mardi, 13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi, 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF1 : 9 h. 15 (le dimanche), à Bible ouverte ; 9 h. 30, la Source de vie (le 27) ; Foi et Traditions des chrétiens orthodoxes ; 10 h. Présence prophétique ; 10 h. 30, le Jour du Seigneur ; « Pierre Velen, curé de Choleuil-Ménil » (le 27) ; « Un homme de cœur, Jean Rodière » (le 28) ; 11 h. Messe à l'église Saint-Etienne d'Asy-le-Monineux (le 27) ; à l'église Saint-Charles-de-Montcaux, Paris-17^e (le 28).

Petites ondes — Grandes ondes

Régulières

FRANCE-INTER : (Informations toutes les heures) : 5 h. La matin à la paroisse ; 7 h. Gérard Sire ; 9 h. 10. Le magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h. Sais-malices (samedi) : Questions pour un samedi ; 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. Rétro-Nouveau ; 13 h. (le 27) Journal de Jean Leclerc ; 14 h. Le temps de vivre (samedi et dimanche : L'oreille en coin) ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Rétro ; 19 h. Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi) : La tribune de l'Amour ; dimanche :

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 26, de mars 1977), tout les publiés régulièrement tous les mois.

Le masque et la plume ; 22 h. 10. Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (samedi) ; 7 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult. et mus.) ; 9 h. (cult. et mus.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 15 h. (cult. et mus.) ; 19 h. 30 (mus.) ; 23 h. 55 (cult.) ; 24 h. (mus.).

EUROPE 1 : (Informations toutes les heures) ; 5 h. Musiques et nouvelles ; 6 h. 40, Philippe Gildas ; 9 h. 15, Denise Fabre (le dimanche : Pierre Pichon) ; 11 h. Pile ou face ; 12 h. Cash ; 13 h. Journal d'André Amard ; 15 h. 30. (le 27) Les dossiers correspondants ; 14 h. (le 28) Une femme, un homme (le samedi) : Histoire d'un jour ; 17 h. Basket ; 18 h. 30, Le journal de Pierre Lescure ; 19 h. 30, Jean-Michel Desjeunes ; 21 h. François Divio ; 22 h. 30, Europe-Phoenix ; 23 h. 30, Top à Wall Street (samedi) : Ça va être la fête ; 24 h. G. Saint-Bris.

R.T.L. : (Informations toutes les heures) ; 5 h. 30, Maurice Pavard ;

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le dimanche) : 7 h. 15, Horizons ; 8 h. Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Protestantisme ; 9 h. 10, Écoute Israël ; 9 h. 40, « L'Union nationale » (le

27) ; « Le Grand-Orient de France » (le 28) ; 10 h. Messe.

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit André Trianon, président de l'Association des paralysés de France (lundi), en direct de Toulouse, l'organisateur Xavier Darasse (mardi), André Flament, président du salon « Les peintres romains de leurs temps » (mercredi), Jean Galati, directeur du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme (jeudi), l'écrivain Patrick Grainville (vendredi).

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur l'équilibre des produits alimentaires (lundi), l'obésité et son traitement (mardi), les livres d'enfants (mercredi), les nouvelles santé (jeudi et vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Pagan reçoit Hervé Bazin

Écouter, voir

• A PERTE DE VIE : JACQUES PRÉVERT. — Lundi 28 février, A 2, 21 h. 55.

Un hommage de Georges Ferraro et Michel Truffaut à Jacques Prévert, pour son soixante-quinzième anniversaire (l'émission est restée un an dans les tiroirs).

Ce n'est pas un entretien — Jacques Prévert était malade, — mais un « collage » de textes, et des enfants servent de guides à une promenade en images savoureuses et chateaufort. Il y a aussi Pierre, le frère de Jacques, et les copains de toujours.

• DRAMATIQUE : TIM. — Mercredi 2 mars, TF 1, 20 h. 30.

L'affection et la complicité d'un jeune garçon (privé de ses parents) et de son grand-père, vieux anarchiste qui veut faire de lui un homme libre.

Cette pièce américaine de Paul

Osborne, qui fut jouée à Paris, il y a vingt ans (adaptation de Pol Quentin) est présentée dans une nouvelle version située à Menton, sur la Côte d'Azur, et réalisée par Raymond Rouleau.

• DEUX HEURES POUR COMPRENDRE : QUATRE CONCEPTIONS DE L'INFORMATION. — Jeudi 3 mars, France-Culture, 15 h. 10.

Union soviétique, États-Unis, Europe occidentale, pays en voie de développement : quatre mondes, ou peut-être un seul, de toute manière quatre conceptions de l'information.

Après un reportage sur la façon de faire un journal télévisé à Paris, à New-York et à Moscou, Jean Montalbet, le réalisateur de cette émission, proposera un débat en multiplex qui réunira en direct de Moscou, de New-York, du Caire, de Tunis et, bien sûr, de Paris,

les responsables, les rédacteurs en chef ou éditorialistes des grands journaux de chacun des pays concernés. M. Amadou M'Bow, directeur général de l'UNESCO, donnera aussi son point de vue.

• FEUILLETON : LA MISION MARCHAND (FACHODA). — Vendredi 4 mars, A 2, 20 h. 30.

Premier épisode (il y en a six) d'un récit sur la colonisation française en Afrique à la fin du dix-neuvième siècle, qui se veut un grand feuilleton populaire.

Coproduction d'Antenne 2, de Son et Lumière et de l'Office de radiodiffusion-télévision du Sénégal. Trois mois de tournage au Sénégal avec une importante figurant africaine. « Le scénario », dit le réalisateur Roger Kahane, est dans l'ensemble assez fidèle à l'époque de Marchand, mais enrichi de détails de fiction. A suivre de près.

Les films de la semaine

• PANCHO VILLA, de Buzz Kulik. — Dimanche 27 février, TF 1, 20 h. 30.

Ni chronique de la révolution mexicaine ni portrait d'un révolutionnaire. Il faudrait aller chercher cela dans *Viva Villa* (Hawka) ou *Viva Zapata* (Kazan). Buzz Kulik, lui, a réalisé un film d'aventures corsé de violence et d'émotions fortes et lâche la bride à trois monstres sacrés : Yul Brynner, Robert Mitchum et Charles Bronson.

• SENILITA, de Mauro Bolognini. — Dimanche 27 février, FR 3, 22 h. 30.

Claudia Cardinale a pris la note d'humour d'une garce qui détruit un quadrilatère masochiste, et Betsy Blair est votée, comme souvent, au destin de « vieille fille » dont les hommes ne veulent pas. Sur le thème connu de la passion avilissante pour un mâle trop faible, une étude de mœurs misogynes en diable. L'époque 1927 a permis à Bolognini de s'inscrire à son goût du décoratif.

• THX 1138, de George Lucas. — Lundi 28 février, TF 1, 20 h. 30.

Vision vraisemblable de notre futur, THX 1138 est aussi une parabole sur l'avenir qui dérange l'ordre des ordinateurs et des robots en réveillant l'instinct de liberté. Et la répression de l'homme dans les plus salissantes de cette œuvre qui ne fait même pas cadeau d'une leur d'oppression.

• LE COUTEAU DANS LA PLAIE, d'Anatole Litvak. — Lundi 28 février, FR 3, 20 h. 30.

Dans la lignée de ses films d'angoisse psychologique hollywoodiens (*Racoon*), Litvak a réalisé à Paris ce film à frissons de peur, trop académique pour paraître hollywoodien, mais dont les effets dramatiques calculés portent bien pendant la dernière demi-heure.

• L'INCIDENT, de Larry Peerce. — Mardi 1^{er} mars, A 2, 20 h. 30.

Deux voyous font régner la terreur dans un wagon du métro new-yorkais. Les voyous sauvent, à la fin, un sol-

dat, subissent, avec veulerie, leurs services. Mise en scène bien dosée, bien efficace, d'un cauchemar réaliste. La violence et la lâcheté donnent la nausée. A l'époque, ce tableau d'une crise de société était propre à New-York. Aujourd'hui, des « incidents » de ce genre peuvent arriver dans le métro parisien. On voit bien le mal mais où est le remède ?

• LE CLAN DES IRREDUCIBLES, de Paul Newman. — Mardi 1^{er} mars, FR 3, 20 h. 30.

Paul Newman a donné une certaine vie à une certaine force émotionnelle à des personnages de bûcherons de l'Oregon, clan familial opposé à une grève et à l'action syndicale. Mais on s'est étonné que ce « libéral » ait signé une œuvre d'esprit « réactionnaire ». En réalité, Newman s'est intéressé à un groupe humain façon pionniers en voie de disparition. Pas très clair tout de même. L'entreprise s'est soldée par un échec commercial.

• L'HOMME SAUVAGE, de Robert Mulligan. — Mercredi 2 mars, FR 3, 20 h. 30.

Un indien apache — toujours invisible — lutte comme un héros contre Grégory Peck, boy-scout de la civilisation américaine, pour lui reprendre sa captive blanche et son enfant métis. De la part de Mulligan, ce western ouvertement raciste, constamment tendu par des effets de violence et de terreur, surprend et déçoit.

• LES SEINS DE GLACE, de Georges Lautner. — Dimanche 6 mars, TF 1, 20 h. 30.

Adaptation « française » d'un roman de Richard Matheson dont Lautner, malgré de louables efforts pour créer un climat d'angoisse, n'a pas retrouvé la ténacité atmosphérique. Reste le mystère de Mireille Darc contre lequel se cogne Claude Brasseur, dont le personnage vient au premier plan de l'histoire.

• LES SORCIÈRES, de Franco Rossi, Mauro Bolognini, Pier Paolo Pasolini, Luciano Visconti et Vittorio de Sica. — Dimanche 6 mars, FR 3, 22 h. 30.

Le film à sketches est une spécialité du cinéma italien. Celui-ci donne à Silvano Manganaro cinq rôles de femmes.

• LANCELOT DU LAC, de Robert Bresson. — Vendredi 4 mars, A 2, 22 h. 50.

Un film pensé, porté par Bresson pendant vingt ans. La fin des chevaliers de la Table ronde, l'amour humain et l'amour mystique, la quête métaphysique. Enfermés dans de lourdes armures, les acteurs sont réduits à des yeux, à des visages. Dédaignant tout effet spectaculaire — ce qui n'empêche pas la violence des combats, — Bresson part d'une réalité dépourvue pour aboutir au symbole. Images et bruits sont comme les motifs d'une partition musicale.

Dans cette œuvre hiératique, quasi hiératique, s'exprime la quintessence du cinématographe selon Bresson. C'est l'aboutissement de ses recherches esthétiques, thématiques et stylistiques.

• COULEZ LE « BISMARCK », de Lewis Gilbert. — Dimanche 6 mars, TF 1, 17 h. 35.

Comment la marine anglaise détruisit, sur l'ordre de Churchill, le puissant cuirassé allemand qui pouvait décider du sort de la guerre sur mer. De l'histoire vraie, avec des documents vrais, et une reconstitution soignée. Il n'y manque que la présence d'un grand réalisateur, et le personnage féminin, rajouté pour donner à Kenneth More un appui sentimental, est totalement inutile.

• LES SEINS DE GLACE, de Georges Lautner. — Dimanche 6 mars, TF 1, 20 h. 30.

Adaptation « française » d'un roman de Richard Matheson dont Lautner, malgré de louables efforts pour créer un climat d'angoisse, n'a pas retrouvé la ténacité atmosphérique. Reste le mystère de Mireille Darc contre lequel se cogne Claude Brasseur, dont le personnage vient au premier plan de l'histoire.

• LES SORCIÈRES, de Franco Rossi, Mauro Bolognini, Pier Paolo Pasolini, Luciano Visconti et Vittorio de Sica. — Dimanche 6 mars, FR 3, 22 h. 30.

Le film à sketches est une spécialité du cinéma italien. Celui-ci donne à Silvano Manganaro cinq rôles de femmes.

mes étranges et contrastées qui ne sont souvent « sorcières » que par métaphore. Visconti a fait de *Manganaro* une star névrosée, dépourvue de ses faux semblants et qu'il a disséqué avec cruauté. Pasolini l'a transformée en sourde-muette à cheveux verts tombés dans un bidonville pour charmer le vieux Toto et son fils Ninetto Davoli. Le reste est absolument sans importance, sans intérêt.

• MONSIEUR VERDOUX, de Charles Chaplin. — Lundi 7 mars, TF 1, 20 h. 30.

Il restait encore — avec le barbillon — quelque chose de Charlie dans le *Ditateur*. Ici, plus rien. On platote, le Charlie agressif et vindicatif qui se cachait sous le vagabond sentimental apparaît au grand jour dans le personnage égaré et cynique qui assassine des femmes mûres et riches pour assurer le bonheur de sa famille. Cela se passe en France et l'on pense à Landru. Mais Verdoux n'est pas Landru. C'est bien Chaplin, pessimiste, misogyne, misanthrope, liquidant tous ses comptes accumulés avec les femmes américaines, dénonçant par l'absurde une société où le crime est « la continuation des affaires », où le cœur de dames n'est qu'un amateur face à la tuile en masse des guerres. Ce Chaplin sans masque et sans mythe apporte ici le comique de la cruauté dans un pamphlet qui, trente ans après, apparaît très moderne.

• GEANT, de George Stevens. — Lundi 7 mars, FR 3, 20 h. 30.

Adaptation emphatique et pesante d'un beau roman d'Edna Ferber. Vingt-cinq ans de l'histoire d'une famille de propriétaires terriens du Texas et d'un ouvrier agricole enrôlé par le pétrole, trois heures de projection. La preuve par l'ennui du faux talent de George Stevens. A voir pour James Dean, tout de même. Ce fut son dernier rôle et il glissait, dans la deuxième partie, vers la composition de monstre sacré. On se demandera toujours quel aurait été son destin d'acteur si la mort ne l'avait pas fauché en pleine jeunesse.

• GEANT, de George Stevens. — Lundi 7 mars, FR 3, 20 h. 30.

Adaptation emphatique et pesante d'un beau roman d'Edna Ferber. Vingt-cinq ans de l'histoire d'une famille de propriétaires terriens du Texas et d'un ouvrier agricole enrôlé par le pétrole, trois heures de projection. La preuve par l'ennui du faux talent de George Stevens. A voir pour James Dean, tout de même. Ce fut son dernier rôle et il glissait, dans la deuxième partie, vers la composition de monstre sacré. On se demandera toujours quel aurait été son destin d'acteur si la mort ne l'avait pas fauché en pleine jeunesse.

• LES SORCIÈRES, de Franco Rossi, Mauro Bolognini, Pier Paolo Pasolini, Luciano Visconti et Vittorio de Sica. — Dimanche 6 mars, FR 3, 22 h. 30.

Le film à sketches est une spécialité du cinéma italien. Celui-ci donne à Silvano Manganaro cinq rôles de femmes.

(lundi), Jean-François Lemoine (mardi), Mme Masseron (mercredi), Roger Godino (jeudi), Yves Coppens (vendredi).

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit André Trianon, président de l'Association des paralysés de France (lundi), en direct de Toulouse, l'organisateur Xavier Darasse (mardi), André Flament, président du salon « Les peintres romains de leurs temps » (mercredi), Jean Galati, directeur du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme (jeudi), l'écrivain Patrick Grainville (vendredi).

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur l'équilibre des produits alimentaires (lundi), l'obésité et son traitement (mardi), les livres d'enfants (mercredi), les nouvelles santé (jeudi et vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Pagan reçoit Hervé Bazin

(lundi), Jean-François Lemoine (mardi), Mme Masseron (mercredi), Roger Godino (jeudi), Yves Coppens (vendredi).

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit André Trianon, président de l'Association des paralysés de France (lundi), en direct de Toulouse, l'organisateur Xavier Darasse (mardi), André Flament, président du salon « Les peintres romains de leurs temps » (mercredi), Jean Galati, directeur du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme (jeudi), l'écrivain Patrick Grainville (vendredi).

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur l'équilibre des produits alimentaires (lundi), l'obésité et son traitement (mardi), les livres d'enfants (mercredi), les nouvelles santé (jeudi et vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Pagan reçoit Hervé Bazin

(lundi), Jean-François Lemoine (mardi), Mme Masseron (mercredi), Roger Godino (jeudi), Yves Coppens (vendredi).

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h. Jacques Chancel reçoit André Trianon, président de l'Association des paralysés de France (lundi), en direct de Toulouse, l'organisateur Xavier Darasse (mardi), André Flament, président du salon « Les peintres romains de leurs temps » (mercredi), Jean Galati, directeur du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme (jeudi), l'écrivain Patrick Grainville (vendredi).

Tribunes et débats

FRANCE-INTER : 11 h. Les invités d'Anne Gaillard répondent aux questions des auditeurs sur l'équilibre des produits alimentaires (lundi), l'obésité et son traitement (mardi), les livres d'enfants (mercredi), les nouvelles santé (jeudi et vendredi).

FRANCE-CULTURE : 12 h. 5, Jacques Pagan reçoit Hervé Bazin

R.T.L. : 21 h. « Train forum », Pierre Mauroy (P.S.) et Norbert Seignard (R.P.R.) le 26 à Lille ; Jean Falis (R.P.R.) et Claude Lambin (P.C.) le 1^{er} mars à Reims ; Marcel Martin (centriste) et Gérard Carrey (R.P.R.) le 2 à Nancy ; Robert Galey (R.P.R.) et Tony Dreyfus, le 3 à Troyes ; Jacques Soustelle (cfd), M. Bernardin (P.S.) et Françoise Colas (R.P.R.) le 4 à Lyon ; Maurice Brus (mji) et Pierre Goldberg (P.C.) le 5 à Montluçon ; Roger Quillou (P.S.) et Michel Canque (mji), le 6 à Clermont-Ferrand ; Jean Charbonnet (rép.) et Dr Dupuis (mji), le 7 à Brive.

R.M.C. : 8 h. 50. « La personnalité Jacques Chirac », avec F. Nourissier et Paul Guimard (lundi 28) ; M. Alduy (sans ciquettes), Dr Louis Camo (R.I.) et M. Argelès (rad. de gauche), à Perpignan (mercredi 2) ; Pierre Brousse

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

TF 1 : 13 h. Jacques Chirac (R.P.R.) le 28 ; Jean Lecanue (C.D.S.), le 3 ; François Mitterrand (P.S.), le 4 ; Michel Poniatowski (R.I.), le 7.

AUJOURD'HUI

Samedi 26 février

CHAÎNE 1 : TF 1

CHAÎNE 2 : A 2

Dimanche 27 février

CHAÎNE 1 : TF 1

CHAÎNE 2 : A 2

Lundi 28 février

CHAÎNE 1 : TF 1

CHAÎNE 2 : A 2

Mardi 1^{er} mars

CHAÎNE 1 : TF 1

CHAÎNE 2 : A 2

Mercredi 2 mars

CHAÎNE 1 : TF 1

CHAÎNE 2 : A 2

RADIO-TELEVISION

Samedi 26 février

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Numéro Un (Demis Roussos) ; 21 h. 30, Série : Chapeau melon et bottes de cuir ; 22 h. 25, Portrait : A bout portant (Pierre Mondy).

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, Opéra : « Didon et Enée » de Nahum Tate, musique de Henry Purcell, réal. D. Delouche, avec A. June, P. Knapp, A. M. Rodde, S. Walker.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dans un monde qui se cabre, de L. Kobrynski, avec J. Tournier, R. Coggio, F. Perler ; 21 h. 55, Ad lib. ; 22 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5, Soirée lyrique : « La Nuit de mai » (Rimski-Korsakov), par les chœurs et l'orchestre de la radio de Moscou, avec A. Krichine (basse) et A. Marichine (mezzo-soprano) ; 21 h. 55, Violoncelle : Lily Krus, pianiste et Simon Goldberg (violoncelle).

Dimanche 27 février

CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15 (III), Émissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III), Bon appétit ; 12 h. 30 (III), Concours de la chanson française (Demi-Finale) ; 13 h. 20 (III), C'est pas sérieux ; 14 h. 15 (III), Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45 (III), Direct à la une ; 17 h. 5 (III), Série : Mais qu'est-ce qui fait courir papa ? ; 17 h. 35 (III), Téléfilm : Un dangereux rendez-vous ; 19 h. 15, Les animaux du monde.

CHAÎNE II : A 2

10 h. 30, Téléformation ; 11 h. 25, Concert : « Le Mandarin merveilleux », de B. Bartok ; 12 h. 30, Bon dimanche avec Jacques Martin ; 13 h. 30, 14 h. 30, 15 h. 30, 16 h. 30, 17 h. 30, 18 h. 30, 19 h. 30, 20 h. 30, 21 h. 30, 22 h. 30, 23 h. 30, 24 h. 30, 25 h. 30, 26 h. 30, 27 h. 30, 28 h. 30, 29 h. 30, 30 h. 30, 31 h. 30, 32 h. 30, 33 h. 30, 34 h. 30, 35 h. 30, 36 h. 30, 37 h. 30, 38 h. 30, 39 h. 30, 40 h. 30, 41 h. 30, 42 h. 30, 43 h. 30, 44 h. 30, 45 h. 30, 46 h. 30, 47 h. 30, 48 h. 30, 49 h. 30, 50 h. 30, 51 h. 30, 52 h. 30, 53 h. 30, 54 h. 30, 55 h. 30, 56 h. 30, 57 h. 30, 58 h. 30, 59 h. 30, 60 h. 30, 61 h. 30, 62 h. 30, 63 h. 30, 64 h. 30, 65 h. 30, 66 h. 30, 67 h. 30, 68 h. 30, 69 h. 30, 70 h. 30, 71 h. 30, 72 h. 30, 73 h. 30, 74 h. 30, 75 h. 30, 76 h. 30, 77 h. 30, 78 h. 30, 79 h. 30, 80 h. 30, 81 h. 30, 82 h. 30, 83 h. 30, 84 h. 30, 85 h. 30, 86 h. 30, 87 h. 30, 88 h. 30, 89 h. 30, 90 h. 30, 91 h. 30, 92 h. 30, 93 h. 30, 94 h. 30, 95 h. 30, 96 h. 30, 97 h. 30, 98 h. 30, 99 h. 30, 100 h. 30, 101 h. 30, 102 h. 30, 103 h. 30, 104 h. 30, 105 h. 30, 106 h. 30, 107 h. 30, 108 h. 30, 109 h. 30, 110 h. 30, 111 h. 30, 112 h. 30, 113 h. 30, 114 h. 30, 115 h. 30, 116 h. 30, 117 h. 30, 118 h. 30, 119 h. 30, 120 h. 30, 121 h. 30, 122 h. 30, 123 h. 30, 124 h. 30, 125 h. 30, 126 h. 30, 127 h. 30, 128 h. 30, 129 h. 30, 130 h. 30, 131 h. 30, 132 h. 30, 133 h. 30, 134 h. 30, 135 h. 30, 136 h. 30, 137 h. 30, 138 h. 30, 139 h. 30, 140 h. 30, 141 h. 30, 142 h. 30, 143 h. 30, 144 h. 30, 145 h. 30, 146 h. 30, 147 h. 30, 148 h. 30, 149 h. 30, 150 h. 30, 151 h. 30, 152 h. 30, 153 h. 30, 154 h. 30, 155 h. 30, 156 h. 30, 157 h. 30, 158 h. 30, 159 h. 30, 160 h. 30, 161 h. 30, 162 h. 30, 163 h. 30, 164 h. 30, 165 h. 30, 166 h. 30, 167 h. 30, 168 h. 30, 169 h. 30, 170 h. 30, 171 h. 30, 172 h. 30, 173 h. 30, 174 h. 30, 175 h. 30, 176 h. 30, 177 h. 30, 178 h. 30, 179 h. 30, 180 h. 30, 181 h. 30, 182 h. 30, 183 h. 30, 184 h. 30, 185 h. 30, 186 h. 30, 187 h. 30, 188 h. 30, 189 h. 30, 190 h. 30, 191 h. 30, 192 h. 30, 193 h. 30, 194 h. 30, 195 h. 30, 196 h. 30, 197 h. 30, 198 h. 30, 199 h. 30, 200 h. 30, 201 h. 30, 202 h. 30, 203 h. 30, 204 h. 30, 205 h. 30, 206 h. 30, 207 h. 30, 208 h. 30, 209 h. 30, 210 h. 30, 211 h. 30, 212 h. 30, 213 h. 30, 214 h. 30, 215 h. 30, 216 h. 30, 217 h. 30, 218 h. 30, 219 h. 30, 220 h. 30, 221 h. 30, 222 h. 30, 223 h. 30, 224 h. 30, 225 h. 30, 226 h. 30, 227 h. 30, 228 h. 30, 229 h. 30, 230 h. 30, 231 h. 30, 232 h. 30, 233 h. 30, 234 h. 30, 235 h. 30, 236 h. 30, 237 h. 30, 238 h. 30, 239 h. 30, 240 h. 30, 241 h. 30, 242 h. 30, 243 h. 30, 244 h. 30, 245 h. 30, 246 h. 30, 247 h. 30, 248 h. 30, 249 h. 30, 250 h. 30, 251 h. 30, 252 h. 30, 253 h. 30, 254 h. 30, 255 h. 30, 256 h. 30, 257 h. 30, 258 h. 30, 259 h. 30, 260 h. 30, 261 h. 30, 262 h. 30, 263 h. 30, 264 h. 30, 265 h. 30, 266 h. 30, 267 h. 30, 268 h. 30, 269 h. 30, 270 h. 30, 271 h. 30, 272 h. 30, 273 h. 30, 274 h. 30, 275 h. 30, 276 h. 30, 277 h. 30, 278 h. 30, 279 h. 30, 280 h. 30, 281 h. 30, 282 h. 30, 283 h. 30, 284 h. 30, 285 h. 30, 286 h. 30, 287 h. 30, 288 h. 30, 289 h. 30, 290 h. 30, 291 h. 30, 292 h. 30, 293 h. 30, 294 h. 30, 295 h. 30, 296 h. 30, 297 h. 30, 298 h. 30, 299 h. 30, 300 h. 30, 301 h. 30, 302 h. 30, 303 h. 30, 304 h. 30, 305 h. 30, 306 h. 30, 307 h. 30, 308 h. 30, 309 h. 30, 310 h. 30, 311 h. 30, 312 h. 30, 313 h. 30, 314 h. 30, 315 h. 30, 316 h. 30, 317 h. 30, 318 h. 30, 319 h. 30, 320 h. 30, 321 h. 30, 322 h. 30, 323 h. 30, 324 h. 30, 325 h. 30, 326 h. 30, 327 h. 30, 328 h. 30, 329 h. 30, 330 h. 30, 331 h. 30, 332 h. 30, 333 h. 30, 334 h. 30, 335 h. 30, 336 h. 30, 337 h. 30, 338 h. 30, 339 h. 30, 340 h. 30, 341 h. 30, 342 h. 30, 343 h. 30, 344 h. 30, 345 h. 30, 346 h. 30, 347 h. 30, 348 h. 30, 349 h. 30, 350 h. 30, 351 h. 30, 352 h. 30, 353 h. 30, 354 h. 30, 355 h. 30, 356 h. 30, 357 h. 30, 358 h. 30, 359 h. 30, 360 h. 30, 361 h. 30, 362 h. 30, 363 h. 30, 364 h. 30, 365 h. 30, 366 h. 30, 367 h. 30, 368 h. 30, 369 h. 30, 370 h. 30, 371 h. 30, 372 h. 30, 373 h. 30, 374 h. 30, 375 h. 30, 376 h. 30, 377 h. 30, 378 h. 30, 379 h. 30, 380 h. 30, 381 h. 30, 382 h. 30, 383 h. 30, 384 h. 30, 385 h. 30, 386 h. 30, 387 h. 30, 388 h. 30, 389 h. 30, 390 h. 30, 391 h. 30, 392 h. 30, 393 h. 30, 394 h. 30, 395 h. 30, 396 h. 30, 397 h. 30, 398 h. 30, 399 h. 30, 400 h. 30, 401 h. 30, 402 h. 30, 403 h. 30, 404 h. 30, 405 h. 30, 406 h. 30, 407 h. 30, 408 h. 30, 409 h. 30, 410 h. 30, 411 h. 30, 412 h. 30, 413 h. 30, 414 h. 30, 415 h. 30, 416 h. 30, 417 h. 30, 418 h. 30, 419 h. 30, 420 h. 30, 421 h. 30, 422 h. 30, 423 h. 30, 424 h. 30, 425 h. 30, 426 h. 30, 427 h. 30, 428 h. 30, 429 h. 30, 430 h. 30, 431 h. 30, 432 h. 30, 433 h. 30, 434 h. 30, 435 h. 30, 436 h. 30, 437 h. 30, 438 h. 30, 439 h. 30, 440 h. 30, 441 h. 30, 442 h. 30, 443 h. 30, 444 h. 30, 445 h. 30, 446 h. 30, 447 h. 30, 448 h. 30, 449 h. 30, 450 h. 30, 451 h. 30, 452 h. 30, 453 h. 30, 454 h. 30, 455 h. 30, 456 h. 30, 457 h. 30, 458 h. 30, 459 h. 30, 460 h. 30, 461 h. 30, 462 h. 30, 463 h. 30, 464 h. 30, 465 h. 30, 466 h. 30, 467 h. 30, 468 h. 30, 469 h. 30, 470 h. 30, 471 h. 30, 472 h. 30, 473 h. 30, 474 h. 30, 475 h. 30, 476 h. 30, 477 h. 30, 478 h. 30, 479 h. 30, 480 h. 30, 481 h. 30, 482 h. 30, 483 h. 30, 484 h. 30, 485 h. 30, 486 h. 30, 487 h. 30, 488 h. 30, 489 h. 30, 490 h. 30, 491 h. 30, 492 h. 30, 493 h. 30, 494 h. 30, 495 h. 30, 496 h. 30, 497 h. 30, 498 h. 30, 499 h. 30, 500 h. 30, 501 h. 30, 502 h. 30, 503 h. 30, 504 h. 30, 505 h. 30, 506 h. 30, 507 h. 30, 508 h. 30, 509 h. 30, 510 h. 30, 511 h. 30, 512 h. 30, 513 h. 30, 514 h. 30, 515 h. 30, 516 h. 30, 517 h. 30, 518 h. 30, 519 h. 30, 520 h. 30, 521 h. 30, 522 h. 30, 523 h. 30, 524 h. 30, 525 h. 30, 526 h. 30, 527 h. 30, 528 h. 30, 529 h. 30, 530 h. 30, 531 h. 30, 532 h. 30, 533 h. 30, 534 h. 30, 535 h. 30, 536 h. 30, 537 h. 30, 538 h. 30, 539 h. 30, 540 h. 30, 541 h. 30, 542 h. 30, 543 h. 30, 544 h. 30, 545 h. 30, 546 h. 30, 547 h. 30, 548 h. 30, 549 h. 30, 550 h. 30, 551 h. 30, 552 h. 30, 553 h. 30, 554 h. 30, 555 h. 30, 556 h. 30, 557 h. 30, 558 h. 30, 559 h. 30, 560 h. 30, 561 h. 30, 562 h. 30, 563 h. 30, 564 h. 30, 565 h. 30, 566 h. 30, 567 h. 30, 568 h. 30, 569 h. 30, 570 h. 30, 571 h. 30, 572 h. 30, 573 h. 30, 574 h. 30, 575 h. 30, 576 h. 30, 577 h. 30, 578 h. 30, 579 h. 30, 580 h. 30, 581 h. 30, 582 h. 30, 583 h. 30, 584 h. 30, 585 h. 30, 586 h. 30, 587 h. 30, 588 h. 30, 589 h. 30, 590 h. 30, 591 h. 30, 592 h. 30, 593 h. 30, 594 h. 30, 595 h. 30, 596 h. 30, 597 h. 30, 598 h. 30, 599 h. 30, 600 h. 30, 601 h. 30, 602 h. 30, 603 h. 30, 604 h. 30, 605 h. 30, 606 h. 30, 607 h. 30, 608 h. 30, 609 h. 30, 610 h. 30, 611 h. 30, 612 h. 30, 613 h. 30, 614 h. 30, 615 h. 30, 616 h. 30, 617 h. 30, 618 h. 30, 619 h. 30, 620 h. 30, 621 h. 30, 622 h. 30, 623 h. 30, 624 h. 30, 625 h. 30, 626 h. 30, 627 h. 30, 628 h. 30, 629 h. 30, 630 h. 30, 631 h. 30, 632 h. 30, 633 h. 30, 634 h. 30, 635 h. 30, 636 h. 30, 637 h. 30, 638 h. 30, 639 h. 30, 640 h. 30, 641 h. 30, 642 h. 30, 643 h. 30, 644 h. 30, 645 h. 30, 646 h. 30, 647 h. 30, 648 h. 30, 649 h. 30, 650 h. 30, 651 h. 30, 652 h. 30, 653 h. 30, 654 h. 30, 655 h. 30, 656 h. 30, 657 h. 30, 658 h. 30, 659 h. 30, 660 h. 30, 661 h. 30, 662 h. 30, 663 h. 30, 664 h. 30, 665 h. 30, 666 h. 30, 667 h. 30, 668 h. 30, 669 h. 30, 670 h. 30, 671 h. 30, 672 h. 30, 673 h. 30, 674 h. 30, 675 h. 30, 676 h. 30, 677 h. 30, 678 h. 30, 679 h. 30, 680 h. 30, 681 h. 30, 682 h. 30, 683 h. 30, 684 h. 30, 685 h. 30, 686 h. 30, 687 h. 30, 688 h. 30, 689 h. 30, 690 h. 30, 691 h. 30, 692 h. 30, 693 h. 30, 694 h. 30, 695 h. 30, 696 h. 30, 697 h. 30, 698 h. 30, 699 h. 30, 700 h. 30, 701 h. 30, 702 h. 30, 703 h. 30, 704 h. 30, 705 h. 30, 706 h. 30, 707 h. 30, 708 h. 30, 709 h. 30, 710 h. 30, 711 h. 30, 712 h. 30, 713 h. 30, 714 h. 30, 715 h. 30, 716 h. 30, 717 h. 30, 718 h. 30, 719 h. 30, 720 h. 30, 721 h. 30, 722 h. 30, 723 h. 30, 724 h. 30, 725 h. 30, 726 h. 30, 727 h. 30, 728 h. 30, 729 h. 30, 730 h. 30, 731 h. 30, 732 h. 30, 733 h. 30, 734 h. 30, 735 h. 30, 736 h. 30, 737 h. 30, 738 h. 30, 739 h. 30, 740 h. 30, 741 h. 30, 742 h. 30, 743 h. 30, 744 h. 30, 745 h. 30, 746 h. 30, 747 h. 30, 748 h. 30, 749 h. 30, 750 h. 30, 751 h. 30, 752 h. 30, 753 h. 30, 754 h. 30, 755 h. 30, 756 h. 30, 757 h. 30, 758 h. 30, 759 h. 30, 760 h. 30, 761 h. 30, 762 h. 30, 763 h. 30, 764 h. 30, 765 h. 30, 766 h. 30, 767 h. 30, 768 h. 30, 769 h. 30, 770 h. 30, 771 h. 30, 772 h. 30, 773 h. 30, 774 h. 30, 775 h. 30, 776 h. 30, 777 h. 30, 778 h. 30, 779 h. 30, 780 h. 30, 781 h. 30, 782 h. 30, 783 h. 30, 784 h. 30, 785 h. 30, 786 h. 30, 787 h. 30, 788 h. 30, 789 h. 30, 790 h. 30, 791 h. 30, 792 h. 30, 793 h. 30, 794 h. 30, 795 h. 30, 796 h. 30, 797 h. 30, 798 h. 30, 799 h. 30, 800 h. 30, 801 h. 30, 802 h. 30, 803 h. 30, 804 h. 30, 805 h. 30, 806 h. 30, 807 h. 30, 808 h. 30, 809 h. 30, 810 h. 30, 811 h. 30, 812 h. 30, 813 h. 30, 814 h. 30, 815 h. 30, 816 h. 30, 817 h. 30, 818 h. 30, 819 h. 30, 820 h. 30, 821 h. 30, 822 h. 30, 823 h. 30, 824 h. 30, 825 h. 30, 826 h. 30, 827 h. 30, 828 h. 30, 829 h. 30, 830 h. 30, 831 h. 30, 832 h. 30, 833 h. 30, 834 h. 30, 835 h. 30, 836 h. 30, 837 h. 30, 838 h. 30, 839 h. 30, 840 h. 30, 841 h. 30, 842 h. 30, 843 h. 30, 844 h. 30, 845 h. 30, 846 h. 30, 847 h. 30, 848 h. 30, 849 h. 30, 850 h. 30, 851 h. 30, 852 h. 30, 853 h. 30, 854 h. 30, 855 h. 30, 856 h. 30, 857 h. 30, 858 h. 30, 859 h. 30, 860 h. 30, 861 h. 30, 862 h. 30, 863 h. 30, 864 h. 30, 865 h. 30, 866 h. 30, 867 h. 30, 868 h. 30, 869 h. 30, 870 h. 30, 871 h. 30, 872 h. 30, 873 h. 30, 874 h. 30, 875 h. 30, 876 h. 30, 877 h. 30, 878 h. 30, 879 h. 30, 880 h. 30, 881 h. 30, 882 h. 30, 883 h. 30, 884 h. 30, 885 h. 30, 886 h. 30, 887 h. 30, 888 h. 30, 889 h. 30, 890 h. 30, 891 h. 30, 892 h. 30, 893 h. 30, 894 h. 30, 895 h. 30, 896 h. 30, 897 h. 30, 898 h. 30, 899 h. 30, 900 h. 30, 901 h. 30, 902 h. 30, 903 h. 30, 904 h. 30, 905 h. 30, 906 h. 30, 907 h. 30, 908 h. 30, 909 h. 30, 910 h. 30, 911 h. 30, 912 h. 30, 913 h. 30, 914 h. 30, 915 h. 30, 916 h. 30, 917 h. 30, 918 h. 30, 919 h. 30, 920 h. 30, 921 h. 30, 922 h. 30, 923 h. 30, 924 h. 30, 925 h. 30, 926 h. 30, 927 h. 30, 928 h. 30, 929 h. 30, 930 h. 30, 931 h. 30, 932 h. 30, 933 h. 30, 934 h. 30, 935 h. 30, 936 h. 30, 937 h. 30, 938 h. 30, 939 h. 30, 940 h. 30, 941 h. 30, 942 h. 30, 943 h. 30, 944 h. 30, 945 h. 30, 946 h. 30, 947 h. 30, 948 h. 30, 949 h. 30, 950 h. 30, 951 h. 30, 952 h. 30, 953 h. 30, 954 h. 30, 955 h. 30, 956 h. 30, 957 h. 30, 958 h. 30, 959 h. 30, 960 h. 30, 961 h. 30, 962 h. 30, 963 h. 30, 964 h. 30, 965 h. 30, 966 h. 30, 967 h. 30, 968 h. 30, 969 h. 30, 970 h. 30, 971 h. 30, 972 h. 30, 973 h. 30, 974 h. 30, 975 h. 30, 976 h. 30, 977 h. 30, 978 h. 30, 979 h. 30, 980 h. 30, 981 h. 30, 982 h. 30, 983 h. 30, 984 h. 30, 985 h. 30, 986 h. 30, 987 h. 30, 988 h. 30, 989 h. 30, 990 h. 30, 991 h. 30, 992 h. 30, 993 h. 30, 994 h. 30, 995 h. 30, 996 h. 30, 997 h. 30, 998 h. 30, 999 h. 30, 1000 h. 30, 1001 h. 30, 1002 h. 30, 1003 h. 30, 1004 h. 30, 1005 h. 30, 1006 h. 30, 1007 h. 30, 1008 h. 30, 1009 h. 30, 1010 h. 30, 1011 h. 30, 1012 h. 30, 1013 h. 30, 1014 h. 30, 1015 h. 30, 1016 h. 30, 1017 h. 30, 1018 h. 30, 1019 h. 30, 1020 h. 30, 1021 h. 30, 1022 h. 30, 1023 h. 30, 1024 h. 30, 1025 h. 30, 1026 h. 30, 1027 h. 30, 1028 h. 30, 1029 h. 30, 1030 h. 30, 1031 h. 30, 1032 h. 30, 1033 h. 30, 1034 h. 30, 1035 h. 30, 1036 h. 30, 1037 h. 30, 1038 h. 30, 1039 h. 30, 1040 h. 30, 1041 h. 30, 1042 h. 30, 1043 h. 30, 1044 h. 30, 1045 h. 30, 1046 h. 30, 1047 h. 30, 1048 h. 30, 1049 h. 30, 1050 h. 30, 1051 h. 30, 1052 h. 30, 1053 h. 30, 1054 h. 30, 1055 h. 30, 1056 h. 30, 1057 h. 30, 1058 h. 30, 1059 h. 30, 1060 h. 30, 1061 h. 30, 1062 h. 30, 1063 h. 30, 1064 h. 30, 1065 h. 30, 1066 h. 30, 1067 h. 30, 1068 h. 30, 1069 h. 30, 1070 h. 30, 1071 h. 30, 1072 h. 30, 1073 h. 30, 1074 h. 30, 1075 h. 30, 1076 h. 30, 1077 h. 30, 1078 h. 30, 1079 h. 30, 1080 h. 30, 1081 h. 30, 1082 h. 30, 1083 h. 30, 1084 h. 30, 1085 h. 30, 1086 h. 30, 1087 h. 30, 1088 h. 30, 1089 h. 30, 1090 h. 30, 1091 h. 30, 1092 h. 30, 1093 h. 30, 1094 h. 30, 1095 h. 30, 1096 h. 30, 1097 h. 30, 1098 h. 30, 1099 h. 30, 1100 h. 30, 1101 h. 30, 1102 h. 30, 1103 h. 30, 1104 h. 30, 1105 h. 30, 1106 h. 30, 1107 h. 30, 1108 h. 30, 1109 h. 30, 1110 h. 30, 1111 h. 30, 1112 h. 30, 1113 h. 30, 1114 h. 30, 1115 h. 30, 1116 h. 30, 1117 h. 30, 1118 h. 30, 1119 h. 30, 1120 h. 30, 1121 h. 30, 1122 h. 30

L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

L'histoire économique et sociale de la France au XIX^e siècle

DEPUIS 1951, date de la parution de l'*Histoire économique de la France*, d'Henri Sée, aucune grande synthèse consacrée à l'histoire économique et sociale de la France contemporaine n'avait vu le jour. Aussi faut-il saluer tout particulièrement la publication des deux volumes de l'ouvrage dirigé par Fernand Braudel et Ernest Labrousse (1). Sous le titre : *Le développement de l'économie et de la société de la France au XIX^e siècle*, ils vont de 1789 à l'essor industriel, les années 1870-1884. Pour de longues années, ils constitueront un ouvrage de référence irremplaçable.

Sans doute faut-il se féliciter qu'un tel livre n'ait pas vu le jour plus tôt. Les auteurs peuvent en effet dresser le bilan de trois décennies : elles ont vu, comme l'écrit Ernest Labrousse, à qui cet essai est si largement redevable, un « foisonnement d'histoire économique et sociale ». Thèses, mémoires, articles, travaux de tous ordres se sont accumulés ; cependant que les problématiques se sont modifiées : c'est ainsi que les études de croissance inspirées des travaux des économistes ont largement renouvelé les perspectives (2). Aussi l'heure était-elle venue d'une mise au point de haut niveau destinée toutefois à un vaste public.

Une première partie, intitulée *Perspectives d'ensemble et problèmes généraux*, accole en fait des chapitres qui portent sur l'histoire économique et sociale de la France (A. Souboul), le rôle de l'Etat libéral (Adeline Daumard) et la démographie (André Armand-Dumetier). La deuxième partie examine les transformations structurelles du système capitaliste : conquête de l'espace national par l'évolution des transports, et épanouissement d'un marché national (Pierre Léon), commerce extérieur (André Broder), crédit et monnaie (Maurice Lévy-Leboyer). Vient alors la description du phénomène d'industrialisation (Pierre Léon), que suit l'évolution de la tradition et du progrès dans le secteur agricole (R. Laurent). La troisième partie aborde les transformations de la société : société rurale (R. Laurent), monde du travail urbain (J. Bruhat), société bourgeoise (A. Daumard). Au total, le découpage adopté est parfaitement acceptable, il permet de donner une vue d'ensemble des diverses questions jusqu'aux années tournantes du dernier quart du dix-neuvième siècle. Une vigoureuse reprise synthétique d'E. Labrousse, en conclusion, revient sur les interférences entre les divers phénomènes, sur les crises et leur évolution. Dès lors disparaît l'im-

convénient d'une analyse par thèmes, qui risque de négliger la conjonction. Au vrai, l'objection que l'on pourrait formuler porterait sur la place propre donnée à l'histoire économique et sociale de la Révolution. Autant se justifie-t-il du bilan de la politique sociale de la période révolutionnaire, autant un récit suivi surprend, vu le parti adopté ensuite. On y verra volontiers le témoignage de la pesante persistance de l'histoire de la Révolution dans l'historiographie française.

Peut-être faut-il aussi souligner un autre choix de l'ouvrage : le privilège l'économiste aux dépens du social, auquel revient à peine le tiers des développements. Aussi bien Ernest Labrousse, dans l'introduction, définit-il justement ce travail comme « une histoire sociale, ou du moins une histoire sociale de l'histoire économique ». Cette histoire sociale est d'abord une histoire de l'adaptation de la société, pour reprendre le titre peu enthousiasmant de la troisième partie à l'essor du capitalisme et de l'industrialisation, une histoire donc des groupes sociaux commandée par les transformations de l'économie. Des « corps », comme l'armée, le clergé, l'Université, le monde de l'administration ou de la magistrature n'apparaissent guère, non plus que les enfants et les femmes. A cet égard, le lecteur français trouvera beaucoup à glaner dans le livre fourni, parfois contestable, toujours suggestif, de Théodore Zeldin (3), dont aucun éditeur ne paraît encore avoir eu le courage d'entreprendre la traduction. Mais sans doute quelque nouvelle collection d'ouvrages de vulgarisation est-elle plus rentable ! Les auteurs de l'*Histoire économique et sociale de la France* ne font d'autre part qu'une place assez limitée aux mentalités et aux cultures que privilégieraient volontiers aujourd'hui une histoire sociale plus autonome de l'histoire économique : témoin la thèse attachante et foisonnante de Jeanne Gaillard (4). A cet égard, l'*Histoire économique et sociale* apparaît bien comme l'aboutissement d'un des courants dominants de l'historiographie française depuis une trentaine d'années, si attentive à compiler les hommes, les fortunes et les biens à servir de sources jusqu'à des données, propres à l'analyse quantitative. Il est heureux que le reste que dans ce livre la présentation de ces sources et de leur mode d'exploitation soit faite fort clairement : ainsi un large public peut-il comprendre comment les historiens aujourd'hui font de l'histoire.

Aussi l'apport d'un ouvrage si riche et si divers ne se prête-t-il guère au résumé. On ne peut que signaler au passage certaines des analyses, par exemple celle d'André Broder qui montre avec force que le commerce extérieur n'a jamais été considéré comme un instrument de la croissance et de la puissance de la France. Ou encore Maurice Lévy-Leboyer, répondant aux critiques des institutions et de la politique du crédit, qui montre l'originalité des établissements de crédit français et leur rôle dans les débuts de l'industrialisation.

On appréciera particulièrement les chapitres dus à Pierre Léon, trop tôt disparu voilà quelques mois. Ils reprennent avec une autorité souveraine les trois problèmes majeurs qui dominent une œuvre considérable : la croissance, l'entreprise industrielle, le développement régional. Après tant de propos rapides sur les aspects rétrogrades du patronat français, voilà une vigoureuse description du patronat « nouveau » qui s'affirme dans les années 1820-1830, période qui voit la montée de l'industrialisation. Pierre Léon insiste sur la « grande rupture » des années 1840-1870, « une rupture majeure d'accélération » au long duquel la France entre véritablement dans l'ère industrielle, cependant que s'accroissent les contrastes régionaux, puisque cette conversion fondamentale privilégie la France du nord. Depuis les vieux livres, toujours précieux, de Levasseur, publiés au début de ce siècle, l'étude des industries, par secteurs et par régions, n'avait plus été entreprise dans une telle synthèse, commodément accessible. Ajoutons que la cartographie est abondante et claire.

Adeline Daumard consacre à la société bourgeoise, sur ce sujet si délicat, des pages remarquables, sûres et justes de ton, qui allient la finesse et la rigueur. A Daumard se penche sur la psychologie collective, les usages, pratiques et sentiments ; elle montre combien, de 1815 à 1830, « les valeurs bourgeoises s'imposent progressivement aux classes dirigeantes, aux classes moyennes et, dans une certaine mesure, aux milieux hybrides situés à la frange des classes populaires et de la petite bourgeoisie ». A Daumard revient le lieu commun qui veut que la bourgeoisie française soit un homme aux ambitions mesquines. En fait, la partie la plus moderne et la plus active de la bourgeoisie défend les vertus du travail et du talent. Loin d'être exceptionnellement et d'appartenir en propre aux milieux protestants, cette attitude caractérise tout autant la grande ma-

rité de la bonne bourgeoisie de vieille tradition catholique, notamment à Paris. Voilà qui devrait détourner des essayistes pressés d'appliquer trop vite au cas français les thèses weberiennes.

A Daumard tire enfin les conclusions des importantes recherches qu'elle a dirigées sur les fortunes françaises au dix-neuvième siècle : elle établit l'incertitude des conditions et la hiérarchie des fortunes, mais rappelle que la fortune ne suffisait pas à situer son propriétaire dans la société, et que les « capacités » et le savoir pesaient de plus en plus lourd.

La longue conclusion d'Ernest Labrousse : « A l'heure ouverte sur les épreuves et les vicissitudes des croissances », est appelée à devenir un texte classique. L'héritage de François Simiand, auquel son œuvre doit tant (5), est-il dépassé ? Certes, les études de croissance ont « enrichi et bouleversé » une périodisation fondée sur le mouvement des prix, mais celle-ci laisse des traces. L'historien doit demeurer attentif, à côté de la production en nature, à la production en valeur. Le prix est un facteur capital, « le fait monétaire s'intègre à la vie quotidienne. La vérité psychologique, la vérité perçue passe par l'argent ». Tout aussi décisives sont les réflexions sur les crises : des crises de subsistance, dont Ernest Labrousse montre la survie puis la mort, aux anciens et nouveaux aspects de la crise industrielle.

Historien de l'économie, il sait la rencontre et l'interaction que d'autres, fascinés par les structures, ont parfois oubliées, entre l'économie et la politique. La révolution peut naître de la crise, mais elle peut l'aggraver et l'étendre : les faits politiques et sociaux ont une importance décisive. L'importance des guerres est considérable, elle a souvent été négligée. Somme toute, la plus forte chute économique du dix-neuvième siècle est celle des années 1870-1871, celle de la guerre et de la Commune.

Quelle est enfin la répartition du produit de la croissance, la distribution des revenus et des capitaux dans le premier grand siècle de l'ère industrielle ? La réponse est double. Ernest Labrousse renvoie aux oubliettes la notion de paupérisation : « La seule paupérisation absolue dont on puisse alors parler était, c'est bien, en termes monétaires, la paupérisation absolue du rentier ». Le profit agraire gagne devant la rente, le profit de l'entreprise capi-

taliste est le gagnant absolu quand le salaire connaît un cours nouveau de plus les années 1860. Pour la première fois sans doute, un siècle économique distribue au bout du compte un taux de rémunération et un pouvoir d'achat durable sur tous les fronts sociaux. Justice est faite des « schémas misérabilistes ».

Cependant, quelle persistance de l'inégalité ! Au long du siècle, la hausse des revenus s'accompagne du maintien des écarts sociaux. L'inégale répartition des revenus maintient l'inégalité structurelle de la distribution des capitaux. La répartition du capital est plus inégale que celle du revenu, comme le montre fort bien un récent travail sur Lille — cas limite, cas « industriel » d'inégalité des fortunes — dû à F. X. Codacci-Pisanelli (6). Aussi bien, tout justement Ernest Labrousse, peut-on vivre sans capital, mais non pas sans revenu. L'ouvrier est encore le « servo social » que disait Balzac, et le salaire « pratiquement un revenu sans épargne ». Faut-il être quelques conclusions d'un grand livre, au confluent de multiples recherches, convaincront-elles de l'intérêt qu'apporte l'histoire à la compréhension de notre temps.

(1) *Histoire économique et sociale de la France*, tome III : *Le développement de l'économie et de la société de la France au XIX^e siècle* (1789-1884), par Pierre Léon, Maurice Lévy-Leboyer, André Armand-Dumetier, Ernest Labrousse, Robert Laurent, Albert Soboul, deux volumes, 1971, P. Presses universitaires de France, 1978, 111 graphiques et cartes, 48 illustrations.

(2) Il suffit pour s'en convaincre de prendre connaissance du volume consacré au XIX^e siècle par J.-A. Léonard et Ch. Cardon dans la Nouvelle Histoire économique (Colin). Il s'agit de bien autre chose que la simple refonte du manuel paru en 1961.

(3) *France 1848-1849*, volume I : *Ambition, L'ère des Politiques*, The Oxford University Press, 1973, 325 p.

(4) *Paris, la ville (1825-1870)*, Lille, 1974, 1976, diffusion Librairie Honoré Champion, 276 p. Souhaitons que cet ouvrage propre à passionner un vaste public bénéficie quelque jour de l'édition qu'il mérite. Il vaut à la fois par son sens intime de la personnalité urbaine, « communautaire humaine » dans la réalité s'impose à l'historien quant fermement qu'il s'agit de « classes » et par l'attention portée aux métiers, aux modes alimentaires, aux systèmes hospitaliers de la grande ville.

(5) Par le titre donné au volume de Mélanges, *Conjoncture économique, structures sociales, hommes et événements*, Monton, 1974, 547 pages (31 contributions), un certain nombre de ses élèves expriment l'un des aspects de la répartition de la grande histoire française, un de ceux qu'englobent les *Annales*.

(6) *De l'inégalité sociale dans une grande ville industrielle. Le drame de Lille de 1850 à 1874*, Université de Lille-III, Editions universitaires, 420 pages, 1976, Ernest Labrousse. Cette étude est fondée sur les archives de l'enregistrement.

HUMEUR

Portrait du parfait technocrate

(Suite de la page 9.)

Le technocrate pense parfois faux, mais il s'exprime juste et avec élégance. Il a cette distinction dans l'expression, et aussi dans la mise en page, qui le différencie de tout autre intellectuel, fût-il brillant. On peut être prix Nobel en disant : « Au plaisir, et mes amitiés à votre dame ». Avec un tel langage, on ne peut être directeur de cabinet dans un ministère, ni même dans une préfecture.

Combien de polytechniciens ont vu leur carrière brisée à cause d'un gilet de corps apparent sous une chemise en nylon ou de souliers jaunes étincelants au bas d'un pantalon bleu. Il faut savoir se regarder étroit et paraitre, s'entendre penser et parler pour pouvoir prétendre à cette élite dont nous nous entretenons aujourd'hui.

Il faut être étroitement lové sur soi-même pour émettre à tout moment une image conforme à sa vision de soi. En France, et ailleurs dit-on, on dénombre 93,5 % d'égoïstes et 6,5 % d'égoïstes monstrueux. Notre homme appartient à ce dernier groupe. Tout est mis en œuvre pour qu'il en soit ainsi : la solitude dont il a été l'objet dès son plus jeune âge afin qu'il lise, écrive, calcule, disserte avant tout, la constance de ses triomphes scolaires, l'appât matrimonial manifesté par son entourage féminin dès l'adolescence, la soumission tard de son entourage professionnel agrippé à la queue de cette étonnante comète.

Le technocrate a une telle capacité d'apparence que sa capacité de combat en souffre souvent. Il n'est pas l'homme des affrontements à poings nus, il se saffie ou il se sent. Ainsi, dès qu'il échappe à la protection maternelle, cherche-t-il un abri pour les tempêtes, un roc où ancrer son frêle esquif. Sa compagne idéale est la femme forte qui l'encouragera à oser. Pour atteindre avant les autres l'échelon supérieur, il faut plus que du talent. Il faut cette détermination et cette liberté de la choix des moyens

que seules certaines femmes aux entrailles généreuses possèdent. La noblesse de leur but — placer le nid conjugal sur la plus haute branche — les dérive par avance des préjugés et des remords. Et l'époux comblera sa femme d'un amour sans savoir de quel sang est teint le tapis qui se déroule à ses pieds.

Le 3 novembre 1960, plusieurs centaines d'ouvriers de la régie Renault, révoltés, endommageaient à coups de marteau les ordinateurs de l'époque, qui étaient de simples triennes électroniques. Ils reprochaient aux machines d'avoir désigné, de manière inhumaine, les ouvriers à licencier en priorité.

Il est patent que l'ordinateur marque de cour. La cybernétique pâlitra longtemps de son indifférence dans ses rapports avec les gouvernés. Mais, si l'on y réfléchit bien, les technocrates ont les mêmes défauts.

Je ne pense pas toutefois qu'il faille détruire les technocrates. Ce serait donner une promotion à des hommes qui ne méritent rien. Les technocrates ne sont pas nécessairement meilleurs. La civilisation actuelle a un potentiel de production de technocrates très considérable. Examine-t-on les technocrates supérieurs, voici les technocrates secondaires qui prennent les commandes. Les détraquent aussi, ce sont des primaires qui accèdent au pouvoir, l'expert est redoutable, certes, mais que dire d'un expert incompréhensif ?

Peut-être l'informatique aura un jour à ce point simplifié ses langages qu'il deviendra possible de se passer des technocrates. Ceux-ci constituent aujourd'hui encore l'intermédiaire conversationnel indispensable entre le politique chahuteur mais ignorant et l'informatique savante, mais froide. Un gouvernement bedonnant et fumeur de pipe, qui interagirait directement des ordinateurs dans le simple langage des réunions publiques, et qui serait renseigné sans erreur et sans biais dans ce même langage, ce gouvernement ferait une belle économie de technocrates. Il ferait peut-être aussi l'économie d'une révolution.

THOMAS CAZEMAGES.

La vie du langage

L'ILLUSION ÉTYMOLOGIQUE

BON nombre de lettres que l'on écrit, les lecteurs de cette chronique s'inquiètent ou s'indignent d'entendre, de lire, des mots déformés (estiment des lecteurs) de leur sens vrai. Il y a, dans ce qu'ils entendent, de quel sang est teint le tapis qui se déroule à ses pieds.

Le 3 novembre 1960, plusieurs centaines d'ouvriers de la régie Renault, révoltés, endommageaient à coups de marteau les ordinateurs de l'époque, qui étaient de simples triennes électroniques. Ils reprochaient aux machines d'avoir désigné, de manière inhumaine, les ouvriers à licencier en priorité.

Il est patent que l'ordinateur marque de cour. La cybernétique pâlitra longtemps de son indifférence dans ses rapports avec les gouvernés. Mais, si l'on y réfléchit bien, les technocrates ont les mêmes défauts.

Je ne pense pas toutefois qu'il faille détruire les technocrates. Ce serait donner une promotion à des hommes qui ne méritent rien. Les technocrates ne sont pas nécessairement meilleurs. La civilisation actuelle a un potentiel de production de technocrates très considérable. Examine-t-on les technocrates supérieurs, voici les technocrates secondaires qui prennent les commandes. Les détraquent aussi, ce sont des primaires qui accèdent au pouvoir, l'expert est redoutable, certes, mais que dire d'un expert incompréhensif ?

Peut-être l'informatique aura un jour à ce point simplifié ses langages qu'il deviendra possible de se passer des technocrates. Ceux-ci constituent aujourd'hui encore l'intermédiaire conversationnel indispensable entre le politique chahuteur mais ignorant et l'informatique savante, mais froide. Un gouvernement bedonnant et fumeur de pipe, qui interagirait directement des ordinateurs dans le simple langage des réunions publiques, et qui serait renseigné sans erreur et sans biais dans ce même langage, ce gouvernement ferait une belle économie de technocrates. Il ferait peut-être aussi l'économie d'une révolution.

THOMAS CAZEMAGES.

la même illusion étymologique. On lit, le verbe latin *esse*, bien un (une) *essive* (né) de parents *essivels* sur le domaine du propriétaire. Mais déjà, en latin classique, *vernaculus* signifie « ce qui est du pays, indigène, national ». Et Varro, grand savant et grand grammairien romain, oppose les *vernaculus*, les mots de la langue nationale, aux termes empruntés, par exemple, au grec. Il est sot de vouloir être plus romain que le roi. Il y a deux mille ans que l'idée d'un quelconque esclavage a disparu des dérivés de *verna*. Quand les *Encyclopédistes*, au dix-huitième siècle, ont créé *vernaculaire*, c'était avec le sens qu'a « endémique » : propre à un peuple, à une communauté.

Reste à savoir quelle mouche a piqué les linguistes de vouloir remplacer (il n'y a pas longtemps) *langue « maternelle »*, que tout le monde comprendait, par *langue « vernaculaire »*, qui est apparemment du jargon pédant. La question nous a été plusieurs fois posée : défendons donc la corporatisme. La langue maternelle, parentale, si l'on veut, c'est celle que l'enfant acquiert dans et par la culture familiale. La langue vernaculaire est celle qu'une communauté tout entière utilise sur son territoire, et qui n'est pas (ou très peu) utilisée hors de ce territoire : *vernaculaire* s'oppose alors à *vehiculaire*. Le français est *vernaculaire* pour tous les hexagones, y compris pour ceux des citoyens dont la langue maternelle est la basque ou le breton ; il est une langue *vehiculaire* dans les villes d'Afrique noire « francophone », en concurrence, d'ailleurs, avec des langues africaines telles que le wolof.

C'est pour rendre compte d'une différence du même ordre que les linguistes ont créé *diglossie*, qui ne fait pas double emploi avec *bilinguisme*, bien que l'un et l'autre signifient étymologiquement rigoureusement la même chose : l'usage de deux (di/bi) langues (gloss, grec ; lingu, latin). Mais la diglos-

se est un fait collectif : le bilinguisme, un fait individuel (en simplifiant).

Il n'est pas rare que l'illusion étymologique se porte (et tant de s'imposer) sur la façon d'écrire. S'il faut écrire au pluriel *médias* (le mot est double), Ernest Labrousse renvoie aux oubliettes la notion de paupérisation : « La seule paupérisation absolue dont on puisse alors parler était, c'est bien, en termes monétaires, la paupérisation absolue du rentier ». Le profit agraire gagne devant la rente, le profit de l'entreprise capi-

En fait, le problème est mal posé. LES médias, ce sont les journaux, les radios, les télévisions, les affiches. Un média, ce serait un « journal », une émission de radio, ou une chaîne de télévision. Pourquoi ne pas le dire ? Dans la pratique, le mot est bien rarement employé au singulier ; et il y a de grandes probabilités que l'usage imposera un *médias* des médias, comme il imposera un maximum/des maximums. Qui s'est jamais avisé de dire des *aquaria* ou des *apocua* ?

Une fois de plus sans doute, la logique de l'usage (aller au plus simple, au plus clair, au plus vivant) l'emportera sur l'illusion étymologique. Si nous sommes linguistes, oublions-en parlant français. Laissons les mots ensevelir les morts.

Au demeurant, cette « démolition » est l'un des phénomènes les plus généraux et les plus constants de la langue. Ce qu'était à l'origine le bureau (une étoffe de grosse bête) importe beaucoup moins que ce qu'il est aujourd'hui : un lieu social de travail non manuel. Quel dictionnaire s'aviserait de définir d'abord le *corbillard* comme « le coche d'eau qui va de Paris à Corbeil » ? Ce n'est plus vrai depuis près de deux siècles, et tout au plus peut-on le rappeler dans une notice historique.

Il est permis de se demander le pourquoi de ce respect à grand, si tenace, du sens étymologique des mots, alors même que ceux-ci l'ont depuis longtemps perdu, échangé pour un autre ? Et permis d'avancer une réponse : renoncer à dire des *maxima*, accepter de dire un *média*, oublier que le bureau a été une étoffe et le corbillard le bateau-moune de Corbeil, c'est préparer la mort du roi, c'est tuer le père.

Messieurs de la psychanalyse, la balle est dans votre camp.

JACQUES CELLARD.

MÉDECINE

EXPERIENCE THERAPEUTIQUE ORIGINALE

La communauté psychiatrique de la Belle-Étoile serait menacée de disparition

Depuis plus de trois ans, une expérience psychiatrique originale se déroule à Font-du-Navoy (Jura) : l'établissement de la Belle-Étoile, rattaché administrativement à l'hôpital de Dole-Sainte-Vierge, bénéficie d'une grande autonomie. Par une plus grande ouverture sur le monde extérieur et par une autodiscipline libérale, le personnel de ce centre tente de « réintroduire la vie » dans le milieu psychiatrique — du moins pour les vingt ou vingt-cinq pensionnaires de ce centre (le Monde daté 4-5 mai 1975).

Mais un rapport de la commission de sécurité déposé au mois de janvier soulignait l'insuffisance des conditions de sécurité de cet établissement. Par une décision en date du 13 février 1977, le conseil d'administration de l'hôpital a décidé de faire évacuer les malades de la Belle-Étoile pour réaliser les aménagements nécessaires : ainsi la suppression des deux plafonds en matière plastique, l'installation d'une porte étanche pour isoler le grenier. Le directeur de l'hôpital, M. Métais, qui n'est entré en fonctions que le 1^{er} janvier dernier, déclare

que « le conseil d'administration ne voulait pas prendre le risque d'une catastrophe comme celle du dancing du Cinq-Sept ».

Le personnel de la Belle-Étoile est inquiet : il craint tout d'abord les traumatismes qu'une telle évacuation risque d'entraîner parmi les malades, alors que pour M. Métais, psychiatre dans cet établissement, « la nature même des travaux ne nécessitent pas l'évacuation des locaux ». Mais surtout les responsables de la Belle-Étoile craignent que cette évacuation ne soit définitive. Pour le docteur Court, médecin et chef de service à l'hôpital de Dole-Sainte-Vierge, les problèmes de sécurité sont un simple prétexte qui permet à la direction de l'hôpital, fondamentallement hostile à ce type d'expérience, de mettre fin à la tentative qui constitue la Belle-Étoile.

Cette version n'est pas celle de la direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) et est démentie également par le directeur de l'hôpital, qui déclare que « le conseil d'administration est tout à fait favorable, quant à la direction de l'hôpital, à la poursuite de l'expérience de Font-du-Navoy ». Néanmoins, la décision de procéder aux travaux

Une solution ?

Reste une solution, que le docteur Court a vivement insisté par l'expérience tentée à la Belle-Étoile : « vient de proposer à la direction de l'hôpital : un bail de dix-huit ans, dont l'avantage est double. Il serait une garantie pour l'hôpital d'amortir les frais engagés pour améliorer la sécurité : ces frais, d'après le personnel de la Belle-Étoile, ne devraient pas excéder 25 000 francs, contrairement aux estimations du directeur de l'hôpital, pour qui ces dépenses seraient de l'ordre de 500 000 francs. D'autre part, le loyer (actuellement, de 3 000 francs par mois) n'obérerait pas trop lourdement les frais de fonctionnement : le docteur Court accepte, de plus, qu'il soit indexé sur l'indice du coût de la construction et non plus sur l'augmentation du prix de journée des hôpitaux. Ces concessions pourraient néanmoins apparaître insuffisantes au conseil d'administration de l'hôpital qui, au mois de décembre dernier, rompt le bail qui le liait au propriétaire parce que, d'après celui-ci, le loyer apparaît trop élevé à la direction de l'hôpital ».

La prochaine réunion du conseil d'administration de l'hôpital doit avoir lieu le 25 mars.

NICOLAS BEAU.

RELIGION

Un communiqué du Saint-Siège sur l'affaire Lefebvre

« Une impasse de plus en plus manifeste »

Le cercle semble se resserrer autour de Mgr Marcel Lefebvre, fondateur d'Écône, si l'on en juge par un communiqué du Saint-Siège, publié le 25 février. Ce texte qualifie de « graves » la position qu'il s'enferme à la prêtre et « son intention déclarée de poursuivre la même ligne », vers une « Église autocratique » schismatique. Il n'est pas question actuellement d'une nouvelle audience pontificale, après celle, du 11 septembre, et le sous-décanat couronné au début du mois de février à des séminaristes d'Écône « demeurent évidemment des ordinations illégitimes. (...) On ne peut que déplorer l'impasse de plus en plus manifeste où se trouvent engagés ces jeunes gens », précise le communiqué. Il souhaite donc que ces derniers renoncent à leur opposition à l'Église et à ses pasteurs légitimes.

Le pape, est-il ajouté, s'est refusé à recevoir de nouveau Mgr Lefebvre et à lever sa suspension canonique car il n'a fait « aucun acte de résipiscence. (...) le Saint-Père attend toujours que Mgr Lefebvre donne une réponse satisfaisante à sa lettre du 11 octobre 1976 » (1).

Le Saint-Siège déplore aussi le fait que l'ancien archevêque de Tulle « ait lancé un mouvement de prêtres irrégulièrement ordonnés pour exercer un « ministère » de façon autocratique et qu'il tente de multiplier, par tous les moyens, les implantations de son mouvement. (...) Aucun de ces faits n'échappe au Saint-Siège ni à toute l'Église catholique », conclut le communiqué.

Précisons que, depuis 1974, plusieurs séminaristes ont quitté l'établissement d'Écône pour continuer leurs études à Rome, renonçant ainsi à leur opposition au pape. L'un d'eux a déjà été ordonné prêtre par le cardinal de curie Paul Philippe. Le communiqué fait allusion à ces jeunes gens et espère que leur exemple sera suivi par leurs anciens collègues d'Écône : « Puissent-ils comprendre, comme ceux qui ont déjà rompu avec cette attitude, qu'ils pourraient satisfaire (...) les exigences (...) qui leur tiennent légitimement à cœur ».

(1) En réponse à cette lettre, Mgr Lefebvre écrit, le 3 décembre 1976, à Paul VI : « Chacune de vos lettres est un glaive qui me transperce ».

A PARTIR DU 1^{er} MARS

M. Giscard d'Estaing rencontrera les représentants des différentes communautés religieuses françaises

M. Valéry Giscard d'Estaing ouvrira mardi 1^{er} mars une série de rencontres avec les dirigeants des communautés religieuses et des diverses familles spirituelles françaises. Il a annoncé le porte-parole de l'Élysée, M. Jean-Philippe Lecat.

Pour sa première rencontre, le chef de l'État recevra à déjeuner les responsables des communautés protestantes de France. Sont invitées à ce déjeuner : le pasteur André Appel, président de l'Église de la confession d'Augsbourg, d'Alsace et de Lorraine ; MM. René Blanc, président de l'Église évangélique luthérienne de France ; Jean Courvoisier, président sortant de la Fédération

protestante de France ; le pasteur Jacques Manry, président de l'Église réformée de France et qui vient d'être élu président de la Fédération protestante de France ; MM. Bernard Picimbono, président de la Cimade ; Christian Schmidt, président de l'Église réformée d'Alsace-Lorraine ; le pasteur André Dihol, président des Églises évangéliques baptistes de France.

Au cours du mois d'avril, poursuivra ces rencontres, le président de la République invitera à déjeuner les représentants de la communauté israélite. En mai, les responsables de l'Église catholique seront invités à déjeuner à l'Élysée.

FAITS DIVERS

● **Accidents mortels du travail.** — Un ouvrier cuisier de vingt-cinq ans est mort écrasé entre deux wagons, dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 février, dans une briquetterie des Houillères du bassin du Nord et du

Pas-de-Calais, la société Sur-schiste d'Huilluch, près de Lens (Pas-de-Calais). D'autre part, vendredi, un ouvrier âgé de quarante-huit ans, M. Bonasia, est mort enseveli dans une tranchée où il travaillait, rue Olivier, à Paris (5^e).

● **L'homme qui s'était suicidé** par le feu mardi 22 février (le Monde du 24 février), dans une allée du bois de Boulogne, a été identifié. Il s'agit de M. Daniel Moreau, âgé de quarante-cinq ans, originaire de Bonlogne-sur-Seine et y demeurant. M. Moreau, qui était malade depuis de longues années, souffrait de crises de dépression nerveuse.

A L'HOTEL DROUOT
Lundi
VENTES
S. A. - Collect. R. Castaing. Jetons.
S. 1. - Art Déco. Art nouveau.
S. 12. - Objets d'art. Mobilier ancien.
S. 13. - Mobilier. Objets de vitrine.
S. 28. - Succès. M. B. Succès. Objets d'art. Mobilier rust. et style.

SCIENCES

L'Allemagne retarde les autorisations d'exporter le matériel nucléaire « sensible » au Brésil

Bonn (A.F.P., Reuter). — Les premières autorisations d'exportation concernant la partie « sensible » du contrat nucléaire germano-brésilien ne seront pas accordées avant le mois de mars, apprend-on de source gouvernementale à Bonn.

Ces autorisations, dont on pensait initialement qu'elles pourraient être accordées dans le courant de février, concernent les plans des usines pilotes d'enrichissement de l'uranium et de retraitement du combustible irradié. On souligne aujourd'hui que le temps ne presse pas pour l'octroi de telles autorisations, d'autant que les conversations entre la R.F.A. et les États-Unis sur les objections soulevées par le président Jimmy Carter à la livraison de telles installations ne viennent que de commencer. On ne souhaite pas non plus, indique-t-on de même source, gêner la poursuite de ces discussions en prenant une mesure aussi spectaculaire que l'octroi de premières autorisations d'exportation.

La loi allemande sur les relations économiques extérieures prévoit qu'une autorisation d'exportation est accordée dès l'in-

M. HUBERT CURTIN EST NOMMÉ PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

M. Hubert Curtin, président du Centre national d'études spatiales (CNES), est nommé président du conseil d'administration du Palais de la Découverte à Paris par un arrêté paru au Journal officiel du 26 février.

[Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé de physique, M. Curtin est né le 30 octobre 1924 à Comblanchien (Aisne). Professeur à la Faculté des sciences de Paris, il devient en 1969 directeur du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), puis délégué général à la recherche scientifique et technique en juillet 1972, avant d'être nommé, le 30 juin 1976, président du CNES.]

Ses travaux de recherche ont porté sur la cristallographie, la physique des corps solides et la minéralogie.

ENVIRONNEMENT

● **SAUVER LES PHOQUES.** — La Fondation Green Peace, qui doit s'opposer au massacre des phoques au Canada, a indiqué à Paris que vingt-cinq volontaires seraient déposés sur la banquise par des hélicoptères, pour s'interposer entre les phoques et les chasseurs norvégiens arrivés en bateau, à partir du 12 mars. M. Roméo Leblanc, ministre canadien des pêches, est, selon les déclarations des phoques, décidé à faire « protéger » les chasseurs par l'armée. Green Peace, appuyée par les Amis de la Terre, proteste contre l'augmentation des quotas de capture : tant quatre-vingt-cinq mille phoques doivent être tués cette année (le Monde du 12 février). Les volontaires de Green Peace coordonneront leur action avec l'écologiste suisse Frans Weber, qui sera également sur les lieux.

Après dix-huit jours dans l'espace SOYOUZ-24 A REGAGNÉ LA TERRE

Une expérience réalisée le lundi 21 février pour remplacer partiellement l'air de la station orbitale a été présentée par la presse soviétique comme une grande première : cette opération n'était pas indispensable à la survie des cosmonautes, puisque l'air de la station est constamment recyclé.

En fait, il semble que la courte mission de Victor Gorbalko et Youri Glazkov avait, notamment, pour but de tester la station orbitale Salout-5, qui, lancée le 22 juin 1976, avait reçu une série de perfectionnements et d'équipements nouveaux, et ce, dans l'optique de vols de plus longue durée, en attendant l'envoi dans l'espace de véritables plate-formes de travail habitées.

Les deux cosmonautes soviétiques qui avaient rejoint, le 8 février dernier, la station orbitale Salout-5, ont regagné la Terre vendredi 25 février à bord de leur vaisseau spatial Soyouz-24 (nos dernières éditions du 26 février). Victor Gorbalko et Youri Glazkov, qui étaient partis le 7 février de la base de Baïkonour, ont atterri sans encombre dans le Kazakhstan.

Leur séjour relativement bref dans l'espace, dix-huit jours au total, aura permis au deux cosmonautes de continuer des missions entreprises par les dernières expéditions spatiales soviétiques : observation de la Terre, relevés photographiques, expériences sur la croissance de cristaux en état d'apesanteur, comportement de liquides.



1.565 cm³ - 9 CV - 55 ch DIN à 5.000 tr/mn - 7,1 l, 10,1 l, 10,3 l. Les indications de consommation sont établies à vitesse stabilisée à 90 km/h, 120 km/h et sur essai de type urbain.

Tout ce que l'on attend d'une voiture à l'heure actuelle, la Renault 16 vous le propose depuis toujours. En matière d'équipement, de tenue de route, de sécurité et surtout d'économie, la Renault 16 a donné le ton aux grandes routières modernes. Avec le mérite d'avoir été la première et grâce à des perfectionnements constants, de le rester. La Renault 16 TL version 77 est encore un véritable exemple automobile.

RENAULT 16 TL
Renault préconise elf

(Prix clés en main au 01/01/77)

100

D'UNE REGION A L'AUTRE

La « nouvelle donne » de l'aménagement du territoire

(Suite de la première page)

Montée des enjeux d'une part, aggravation des difficultés de l'autre, telles sont les deux évolutions parallèles qui, en matière d'aménagement du territoire, déterminent la nouvelle donne.

Le VII^e Plan marque la troisième génération de l'aménagement du territoire. La première génération date des années cinquante. Elle était définie comme la recherche, dans le cadre géographique national, d'une meilleure répartition des hommes et des activités, en fonction des ressources naturelles.

La deuxième génération de l'aménagement du territoire s'est définie comme une politique économique tendant à faire correspondre l'activité et la population locale et régionale avec les possibilités d'emploi et les besoins économiques de chaque région.

L'ambition s'étend. Il ne s'agit plus seulement d'adapter les activités aux ressources naturelles, mais aussi de satisfaire les besoins de chaque région. A noter toutefois que la finalité d'une telle politique demeure strictement nationale.

Un luxe pour périodes fortes

Littérature que tout cela ? Beaucoup le croient encore. Je passe sur les économistes qui se refusent à regarder les choses autrement qu'à travers leurs agrégats macro-économiques. Je passe sur les futurologues qui s'obstinent à décrire le scénario d'un avenir inacceptable à force d'être concentrationnaire. Plus forte parait, a priori, l'objection de ceux qui voient de la « nouvelle donne » du territoire un luxe réservé aux périodes fastes.

Il y a certes quelque chose de juste dans leur position : la revendication d'aménagement du territoire est avant tout, et plus encore dans le temps de crise que nous traversons, une revendication d'emploi ; or le nombre de créations d'emplois dépend du premier chef du rythme de la croissance globale.

Précisément, le temps est passé où il suffisait, pour nourrir le développement, d'employer et de l'emploi, d'offrir n'importe où n'importe quels postes de travail.

Concrètement, la concurrence internationale — notamment celle des pays du tiers-monde et des pays de l'Est — condamne, à terme plus ou moins long, les entreprises qui ne font que rémunérer d'une main-d'œuvre employée à faire un travail de type répétitif et parcellaire.

Or, de plus en plus, les entreprises recourent à l'externalisation, à la sous-traitance, à la main-d'œuvre immigrée, qui tend à se concentrer dans les plus grandes agglomérations. Trois chiffres doivent, à cet égard être cités : sur cent emplois nouveaux créés dans l'industrie entre 1968

Aujourd'hui, le VII^e Plan marque la troisième étape de cette évolution. L'une de ses formules-clés est : « Les Français chez eux ». Cette nouvelle approche ne remet pas en cause l'exigence de mobilité qui est essentielle à toute économie dynamique. Elle suppose au contraire que soient facilitées la mobilité professionnelle et la mobilité géographique, soit à l'intérieur des régions, soit à partir de certaines grandes concentrations de banlieues qui sont rassemblées comme des repoussoirs.

Ce désir nouveau d'enraciner son identité personnelle et sociale au sein d'une réalité historique et géographique qui correspond à un changement profond de la sensibilité contemporaine se retrouve dans la plupart des nations industrialisées. Au cours de la même année, la Suède et les États-Unis viennent à décrire la même situation de crise. Ce n'est pas un hasard. L'observateur averti que le plus grand succès de la télévision américaine a été la série des « racines », qui retrace la vie d'une famille noire depuis sept générations.

Les orientations essentielles

Or, le moins qu'on puisse dire est que notre pays ne saurait, dans ce domaine, se prévaloir d'une tradition d'exemplarité.

Autrement dit, la difficulté tenait au fait que la grande majorité des emplois tertiaires sont des emplois géographiquement liés :

- soit à la population (commerces, services de santé, etc.) ; leur nombre dépend essentiellement de sa densité et de son pouvoir d'achat ;
- soit à la localisation des fonctions politiques et administratives qui jouent un rôle particulièrement important en France ;
- soit aux entreprises (services financiers, services de conseil juridique, commerciaux ou techniques).

Ces derniers types de fonctions et d'activités doivent être développés partout dans les villes de province. La difficulté principale provient de ce que le tertiaire produit, en outre, pour l'essentiel, un accompagnement de l'industrie.

De là résulte le principe le plus fondamental de l'aménagement du territoire : en dépit des obstacles, nous n'avons pas le droit de renoncer à l'industrialisation des régions défavorisées.

Quatre orientations essentielles peuvent donc être retenues pour l'avenir :

- 1. Dans le domaine industriel, il s'agit de compenser la réduction de la croissance globale des emplois par une décentralisation plus intensive des zones prioritaires, d'industries créatrices d'emplois adaptés aux qualifications de la population locale ;
- 2. Dans le secteur tertiaire, il appartient en première ligne à l'Etat de donner l'exemple en transférant des emplois et des centres de décisions qui dépendent de lui, notamment au profit des agglomérations victimes de licenciements ;
- 3. Sur un plan plus général, la politique d'aménagement du territoire doit devenir plus que jamais une action interministérielle mobilisant l'ensemble des services de l'Etat ;
- 4. Enfin, les zones les plus menacées de dépeuplement, les zones rurales déjà les plus faibles, devront faire l'objet d'une attention particulière.

Sur chacun de ces quatre

points, l'effort devra être fortement intensifié et diversifié.

Intensifié, ne serait-ce que pour maintenir les résultats au niveau atteint dans le passé ; outre la rigueur des tests et le jeu naturel des forces économiques, toutes les habitudes, toutes les pesanteurs vont à l'encontre de l'aménagement du territoire.

Diversifié, en tenant compte de l'originalité des différentes régions qui ont commencé à montrer qu'elles peuvent, dans le cadre de la loi de 1972, couvrir efficacement sans prendre des risques économiques étrangers à leur vocation.

Ainsi la grande idée d'aménagement du territoire, née de l'insolite du peuple et non du cerveau des théoriciens, prend aujourd'hui la forme adulte d'une volonté plus populaire que jamais. Cette volonté peut s'appuyer sur le réseau des recherches économiques les plus avancées : le commissariat général du Plan a étudié l'incidence des facteurs spatiaux sur le développement économique national. Les simulations effectuées grâce à ce modèle indiquent notamment que l'aménagement du territoire ne concerne pas seulement la répartition spatiale des ressources ; il peut nourrir la croissance du pays et la renforcer.

A l'inverse, une augmentation à moyen terme de la part des investissements industriels dans la région parisienne aurait tendance à réduire la croissance globale de la France, à dégrader la situation des finances publiques, à aggraver le chômage total et, enfin, à déséquilibrer la balance commerciale par suite d'une accélération de la hausse des prix.

Voilà bien tout ce qu'il faut éviter.

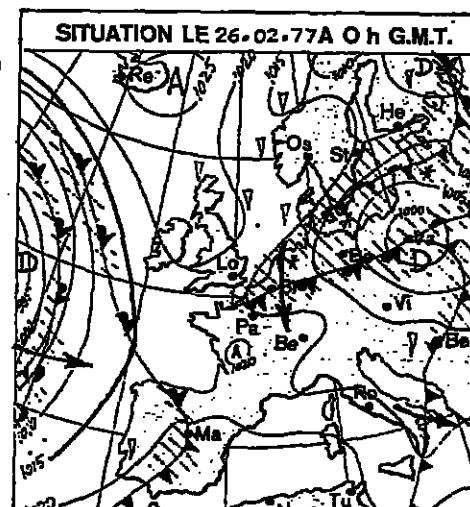
Nous vivons manuels de géographie disaient de la France qu'elle était le modèle de l'équilibre géographique. Cette idée, qui consistait à lui rendre cette qualité éminente au centre de l'entreprise générale de redressement à laquelle le nom de M. Raymond Barre commence à être attaché.

JEAN LECANUET.

(1) Economie et statistiques, janvier 1977.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 26 février à 12 heures et le dimanche 27 février à 12 heures :

L'influence des masses d'air plus froides et des directions variables selon les régions, seront modérées.

Samedi 26 février, à 7 heures, la pression atmosphérique sera au niveau de 1016,5 millibars, soit 762,4 millimètres de mercure.

La température de pointe sera comprise entre 10 et 14 degrés, le minimum enregistré au cours de la journée du 26 février, sera de 5 à 10 degrés.

Dimanche 27 février, il fera assez froid dans toute la France. Quelques gelées auront lieu dans le Nord-Est et le Bassin parisien. Il y aura des brouillards dans le Centre, le Bassin parisien et le Nord ; il se dissiperont assez rapidement vers la fin de la nuit et de la mer du Nord. Ailleurs, il y aura des averses de pluie ou de neige du Nord-Est au Massif Central et aux Alpes. L'après-midi, la température remontera de la Bretagne au Sud-Ouest et au Langue doc. Ailleurs, le rafraîchissement persistera toute la journée. Les nuages seront abondants en toutes régions, et des averses de pluies passagères se produiront, en particulier sur le Sud-Ouest et les régions montagneuses.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 26 février à 12 heures et le dimanche 27 février à 12 heures :

L'influence des masses d'air plus froides et des directions variables selon les régions, seront modérées.

Samedi 26 février, à 7 heures, la pression atmosphérique sera au niveau de 1016,5 millibars, soit 762,4 millimètres de mercure.

La température de pointe sera comprise entre 10 et 14 degrés, le minimum enregistré au cours de la journée du 26 février, sera de 5 à 10 degrés.

Dimanche 27 février, il fera assez froid dans toute la France. Quelques gelées auront lieu dans le Nord-Est et le Bassin parisien. Il y aura des brouillards dans le Centre, le Bassin parisien et le Nord ; il se dissiperont assez rapidement vers la fin de la nuit et de la mer du Nord. Ailleurs, il y aura des averses de pluie ou de neige du Nord-Est au Massif Central et aux Alpes. L'après-midi, la température remontera de la Bretagne au Sud-Ouest et au Langue doc. Ailleurs, le rafraîchissement persistera toute la journée. Les nuages seront abondants en toutes régions, et des averses de pluies passagères se produiront, en particulier sur le Sud-Ouest et les régions montagneuses.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1697

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Générateur d'astérisme ; Général d'armée à titre relevé ; II. Joueur du rôle primordial dans le royaume des airs ; III. Anti-que source de chaleur ; Eau cou-

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 28 février 1977 :

DES DECRETS

Modifiant le décret n° 72-887 du 23 septembre 1972 fixant le régime des indemnités allouées aux chefs des services économiques des établissements d'enseignement relevant du ministère de l'Éducation.

Modifiant le décret n° 50-1566 du 23 décembre 1950 relatif au régime de sécurité sociale du personnel de la Régie autonome des transports parisiens.

Ile-de-France

A Paris

L'abbaye de Saint-Germain-des-Prés nettoyée

Dans le cadre de l'aménagement des abords de Saint-Germain-des-Prés, entrepris d'abord par M. Robert Vassas, architecte en chef des monuments historiques, puis repris par M. Yves Boyer (le Monde du 8 juin 1974), la rue de l'Abbaye est actuellement l'objet de soins particuliers.

Il faut dire qu'elle en avait bien besoin. Ouverte en l'an VIII (1791) à travers les terrains du domaine abbatial vendus comme biens nationaux, la rue de l'Abbaye demeure une extraordinaire décoration historique, malgré quelques maisons, situées soit à l'extrémité de la rue, soit au milieu d'aspect encore plus contemporain.

Le côté impair, en revanche, subsiste tel qu'il était au début du XIX^e siècle avec son admirable palais abbatial construit en 1596 par le cardinal de Bourbon, puis restauré et agrandi en 1891 par le cardinal de Fauriel et qui va enfin retrouver la remarquable ordonnance de sa façade. Le rez-de-chaussée fait disparaître des plaques de stuc.

plus de soixante ans derrière d'effrayants petits édifices, anciens « fourneaux économiques » (sortes de soupes populaires, affectés depuis plusieurs années à des services parasitaires. Ces constructions parasites risquent enfin d'être abattues et le palais ainsi que les deux maisons voisines portant les numéros 5 et 7 sont actuellement en voie de complète restauration.

C'est grâce à une subvention de la Ville de Paris (votée le 11 décembre 1975) et à la participation du secrétariat d'État à la culture que le palais classé monument historique, et qui appartient désormais à l'Institut catholique, a pu être remis en état. Il abritera, dès la fin des travaux, un centre d'études augustiniennes et un institut de pédagogie appliquée. En outre, une parcelle de terrain, qui n'est autre que l'ancien jardin intérieur de l'abbaye, a été acquise par la Ville pour être aménagée en un espace vert qui communiquera directement avec le jardin flanquant le chevet de l'Église, côté boulevard Saint-Germain.

ANDRÉE JACOB.

LIMOUSIN

Budget deux fois refusé. — Le conseil régional du Limousin, réuni le vendredi 25 février à Limoges, a repoussé, par 16 voix contre 7, le rapport sur les constructions scolaires. C'est la deuxième fois que l'assemblée, en ce domaine, a voté défavorablement, elle estime que les crédits alloués par le ministère de l'Éducation sont nettement insuffisants.

D'après la loi instituant les régions, après un deuxième refus du conseil régional, ce sont les

propositions faites par le préfet au nom de la commission administrative régionale qui sont applicables. — (Corresp.)

CORSE

Une société régionale d'aménagement. — M. Jean Matteoli, président des Charbonnages de France, vient d'être nommé président de la nouvelle société régionale d'aménagement et d'équipement de la Corse qui remplace l'ancienne Société pour l'équipement touristique de la Corse (SETCO).

Visites, conférences

LUNDI 28 FEVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, la basilique, Mme Philippe ; La basilique de Saint-Denis ; 15 h. 15, avenue Montaigne, Mme Legros ; Le Théâtre des Champs-Élysées ; 16 h. 15, Palais-Royal, place Colette, Mme Gervais ; Les passages dans le quartier du Palais-Royal ; 16 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 17 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 18 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 19 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 20 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 21 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 22 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 23 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 24 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 25 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 26 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 27 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 28 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 29 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 30 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 31 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 32 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 33 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 34 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 35 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 36 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 37 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 38 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 39 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 40 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 41 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 42 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 43 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 44 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 45 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 46 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 47 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 48 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 49 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 50 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 51 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 52 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 53 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 54 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 55 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 56 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 57 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 58 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 59 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 60 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 61 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 62 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 63 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 64 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 65 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 66 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 67 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 68 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 69 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 70 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 71 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 72 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 73 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 74 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 75 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 76 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 77 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 78 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 79 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 80 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 81 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 82 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 83 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 84 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 85 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 86 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 87 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 88 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 89 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 90 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 91 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 92 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 93 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 94 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 95 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 96 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 97 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 98 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 99 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 100 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 101 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 102 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 103 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 104 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 105 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 106 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 107 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 108 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 109 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 110 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 111 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 112 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 113 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 114 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 115 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 116 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 117 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 118 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 119 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 120 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 121 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 122 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 123 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 124 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 125 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 126 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 127 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 128 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 129 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 130 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 131 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 132 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 133 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 134 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 135 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 136 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 137 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 138 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 139 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 140 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 141 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 142 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 143 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 144 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 145 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 146 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 147 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 148 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 149 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 150 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 151 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 152 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 153 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 154 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 155 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 156 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 157 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 158 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 159 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 160 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 161 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 162 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 163 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 164 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 165 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 166 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 167 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 168 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 169 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 170 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 171 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 172 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 173 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 174 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 175 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 176 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 177 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 178 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 179 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 180 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 181 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 182 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 183 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 184 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 185 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 186 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 187 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 188 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 189 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 190 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 191 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 192 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 193 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 194 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 195 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 196 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 197 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 198 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 199 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 200 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 201 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 202 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 203 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 204 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 205 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 206 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 207 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 208 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 209 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 210 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 211 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 212 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 213 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 214 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 215 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 216 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 217 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 218 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 219 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 220 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 221 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 222 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 223 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 224 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 225 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 226 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 227 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 228 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 229 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 230 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 231 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 232 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 233 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 234 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 235 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 236 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 237 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 238 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 239 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 240 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 241 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 242 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 243 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 244 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 245 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 246 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 247 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 248 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 249 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 250 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 251 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 252 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 253 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 254 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 255 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 256 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 257 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 258 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 259 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 260 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 261 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 262 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 263 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 264 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 265 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 266 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 267 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 268 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 269 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 270 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 271 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 272 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 273 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 274 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 275 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 276 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 277 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 278 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 279 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 280 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 281 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 282 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 283 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 284 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 285 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 286 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 287 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 288 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 289 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 290 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 291 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 292 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 293 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 294 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 295 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 296 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 297 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 298 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 299 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 300 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 301 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 302 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 303 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 304 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 305 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 306 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 307 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 308 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 309 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 310 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 311 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 312 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 313 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 314 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 315 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 316 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 317 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 318 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 319 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 320 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 321 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 322 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 323 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 324 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 325 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 326 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 327 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 328 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 329 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 330 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 331 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 332 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 333 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 334 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 335 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 336 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 337 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 338 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 339 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 340 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 341 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 342 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 343 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 344 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 345 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 346 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 347 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 348 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 349 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 350 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 351 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 352 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 353 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 354 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 355 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 356 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 357 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 358 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 359 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 360 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 361 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 362 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 363 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 364 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 365 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 366 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 367 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 368 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 369 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 370 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 371 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 372 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 373 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 374 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 375 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 376 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 377 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 378 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 379 h. 15, rue de Valenciennes, Mme Pennec ; 380 h. 15,

CARNET

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EMPLOI

CHOMAGE PARTIEL : AMÉLIORATION DE L'INDEMNISATION

(Suite de la première page)

Restent en vigueur les accords plus avantageux conclus dans des branches industrielles : le textile naturel et artificiel, la chimie, le verre, etc. (100 l'indemnisation porte sur environ 80 % du salaire perdu) et dans certaines entreprises (chez Renault ou chez Peugeot, le fonds d'égalisation des ressources garantit 70 à 80 % du salaire perdu même au-dessus de 40 heures).

CONFLITS

Après une décision du tribunal de Bordeaux

LA POLICE INTERVIENT DE NUIT DANS UNE USINE

La police a effectué une opération-déclat, dans la nuit du 25 au 26 février, aux anciens établissements Saint-Joseph à Gradignan (Gironde). Il s'agit, nous indique notre correspondant à Bordeaux, de récupérer un stock de marchandises (matières premières et vêtements) de la marque « Archimède », que le personnel de l'usine occupée avait empêché d'enlever à deux reprises. Le 21 février, le tribunal de grande instance de Bordeaux avait autorisé M. Gros, acquéreur de la marque « Archimède », à récupérer ce stock. D'autre part, le tribunal des référés de Nîmes a ordonné le 25 février, l'évacuation immédiate, des locaux de la construction d'un chantier public, de l'usine Saint-Gobain (produits verriers) à Beaulieu (Gard), occupée depuis le 21 février par trente-cinq des cinquante ouvriers.

A Dunkerque, le tribunal des référés a ordonné, vendredi, la dispersion des pickets de grève sur le chantier de la centrale nucléaire de Gravelines (Nord). A la demande d'une quarantaine d'entreprises qui avaient invoqué l'atteinte à la liberté du travail et l'entrave à la construction d'un chantier d'intérêt national, les grévistes réclamaient une prime de déplacement d'une heure pour leur travail. Mercredi 23, des incidents étaient survenus entre grévistes et non-grévistes.

FISCALITÉ

Impôts

DERNIER DÉLAI POUR LES DÉCLARATIONS : JEUDI 3 MARS

Les déclarations de revenus de l'année 1976 devront être envoyées aux services fiscaux le jeudi 3 mars au plus tard. En ce qui concerne les médecins conventionnés, le délai supplémentaire accordé expire le 21 mars.

Le Monde a publié dans son numéro daté 29-31 février les conseils utiles à la rédaction de ces déclarations et au calcul de l'impôt qu'elles entraînent.

● **ERRATUM.** — Dans notre numéro daté des 20-21 février, la page 35 consacrée au calcul de l'impôt sur le revenu contenait une erreur. Sous le tableau intitulé : « le volon qu'on fait », il était indiqué : « lorsque chacun des époux est invalide, il y a lieu de majorer de 0,5 % par part les chiffres ». Il fallait lire : « il y a lieu de majorer de 0,5 % par part ». Une coquille typographique s'est glissée dans l'information concernant la déclaration des revenus des médecins conventionnés (le Monde daté 20). Le délai supplémentaire qui leur est accordé par le fisc pour la déclaration de leurs revenus expire le 31 mars et non le 31 mars comme il était indiqué par erreur page 34.

ATTENTION ! 4 JOURS SEULEMENT

les 25, 26, 27 et 28 février 1977 de 10 h. à 20 h.

à l'HOTEL SOFTEL de PARIS

Porte de Sèvres
Solon Aubusson - Rez-de-ch.

UNE EXCEPTIONNELLE EXPOSITION D'ART DE LA CHINE ET DU JAPON IVOIRES ET PIERRES DURES SCULPTES

IMPORTANTE COLLECTION DE TAPIS PRÉCIEUX

SIDÉRURGIE

La C.G.C. demande au gouvernement des négociations immédiates

Répondant à la lettre que M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, et Beullac, ministre du Travail, ont adressée aux dirigeants patronaux et aux responsables syndicaux pour souhaiter l'ouverture rapide de négociations dans la sidérurgie (notre dernière édition datée 26 février), M. Marchelli, président de la Fédération de la métallurgie C.G.C., a indiqué aux deux ministres qu'il avait demandé à M. Cantenot, président de l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.), de négocier avec la C.G.C. la fermeture de négociations au niveau national. « Mais, souligne M. Marchelli, l'attente de votre part des informations plus précises ».

M. d'Ornano et Beullac avaient notamment écrit : « Ce programme de modernisation, qui doit passer avant 1980 la sidérurgie française à un niveau de productivité comparable à celui de ses concurrents européens les plus avancés, entraînera inévitablement des suppressions de postes de travail. Le gouvernement souhaite que des dispositions contractuelles soient prises afin d'atténuer les conséquences sociales de ce programme et pour réduire le nombre des licenciements qui en résulteront. Le gouvernement invite en conséquence les organisations professionnelles et syndicales à convenir paritaire, dans le cadre qui leur paraîtra le plus approprié, des modalités de ces réductions d'effectifs, ainsi que des procédures de reclassement qui pourraient être appliquées. (...) Devant la gravité de la situation ».

RECTIFICATIF. — Une coquille dans l'article de Pierre Drouin : « Le bon bout ? » (le Monde du 26 février) a rendu incompréhensible une phrase de la page 31. Il fallait lire : « L'effet déflationniste, nous le supposons déjà, et combien, depuis la fin de 1973 (et non nous le supposons) ».

PRIX

LA C.F.D.T. : LES « ARTIFICES » N'EMPECHENT PAS L'ÉCONOMIE D'ÊTRE EN PÉRIL

La C.F.D.T. a commenté assez sévèrement le résultat de l'indice officiel des prix en janvier (0,3 %). « Le ralentissement actuel de l'indice INSEE, obtenu au moyen d'artifices, voire de manipulations, ne sera d'ailleurs que momentané en l'absence de mesures d'aiguillage aux causes structurelles de l'inflation », estime la C.F.D.T. « Les résultats du plan d'austérité Giscard-Barre étaient prévisibles, assure-t-elle. Un niveau de chômage record et qui ne s'accroît pas, la stagnation de la production, le blocage du pouvoir d'achat et le développement des inégalités, une partie du potentiel industriel liquidé, un déficit croissant du commerce extérieur, une monnaie menacée. L'économie du pays et son avenir sont ainsi mis en péril ».

LES COOPÉRATEURS DE LORRAINE CONDAMNÉS POUR HAUSSE ILICITE

(De notre correspondant.)
Nancy. — Pour « non-respect du plan Dore », les coopérateurs de Lorraine ont été condamnés, vendredi 25 février, par le tribunal de grande instance de Nancy, à la fermeture, durant sept jours, de dix-huit de leurs magasins — dont deux hypermarchés et quatre supermarchés — à 80 000 francs d'amende, à la publication du jugement dans les journaux régionaux de Lorraine et de Franche-Comté et à son affichage pendant un mois à la direction générale de Nancy et dans les dix-huit magasins concernés. La direction des coopérateurs de Lorraine, qui a annoncé son intention de faire appel de la décision du tribunal — elle sera donc suspensive — estime que le manque à gagner de la société pendant une semaine représentera 4,5 millions de francs.

BATIMENT

« FREINAGE PROBABLE » EN 1977 ESTIMENT LES PROFESSIONNELS

Les professionnels du bâtiment prévoient un « freinage probable » en 1977. Selon les études réalisées par le service économique de la Fédération nationale du bâtiment, un fléchissement global de 2 % serait enregistré pour l'ensemble des secteurs : — 4 % pour le logement public ; sans changement pour le secteur privé ; + 6 % pour les entreprises nationales. Les travaux d'amélioration et d'entretien des logements pourraient de leur côté progresser de 2 %. En 1976, l'activité a fléchi de 3 %, l'emploi de 2 % dans le gros œuvre et de 1 % dans le second œuvre, les mises en chantier de 5 %, la hausse étant particulièrement forte dans le secteur collectif (+ 13 %). Les salaires enfin ont globalement progressé de 18 %.

M. Giscard d'Estaing recevra le 3 mars les responsables des fédérations du logement.



Ford Fiesta 5cv. Une petite sûre et solide.

Ford Fiesta, 5 CV, traction avant, moteur transversal, 3,56 m. Voilà la Concurrente : une petite voiture étonnante.

Une petite sûre.
Traction avant, très large voie (la plus large de sa catégorie), double circuit de freinage (à disques à l'avant). Enrouleurs pour les ceintures de sécurité. Déport au sol négatif pour freiner en ligne. L'habitacle est en acier renforcé, le réservoir est bien protégé. Et les pneus sont à carcasse radiale. Roulez tranquille.

Une petite solide. Accélérez, rétrogradez, allez-y franchement. Le moteur transversal de 957 cm³ est à toute épreuve (c'est un Ford). Et il ne craint pas les hauts régimes. Car la boîte 4 vitesses, fabriquée à Bordeaux, est souple et précise. Pour la carrosserie, on a pris des tôles épaisses, traitées anti-corrosion. C'est du costaud.



Une petite confortable. Spacieuse : 4 vraies places. Petit levier de vitesses au plancher. Coffre qui atteint 1205 dm³, banquettes arrière rabattues. Le hayon se soulève d'un doigt (il a 2 amortisseurs à gaz). **17.900 F** Cils en main. Prix au 1.1.77.

Une petite économique. 17.900 F clés en main (prix au 1.1.77). 5,6 l aux 100 à 90 km/h* Essence ordinaire pour la Spéciale (5 CV). Embrayage et freins auto-ajustables. Châssis et boîte lubrifiés à vie. Bref, l'entretien se fait tous les 10 000 km seulement (la révision des 2 500 km est gratuite). Garantie totale d'un an (pièces et main-d'œuvre), kilométrage illimité. * 8,2 l à 120 km/h (vitesses stabilisées), 7,9 l en ville, normes UTAC.

Il existe 4 Ford Fiesta (moteurs 5 et 6 CV) : Spéciale, Luxe, "S" et Ghia. Allez l'essayer chez un des 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford en France.

La Concurrente. Ford Fiesta 5cv.

Légendaire robustesse et sécurité.



مكتبة من الأصل

000435 - 4.2.77

DANS CE NUMÉRO
UN SECOND DOSSIER :

LES RELATIONS DU TRAVAIL

N° 38
2 F 50

FÉVRIER 1977
Directeur :
JACQUES FAUVET
Fondateur :
HUBERT
BEUVE-MERY
5, rue des Italiens,
75427 PARIS
CEDEX 09
Tél. : 246-72-23

Le Monde

dossiers et documents

LES COMMUNES

LES collectivités locales de la fin de 1977 — au premier rang desquelles les communes — présenteront à coup sûr des différences notables avec celles de ce début d'année. Le président de la République, en écrivant personnellement à tous les maires de France le 30 décembre dernier, a dit que les communes étaient les « racines de la démocratie », qu'il fallait, « dans l'intérêt supérieur de la France », leur transférer des pouvoirs et des ressources et qu'un « projet de loi fondamental » serait élaboré puis soumis au Parlement.

Autre point fort — et non des moindres — de l'année : les conseils municipaux seront renouvelés dans quelques semaines. Des hommes et des femmes nouveaux obtiendront des mandats. A cette occasion, la politique de l'urbanisme, du logement, des transports, de l'emploi, de la culture et des loisirs, mais aussi le « style de gouvernement » des équipes en place, leur capacité à pratiquer avec leurs concitoyens la démocratie « participative » seront mis à l'épreuve. Dans plusieurs villes, les majorités politiques seront infléchies, voire renversées.

Enfin Paris sortira du régime d'exception qui est le sien depuis un siècle et deviendra une ville comme les autres, où la bataille électorale, toutefois, s'annonce particulièrement vive.

Les communes peuvent-elles être, comme le souhaite le président de la République, « ce lieu privilégié pour l'exercice concret de la démocratie, en permettant une authentique administration des Français par eux-mêmes » ? M. Giscard d'Estaing ne se heurtera-t-il pas à des oppositions de tous ordres, politiques, techniques et sociologiques, en proposant un tel objectif où, paradoxalement, « l'individualisme » et les idées d'« auto-gestion » se trouvent quelque peu mêlés ?

Si les problèmes financiers ne sont pas la première place dans les préoccupations immédiates des maires, dont les budgets d'équipement, et surtout de fonctionnement, sont de moins en moins faciles à contrôler, la question essentielle est de savoir dans quelle mesure l'Etat acceptera de se dessaisir de certaines responsabilités au profit des communes. Affaire régulièrement remise sur le métier des commissions de réforme et qui, jamais, n'a donné de résultats satisfaisants, car les solutions proposées n'ont été que partielles.

Il est évident qu'on ne peut déléguer des droits et des devoirs qu'à des institutions qui ont les capacités financières, matérielles et techniques pour exercer correctement des responsabilités supplémentaires. La légitimité démocratique, dans la société actuelle, ne suffit plus. Il faut la coupler avec une compétence et un pouvoir de contrôle et de proposition incontestés.

La question se complique du fait que l'organisation administrative française superpose quatre niveaux : l'Etat et la commune, mais aussi le département et la région. Si l'on veut conforter la (trouée) région, il faut la « nourrir » avec certains pouvoirs exercés précédemment par l'Etat et par la commune. Comme il n'est pas question de laisser dépérir le département, ni non plus les neuf communautés urbaines, les responsables des réformes risquent vite de se retrouver en face de la quadrature du cercle.

Décentraliser, répartir, déléguer sont des objectifs essentiels, à condition de ne pas aboutir à une multiplication des échelons et des doubles emplois. D'autant qu'il serait irrationnel et dangereux de prétendre battre en brèche le rôle d'arbitre ultime de l'Etat. Comment imaginer que les communes les plus pauvres — celles qui sont menacées par l'exode rural notamment — puissent résister au déclin si l'Etat, au nom de la solidarité nationale, ne les soutient pas davantage que les villes riches ?

Un autre débat qu'il faudra bien ouvrir est de savoir si cette solidarité est plus effective et plus vivante lorsqu'elle est organisée au niveau départemental et régional plutôt que par l'Etat lui-même.

FRANÇOIS GROSCHARD.

ÉCONOMIE

SOMMAIRE

- PAGE 1 :
● Un ensemble disparate.
● Les élus.
- PAGE 2 :
LE MAIRE A L'OUVRAGE :
● Un art difficile.
● Associer les citoyens.
- PAGE 3 :
LES BATAILLES A LIVRER :
● Préserver le cadre de vie.
● Vent de réformes pour les ressources.
- PAGE 4 :
LES REFORMES :
● Humaniser la commune.
● La loi foncière.

36300 COMMUNES

UN ENSEMBLE DISPARATE

La double loi électorale

Le système électoral actuellement en vigueur pour l'élection des conseils municipaux, modifié par la loi votée le 18 juin 1964, a été appliqué aux consultations de 1965 et 1971. Il se présente ainsi :

I. — DANS LES VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS

L'élection se déroule au scrutin majoritaire de liste à deux tours, avec votes et listes « bloquées ».

● Au premier tour, si une liste obtient la majorité absolue et le quart des voix des électeurs inscrits, elle est élue en entier. Sinon, il y a ballottage.

● Au second tour, la liste élue sera celle qui aura obtenu la majorité relative des suffrages exprimés, sans autre condition. Elle sera alors élue en entier.

Pour les électeurs de ces villes :

● Le panachage et le vote préférentiel sont désormais interdits. On ne peut voter que pour une liste entière, sans substituer, retrancher ou ajouter aucun nom.

Toute modification entraîne l'annulation du bulletin, au même titre qu'une tache, une inscription quelconque, une surcharge. Les votes sont « bloqués ».

Pour les candidats de ces villes :

● Sont seules admises à participer au second tour les listes qui ont obtenu au premier tour 12,5 % au moins des suffrages exprimés.

● Les fusions de listes et les candidatures nouvelles sont interdites entre les deux tours.

Les listes admises au second tour ne pourront que se maintenir dans la même composition qu'au premier tour ou se retirer totalement de la compétition. Les listes sont « bloquées ».

II. — DANS LES COMMUNES DE 30 000 HABITANTS OU MOINS

L'élection se déroule au scrutin majoritaire plurinominal à deux tours, avec possibilité de panachage, de vote préférentiel, de fusions de liste et de nouvelles candidatures.

● Au premier tour sont proclamés élus les candidats (et non plus les listes entières) qui ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et le quart des voix des électeurs inscrits.

Ces élus peuvent provenir de plusieurs listes (puisque le panachage est autorisé) ; ils ne sont pas obligatoirement élus dans l'ordre de présentation des candidats sur les listes (puisque le vote préférentiel est admis).

Les sièges non pourvus sont déclarés en ballottage.

● Au second tour, les sièges en ballottage, qui n'avaient donc pas été pourvus au premier tour, sont attribués à la majorité relative au candidat qui obtient le plus de voix.

Pour les électeurs de ces communes :

● Le panachage est admis aux deux tours. Il permet de voter simultanément pour des candidats figurant sur plusieurs listes, à condition que le nombre de noms retenus ne soit pas supérieur au

nombre de sièges à pourvoir (mais il peut être inférieur).

● Le vote préférentiel, également autorisé aux deux tours, consiste à modifier, sur la ou les listes choisies, l'ordre de présentation des candidats.

● Dans les communes de 2 500 habitants et moins, les candidatures isolées sont admises.

Pour les candidats de ces communes :

● Les fusions de listes sont autorisées entre les deux tours. Les candidats qui s'étaient présentés sur des listes distinctes au premier tour peuvent se réunir pour constituer une liste unique au second tour, à condition que celle-ci comporte autant de noms qu'il reste de sièges à pourvoir.

● Les candidatures nouvelles sont sur des listes déjà présentées au premier tour, soit sur des listes communales, soit sur des listes qui n'étaient pas sur les rangs, soit admises au scrutin de ballottage.

(4 avril 1975.)

LES ÉLUS

Qui sont-ils ?

Le nombre des maires et des conseillers municipaux est à la mesure du nombre des communes. Il y a en France plus de cinq cent mille maires et conseillers municipaux dont près des trois cinquièmes représentent des communes de moins de cinq cents habitants, soit six millions de Français. Par contre, les douze millions de Français qui habitent les villes de plus de cent mille habitants (0,1 % des communes) ne sont guère représentés que par environ mille cinq cents élus.

Un autre fait est celui de la répartition socio-professionnelle et par âge des maires. Les ouvriers (37 % de la population) ne représentent que 4 % des maires. Les maires qui proviennent des professions libérales sont deux fois plus nombreux que les maires ouvriers, mais les retraités comptent plus de 25 % des maires de ce pays. Le déséquilibre est encore plus marqué si l'on révèle de même ampleur. Plus de 64 % des maires ont plus de cinquante ans, tandis que 26 % seulement de la population a plus de cinquante ans.

Il faut enfin rappeler que les maires des villes de plus de quatre-vingt mille habitants sont pratiquement tous des parlementaires.

Le problème posé est alors celui du choix donné à l'électeur selon qu'il vote pour son maire ou pour son député. S'il élit un maire, il en fera vraisemblablement un député, et si son maire est battu, il perdra sans doute sa représentation.

Il est admis que les tâches d'un maire d'une commune de vingt mille habitants demandent un travail à temps complet. Comment donc un maire qui est parlementaire, et qui, de plus, est souvent président d'une communauté urbaine, membre d'un conseil général ou d'un conseil régional, ou des deux à la fois, peut-il exercer des fonctions au

trement qu'en les déléguant soit à des adjoints soit à des fonctionnaires ?

La rémunération des maires est intimement liée au problème du non-cumul des mandats. Le maire

Les femmes

La Fédération mondiale des villes jumelées a entrepris une enquête, en France, sur les femmes maires. Selon les résultats de cette enquête à laquelle ont répondu principalement des maires de communes de cent à mille habitants, — 75 % des femmes maires ont plus de cinquante ans. Plus de la moitié d'entre elles sont sans profession. Parmi celles qui ont un métier, 17 % sont enseignantes, 15 % commerçantes, 23 % secrétaires, employées, assistantes sociales, 31 % retraitées, 16 % exercent des professions libérales, 37 % sont célibataires ou veuves sans enfants.

(25 avril 1975.)

(En juillet 1975 (dernières statistiques disponibles) il y avait 718 femmes maires.)

d'une commune de cent cinquante mille habitants perçoit une indemnité de 4 500 F, alors que ses obligations et responsabilités sont au moins celles d'un parlementaire, dont la rémunération est environ quatre fois la sienne. Il est clair que, dans ces conditions, sont privilégiés, soit ceux qui peuvent sacrifier leur temps sans avoir de problèmes de revenus, soit ceux dont les revenus sont suffisants, c'est-à-dire ceux qui appartiennent aux classes sociales aisées ou les retraités.

DANIEL HYMANS.

(Libre opinion.)

(6 novembre 1976.)

Des chiffres

En juillet 1975 (dernières statistiques disponibles) il y avait 718 femmes maires.

Selon la taille des communes, le nombre des conseillers municipaux varie de 9 (villages de 100 habitants et moins) à 49 (villes de plus de 300 000 habitants).

Paris compte 90 conseillers. Ceux-ci seront 109 conformément à la réforme du statut de Paris qui entrera en vigueur après les municipales.

Il y avait en 1975 39 communes de plus de 100 000 habitants et 996 de moins de 50 sur un total de 36 304. C'est dans la tranche 100-200 habitants que le nombre de communes est le plus élevé (7 204).

Selon le rapport Guichard sur les collectivités locales, 84 dé-

putés et 46 sénateurs sont aussi maires.

Le recensement général de la population de 1975 compte mille six cent quarante et une agglomérations, groupant quatre mille quatre cent cinquante-neuf communes (12 % des communes). Leur population s'élève, au total, à 38,4 millions d'habitants, soit 73 % de la population française totale (76 % en 1968).

Si les villes croissent aujourd'hui, c'est de plus en plus par leur banlieue. Dans les centres, on enregistre un déficit de population (Bordeaux : — 16 %, Lyon : — 14 %, Paris : — 11 %, Lille : — 10 %) alors que dans les banlieues on constate de véritables explosions démographiques : + 29 % à Toulouse ; + 28 % à Grenoble ; + 35 % à Nantes ; + 33 % à Marseille ; + 33 % à Nice.

LES HOMMES

P.-D. G.

L'histoire de M. Christian de Bortolillo, directeur des éditions Stock, résident secondaire à Neuilly (Seine-Martin), commune de quatre cent soixante habitants, conseiller municipal depuis 1965, maire depuis 1971, est en ce sens exemplaire.

« L'ancien maire, raconte-t-il, m'a demandé d'entrer au conseil municipal. Je me suis laissé tenter. Je voulais savoir comment vivait un village : d'autant que je me suis toujours intéressé à la vie publique. Sans doute n'y ai-je été élu maire parce que je suis une des « personnalités » de la commune, parce qu'on pensait que je serais un bon gestionnaire et que, par mes relations, je pourrais être utile. Je crois que je suis maintenant accepté, qu'on me fait confiance. De toute façon, sur un plan personnel, cette fonction, qui représente beaucoup de travail, est un enrichissement considérable, une approche de questions que ma vie professionnelle ne me permet pas d'aborder. »

Ces maires du dimanche, ces nouveaux notables, généralement élus sur des listes d'intérêt communal, se situent — ce qui renforce leur position — au-dessus des querelles locales, toujours aidés par des adjoints ou des secrétaires de mairie qui, la semaine, assurent une permanence et maintenant, par leur présence, une liaison entre le maire et ses administrés, trouvent souvent dans cette fonction une nouvelle justification à leur existence.

MICHEL SCHIFFRES.

(25 juin 1974.)

Médecin

Chirurgien réputé, d'humeur toujours égale, d'aspect timide et réservé, mais l'œil malin, le docteur Merigot est, à Véziers, estimé de tous. Avant la fin de la guerre, le général de Gaulle l'avait désigné pour présider le Comité de libération, car il était à la fois médecin des maquis F.F.I. et P.T.P. et n'appartenait à aucun parti. Depuis son installation dans l'ancienne abbaye bénédictine où est situé l'hôtel de ville, le docteur Merigot a non seulement conservé son style naturel de médecin rassurant, attentif et doux, mais il a guéri certains des maux dont souffrait cette ville.

A. PASSERON.

(13 février 1971.)

Les Dossiers et documents sont des publications à but pédagogique. Ils sont constitués d'articles déjà publiés dans Le Monde et ses diverses publications.

Dossier réalisé par le département Éducation, le service Équipes régionales et la documentation du « Monde », avec la collaboration de Mme Marie-Christine Ferrandon et de Mlle Agnès Martin, professeurs au lycée Pierre-Marie-Curie de Versailles.

Coordination : Jean-Michel Croissant.

Camarade

La fièvre électorale est tombée, les rancœurs se sont apaisés, mais, un an après la consultation municipale, une certaine combativité demeure à Saint-Dizier. Le nouveau maire, M. Marius Cartier (communiste), sait se faire entendre et n'hésite pas à descendre dans la rue. Quatre haut-parleurs diffusent, du balcon d'une mairie III^e République, ses interventions aux séances du conseil municipal, et le premier magistrat se trouve volontiers au premier rang des manifestations publiques. (...)

Presque la soixantaine, soignée de sa personne, affable, « Marius », comme l'appellent tous ses concitoyens, a derrière lui une longue carrière politique qui l'a conduit au conseil général et à l'Assemblée nationale de 1945 à 1951. Il n'en est pas moins resté, assurément, un militant ouvrier. Chaque semaine, depuis la libération, il vend l'*Humanité*-*Dinancien* sur la place publique.

On ne s'est donc pas étonné de le trouver à la tête des cortèges d'ouvriers lors de la grève qui a paralysé l'entreprise Tréfilunion-Marnaval, en mai-juin 1971. On ne s'est pas étonné non plus de voir la municipalité s'occuper des conditions de logement des travailleurs, en majorité étrangers, ou voter des subventions aux grevistes de Tréfilunion-Marnaval et de Jardin-Billard.

HENRI PAILLARD.

(25 mars 1972.)

Manœuvre

Ce n'est pas à la mairie que l'on a le plus de chance de rencontrer M. Jean Demichel, maire d'Ambrugeat (Corrèze). Même en dehors de ses horaires de travail, il est manœuvre dans une entreprise voisine. — On le trouvera plutôt en train de poser un commutateur électrique dans le local tout proche de la colonie de vacances de La Courneuve ou en train de chercher partout un mason pour refaire un perron endommagé par un camion.

Cette dame m'a donné une parcelle de terrain pour aménager un tirage, alors je lui devais bien ça.

A peine deux cents habitants vivent effectivement dans la commune, répartis en quatre hameaux autour du bourg, mais 2 900 hectares : les difficultés de gestion que présente une commune comme celle d'Ambrugeat influencent à coup sûr le style même de la vie municipale et en premier lieu le combat électoral.

« Ici, dit M. Demichel, ce n'est pas du tout politique. C'est surtout un combat d'homme. » Mais le maire a tout de même une leçon à donner : il est communiste. Pour parler de l'équipe municipale précédente, dont il s'interdit de faire le procès, il précise simplement : « Ils étaient pour Quénelle, quoi. » Ces radicaux faisaient à leur façon des précurseurs : dès 1959, ils se divisaient entre centre et gauche. Les alliés des communistes l'emportèrent. Depuis, le conseil municipal comprend sept élus communistes, dont le maire, et quatre radicaux, et l'on reprend l'accord en remplaçant les morts au fil des années.

BERNARD BRIGOLEUX.

(12 septembre 1973.)

QUANT LA MORT D'AU MOINS VINGT PERSONNES
incendie ravage le plus grand hôtel de Moscou

(A.F.P.) — Selon les prévisions non officielles, au moins dix personnes ont péri dans un incendie qui a ravagé, vendredi 24 février, vers 21 heures, le plus grand hôtel de Moscou, le Rossia, situé au Kremlin.

La mort de deux personnes a été confirmée et des dizaines d'autres sont toujours portées disparues. On craint que des incendiaires aient été impliqués. Les responsables de l'incendie ont été arrêtés et les incendiaires ont été arrêtés.

L'incendie s'est déclaré à 21 heures, dans une aile de l'hôtel, qui a été incendié. Les incendiaires ont été arrêtés et les incendiaires ont été arrêtés.

Les incendiaires ont été arrêtés et les incendiaires ont été arrêtés.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Maury est pasteur à Paris, où il a été élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le pasteur Jacques Maury remplace M. Jean Courvoisier à la tête de la Fédération protestante de France

Le pasteur Jacques Maury, 45 ans, est élu à la tête de la Fédération protestante de France, remplaçant M. Jean Courvoisier, 70 ans, qui a démissionné.

Le Monde

dossiers et documents

LES RELATIONS DU TRAVAIL

« LES », les travailleurs, — passent presque la moitié de la journée en dehors de leur domicile pour se rendre à l'usine, au magasin ou au bureau et y occuper leur emploi. Patrons, cadres, agents de maîtrise, employés et ouvriers consacrent environ onze heures par jour, en trajet aller-retour et travail au service de l'entreprise, et les non-salariés consacrent à leur activité professionnelle une heure et huit minutes de plus que les salariés du secteur privé, une heure et demie de plus que ceux du secteur public. Tout le monde s'accorde pour reconnaître l'importance de l'entreprise dans la vie des Français et réclamer l'instauration d'une vie plus communautaire. Mais en dépit des discours et des programmes, le travail en usine ou au bureau demeure marqué par la conception classique d'une organisation très hiérarchisée et souvent autoritaire.

Pour le personnel ouvrier, la durée hebdomadaire a certes diminué ces dernières années — 43,8 heures en 1974 avant la crise économique (42,4 en octobre 1975) au lieu de 46,7 heures en 1967 — mais le temps passé dans les entreprises, même si l'on tient compte des congés divers, demeure en France plus long, au cours d'une année, que dans les autres pays européens.

Et les conditions de travail ? Des améliorations certaines ont été obtenues mais le tableau reste encore bien sombre. Réduction de la fatigue physique sans aucun doute mais aggravation de la fatigue nerveuse et maintien de la monotonie des tâches et, dans de nombreux secteurs, déqualification de certaines tâches. Un ouvrier sur sept est encore rémunéré au rendement ; 6 % des ouvriers, mais 25 % dans l'automobile, travaillent à la chaîne, et le nombre des salariés qui, par roulement, viennent à l'usine — le matin, l'après-midi, parfois la nuit (c'est-à-dire qui travaillent en équipe) — a cessé de croître, ces derniers temps, pour représenter

21,9 % des ouvriers en 1974 au lieu de 10,3 % en 1957. Quant aux tâches les plus pénibles, ce sont les jeunes, les femmes et surtout les immigrés (un million neuf cent mille salariés) qui les remplissent pour des salaires de très loin inférieurs à ceux des cadres et même inférieurs aux salaires des ouvriers de certains pays voisins. En revanche les salariés, en premier lieu les ouvriers et parmi eux très souvent les immigrés, payent un lourd tribut à la société puisque, chaque année, cent vingt mille d'entre eux sont victimes d'accidents graves ou mortels.

Pour obtenir des améliorations tant qualitatives que quantitatives, le monde du travail doit le plus souvent se battre. Même si le nombre des salariés affiliés à des syndicats est faible (environ 30 %), l'audience des confédérations est environ trois fois plus grande lors des élections professionnelles. Le nombre des conflits est loin d'être négligeable — près de quatre millions de journées perdues en raison de grèves en 1975 au lieu de soixante-dix mille en Allemagne mais quinze millions en Italie et cinquante-neuf millions en Grande-Bretagne.

Les tensions qui existent dans les entreprises s'exercent pas cependant une vie contractuelle. S'il est vrai que les discussions salariales dans les branches professionnelles portent le plus souvent sur les rémunérations minimales et non pas sur les salaires effectifs, de nombreux accords d'entreprises contiennent des clauses de maintien et parfois d'accroissement du pouvoir d'achat. Dans les aspects de la vie dans l'entreprise (congés, primes, retraites, formation, etc.) ont donné lieu aussi à d'importantes négociations. Aujourd'hui par les représentants de l'Etat, syndicats et patronat ont, ces vingt dernières années, signé de grands accords au niveau national et créé des organismes paritaires pour gérer des assurances complémentaires de retraite et de chômage, instituer le droit à la formation, généraliser la mensualisation, etc.

Très souvent les gouvernements qui ont préconisé ces discussions ont ensuite pris le relais en faisant voter de lois sur les mêmes sujets, pour étendre à tous les salariés les bénéfices acquis par voie contractuelle. Des essais bien timides, aux résultats assez maigres, ont été tentés pour instaurer l'actionnariat ou développer l'intéressement aux bénéfices. Récemment trois rapports d'experts, mandés par les pouvoirs publics, recommandent des réformes dans les domaines du travail en équipe (rapport Wisner), des rémunérations des ouvriers (rapport Giroudet) et dans celui, plus vaste et ambitieux, de la réforme des entreprises (rapport Sudreau). Le gouvernement Barre prépare des projets de loi qui devraient renforcer les droits des salariés : création d'un bilan social, mise en place dans certaines sociétés de la co-surveillance.

Le mouvement s'accroît-elle d'une source ? L'objectif ambigü des pouvoirs publics et du patronat est de marier des impératifs de productivité et de rentabilité aux impératifs d'amélioration de la vie sociale et communautaire. Face aux syndicats majoritaires C.G.T. et C.F.D.T., qui refusent toute collaboration ou co-gestion et maintiennent plus que jamais un comportement de lutte de classe, la majorité politique actuelle prêche la participation tout en rappelant que l'autorité du chef d'entreprise ne se divise pas et qu'il est hors de question de bouleverser les structures actuelles des sociétés industrielles et commerciales. Dans l'opposition, les partis approuvés par la C.G.T. et la C.F.D.T. réclament des réformes en profondeur soit par la nationalisation, soit par une démocratisation, voire par l'autogestion, soit par une démocratisation, qui offre à la fois des emplois, des biens et des services pour accroître le « gâteau » (la production), est l'enjeu d'une sévère bataille où l'économie cède le pas au politique.

JEAN-PIERRE DUMONT.

SOMMAIRE

PAGE 1 :

Les acteurs.

PAGES 2 et 3 :

La vie dans l'entreprise :

- l'embauche,
- les salaires et formation,
- les horaires,
- les conditions du travail,
- les accidents,
- les départs.

PAGE 4 :

Syndicats et comités d'entreprise :

- la représentation du personnel,
- la revendication.

Dossier réalisé par le département Éducation, le service économique et social et la documentation du « Monde », avec la collaboration de Mme Catherine Mercier, professeur au lycée de Sarcelles et Dominique Brunet, étudiante à l'université de Paris-IX.

Coordination : Jean-Michel Croissant.

Les Dossiers et documents sont des publications à but pédagogique. Ils sont constitués d'articles déjà parus dans le Monde et ses diverses publications.

LES ACTEURS

Du public au privé

Les chefs d'entreprise et leurs collaborateurs souffrent de l'incompréhension des fonctionnaires, il faut bien reconnaître qu'ils sont les choix de haute politique, ils sont dans le même monde. Il n'y a en France que cinq cent cinquante entreprises de plus de mille salariés. Mais elles représentent une part importante de l'investissement français, et la majorité de leurs patrons ont reçu le même genre de formation que leurs interlocuteurs de l'administration. Si d'ailleurs tel n'est pas le cas, ils ont bien soin de « se payer » l'arrogance idoine.

Citons, parmi d'autres, le cas de l'une des plus grandes entreprises françaises, la C.G.E., qui fait avec l'Etat la majorité de son chiffre d'affaires. Polytechnicien, ingénieur des Ponts, ancien directeur de cabinet d'un ancien ministre de l'Industrie, son P.-D. G. a pour homme de confiance un autre « X-Ponts », lui aussi ancien directeur de cabinet d'un ancien ministre de l'Industrie, et de surcroît frère d'un inspecteur des finances influent à la direction du Trésor. Le président des laboratoires les plus importants de ce groupe est un ancien ingénieur général responsable du service des transmissions à la délégation ministérielle à l'armement etc. Si l'on observe la carrière des « quatre mousquetaires » qui se

JACQUELINE GRAPIN.
(13 mars 1975.)

Malgré l'année de la femme

Une forte sous-qualification de la main-d'œuvre féminine, un chômage important, des salaires faibles, une espérance de vie plus longue, des tâches de plus en plus pénibles, et de lourdes charges supplémentaires, notamment pour les veuves et les divorcées, qui cumulent les difficultés : tels sont les principaux constats d'un sondage C.G.T.

● Une forte sous-qualification : 24,3 % des femmes interrogées n'ont aucun diplôme d'enseignement général, et 59,2 % aucun diplôme professionnel.

● Un chômage persistant dans la vie active : 52,5 % des travailleuses questionnées ne se sont jamais arrêtées depuis leur première embauche, malgré une entrée souvent précoce dans la vie professionnelle.

● Un chômage plus élevé parmi les jeunes générations : si le pourcentage du chômage est de 20,1 % pour l'ensemble des femmes interrogées, il atteint 24 % pour les ouvrières et les employées de dix-huit à vingt-quatre ans, soit près d'une jeune femme sur quatre.

● Une place importante au travail intermédiaire : 23 % des femmes interrogées sont employées par une société de travail temporaire.

Du second volet de l'enquête se dégagent trois traits principaux : des bas salaires (51,1 % des femmes interrogées en novembre 1975 gagnaient 9 000 F par mois, soit moins de 1 700 F par mois alors que 29,7 % d'entre elles travaillaient plus de quarante heures par semaine), une mobilité assez faible (38,7 % de celles qui déclaraient avoir appris un métier indiquent qu'elles en exercent un autre), une promotion assez faible (57,3 % n'espèrent pas changer de poste).

(5 novembre 1976.)

Un ghetto pour les cadres

Le contraste entre l'image de marque « cadre-consumérisant » et celle du même personnage au travail est le plus frappant, mais non le seul. Selon les organismes qui défendent ses droits, il apparaît comme le plus proche du « patron », comme jaloux de son autonomie, comme amoureux de ne pas se couper des autres salariés de l'entreprise, à quelque niveau de rémunération qu'ils se situent.

Tirés vers le haut, les cadres ne sont pas les plus favorisés des grandes centrales syndicales :

Entre deux chaises : les agents de maîtrise

« Le patron, pour nous exploiter, a besoin des services des chefs. Les chefs, ce sont les yeux, les oreilles du patron pour nous surveiller ce sont les ordres pour qu'on se creuse à doser et les sanctions et on ne respecte pas la loi du patron. Je suis bête, je fais sans arrêt des sanctions, je ne connais rien au boulot, je suis chef et je m'appelle... Bien sûr, je ne fais que ça, la question. » Ce tract, distribué par des gauchistes à Billancourt, avait pour titre : « A bas les chefs-flics ».

Situé sur la « première ligne de commandement », en contact direct et constant avec les exécutants, les agents de maîtrise ont la charge difficile de faire appliquer les ordres du patron, de veiller au respect des objectifs de production.

Or les agents de maîtrise sont, le plus souvent, d'anciens ouvriers qui continuent à agir, à penser, à vivre comme des ouvriers. Ils déclarent souvent d'ailleurs « ne pas éprouver le besoin de sortir du milieu ». La plupart ont un frère ou un père ouvrier, des camarades aussi.

L'agent de maîtrise — l'A.M. — se sent encore ouvrier mais aime qu'on « le considère », voire qu'on l'appelle « monsieur », il souffre du mépris que les cadres lui manifestent et généralement du fossé qui le sépare dans leur vie quotidienne.

Le « petit chef » a toujours été assis entre deux chaises. Lorsque le chef d'entreprise a créé ce poste de chef d'équipe et de contremaître, dans les années 1930-1950, l'agent de maîtrise était « un maître », c'est-à-dire un véritable « petit patron ». C'était l'homme de confiance du directeur, celui qui reçoit délégation pour être « le touche-tout », l'embaucher, fixer les salaires, répartir le travail, adapter la production, mettre la main à la pâte quand il y avait un pépin, des absents ou une grève. Il avait la « maîtrise » des techniques, et ses subordonnés ne pouvaient pas se le faire remonter.

Les rapports étaient faciles avec le patron tout proche : il n'y avait pas ou peu de cadres (un ou deux directeurs, deux ou trois ingénieurs) ; ils ne l'étaient pas moins avec les ouvriers, qui le craignaient mais le respectaient.

Progressivement, tout a changé. Lorsque mai 1968 a éclaté, l'agent de maîtrise a dû admettre la réalité d'aujourd'hui : le « petit chef » est « nu » : sa fonction ne ressemble plus à celle des années 1930, et même 1950. Petit à petit, l'agent de maîtrise a été dépouillé de ses notes par le haut, par sa droite, sur sa gauche, par le bas.

JEAN-PIERRE DUMONT.
(22 novembre 1974.)

Les ouvriers : nombreux et mal payés

Bien que leur proportion dans la population diminue, les ouvriers constituent toujours la majorité des salariés français (huit millions sept cent mille, soit environ 55 %). Une majorité qui occupe les emplois les plus pénibles, les plus monotones, les moins bien rémunérés. Avant que ne s'applique le plan Barre, plus de la moitié des salariés et surtout des ouvriers (61,4 % des hommes, 82,6 % des femmes) gagnaient encore moins de 2 350 F par mois, soit au total sept millions cin-

quante mille travailleurs sur onze millions neuf cent mille travaillant à temps complet dans l'industrie et le commerce.

Parmi ces salariés, la majorité gagnait même moins de 1 900 F par mois (34,5 % des hommes, 63,9 % des femmes). Le salaire moyen des manœuvres de sexe féminin était de 1 422 F en juillet 1976 et celui des cadres administratifs supérieurs de sexe masculin de 9 610 F. La hiérarchie était donc de 6,7.

sans parler du fameux « profil de carrière » qui se brouille rapidement, alors qu'on l'avait si soigneusement dessiné. Ce ne sont pas seulement les quelques dix mille cadres actuellement en chômage qui jettent une ombre pesante sur l'ensemble de cette catégorie sociale, mais l'incertitude du lendemain née de la rapidité des changements imposés à l'industrie ou aux services.

La sensibilité actuelle des cadres est particulièrement aiguë sur quatre points :

1° Le statut. Vingt-trois pour cent seulement des cadres intermédiaires ont l'impression de faire partie de la direction, 65 % d'entre eux estiment qu'avoir ce sentiment serait un facteur positif. 2° Les fonctions. Le rôle positif de collaboration avec la direction n'est accepté que par la moitié des cadres, l'autre moitié se réfugiant dans une attitude de résistance passive, se contentant d'exécuter les ordres à partir des ordres théoriques des directions.

3° Les rapports avec la direction générale. Plus d'un tiers des cadres interrogés se déclarent plutôt mécontents de la direction générale, le manque de communication leur paraissant constituer le principal problème de leur entreprise.

4° La mise en question de l'organisation. Quand on demande ce qu'on pourrait faire pour améliorer le résultat des entreprises françaises, la réponse « transformer le système de gestion des entreprises » vient très largement en tête (44 %). Quant au contraire 22 % pour « redonner aux cadres le goût du risque », 21 % pour « recruter les dirigeants différemment », et 10 % pour « avoir une meilleure planification économique ».

PIERRE DROUIN.
(18 novembre 1972.)

La fin des « cols blancs »

Le col blanc, les manches de lustrine de l'employé aux écritures, ont fait place au pull à col roulé. Le caissier a perdu ses moustaches créées et ode son tabouret à une guichetière fraîche et souriante du lycée. Quelques bouffes, dont la ligne est obligatoirement irréprochable, individualisent l'accueil de l'homme d'affaires, à qui l'on chuchote le dernier cours du yen comme s'il s'agissait d'un secret d'alcôve. Les centaines d'employées d'exploitation, celles de la dactylographie, de la billetterie ou de la salle d'information, celles-là se sentent au contraire dépersonnalisées.

« Nous sommes devenus des robots, des perroquets, des O.S. de la banque, dit un jeune syndicaliste.

JEAN BENOIT.
(1^{er} décembre 1974.)

Combien sont-ils ?

Les statistiques publiées par les services officiels sont loin d'être homogènes. Trois séries d'enquêtes permettent d'évaluer la répartition de la population active. Selon une étude publiée dans le *Moniteur* et *Statistique* (n° 51-52, septembre-octobre 1976), la population active au 1^{er} janvier 1976 était estimée à 21 417 400. Elle était ainsi composée : 2 251 000 agriculteurs (10,5 %), 3 628 700 ouvriers non qualifiés (17 %) appelés le plus souvent « O.S. », c'est-à-dire ouvriers spécialisés ; 4 732 800 ouvriers qualifiés (22 %) désignés aussi sous le terme d'« O.P. », c'est-à-dire ouvriers professionnels ; 2 039 900 employés non qualifiés (9,5 %), 3 839 400 employés qualifiés (18,3 %) ; 792 900 techniciens (3,7 %), 312 100 ingénieurs (1,5 %), 2 389 500 cadres moyens (11 %), 1 287 000 cadres supérieurs (6 %).

Combien gagnent-ils ?

Enfin, une troisième étude à caractère indicatif répartition des salaires à temps plein de l'industrie et du commerce (11 901 600) et le montant de leur rémunération mensuelle moyenne après déduction des cotisations sociales au 1^{er} juillet 1976 :

- Cadres administratifs supérieurs : 204 500 hommes (9 610 F par mois) ; 32 000 femmes (8 210 F) ;
- Ingénieurs : 119 600 hommes (7 520 F) ; 4 400 femmes (5 620 F) ;
- Cadres administratifs moyens : 489 300 hommes (5 360 F) ; 118 400 femmes (4 145 F) ;
- Techniciens : 625 700 hommes (4 035 F) ; 47 400 femmes (2 975 F) ;
- Employés : 948 800 hommes (2 570 F) ; 1 012 500 femmes (2 130 F) ;
- Contremaîtres : 398 400 hommes (2 385 F) ; 40 200 femmes (2 245 F) ;
- Ouvriers qualifiés : 2 707 400 hommes (2 570 F) ; 348 100 femmes (1 895 F) ;
- Ouvriers spécialisés : 1 004 900 hommes (2 180 F) ; 743 700 femmes (1 824 F) ;
- Manœuvres : 489 200 hommes (1 780 F) ; 205 700 femmes (1 422 F) ;
- Salariés et jeunes ouvriers : 226 600 hommes (2 886 F) ; 304 100 femmes (1 590 F) ;
- Personnel de service : 161 800 hommes (2 086 F) ; 304 100 femmes (1 590 F) ;

Oui aux musées

Le récent développement des musées dans le monde est un phénomène qui a frappé de nombreux observateurs. En France, le nombre de musées a augmenté de façon spectaculaire ces dernières années. On compte aujourd'hui plus de 10 000 musées en France, contre environ 5 000 en 1960. Cette croissance s'explique par une prise de conscience de l'importance du patrimoine culturel et par une volonté de démocratiser l'accès à la culture. Les pouvoirs publics ont joué un rôle majeur dans ce développement, en créant de nouveaux musées et en soutenant financièrement les initiatives privées. Les musées modernes ne se contentent plus de présenter des collections d'art, ils deviennent des lieux de médiation culturelle, organisant des ateliers, des conférences, des expositions temporaires. Ils jouent ainsi un rôle éducatif et social important. Cependant, cette expansion du musée soulève également des questions sur la qualité de l'exposition, sur la gestion des collections, sur le rôle du musée dans la société. Ces questions méritent d'être approfondies.

MARC AMBROISE-RENDU.

on aux M.J.C. ivatrices

Les M.J.C. (Mouvements Jeunes Communistes) ont joué un rôle important dans la vie culturelle et politique des jeunes en France. Elles ont été créées dans les années 1960, à la suite de la démission de Saint-Benoît-du-Sault au milieu des vagues pâtreuses bertholaines. Avec l'aide de deux maçons, sans concours public, il construisit lui-même son usine. Il fait fortune. Il a trouvé un créneau de marché : l'ustensile de cuisine en inox. Il devient le numéro un sur le marché européen, avec un chiffre d'affaires qui passe de 9 millions à 60 millions de francs en dix ans. La crise économique ? Connait pas. Jamais une grève dans la société. Pas de syndicat. Un comité d'entreprise dont l'unique préoccupation serait de choisir les jouets de l'arbre de Noël. « L'ouvrier, ce qu'il demande, c'est du boulot, du fric et la paix. Alors que les autres ne s'acharnent pas à nous emmerder... »

PIERRE-MARIE DOUTRELAUT.
(23-25 novembre 1975.)

structures de dialogue

Les unions de quartier posent des questions

Les unions de quartier posent des questions sur la participation citoyenne et la gestion locale. Elles sont des lieux de rencontre et de dialogue entre les habitants d'un même quartier. Elles permettent de discuter des problèmes communs, de proposer des solutions, de participer aux décisions. Les unions de quartier jouent ainsi un rôle important dans la vie démocratique et sociale des villes. Elles peuvent être créées par les habitants eux-mêmes, ou être soutenues financièrement par les pouvoirs publics. Elles doivent cependant éviter de devenir des structures bureaucratiques, et rester des lieux de vie et de débat. Elles doivent également être ouvertes à tous les habitants du quartier, sans distinction de statut social ou de profession. Elles doivent enfin être capables de passer de la discussion à l'action, et de mettre en œuvre des projets concrets. Les unions de quartier sont donc des outils précieux pour améliorer la vie des quartiers et promouvoir la participation citoyenne.

Les paradoxes de la politique contractuelle

J. G.
(16 April 1976.)

(16-17 septembre 1976)

(19-20 août 1973.)

Environ 40 % des travailleurs

100

100

Le beau rêve

Il y a un beau rêve, c'est celui d'un travail qui ne soit pas une corvée, mais une activité humaine, une tâche qui donne du sens à la vie. C'est un rêve qui a traversé les siècles, qui a inspiré les philosophes, les écrivains, les artistes. Mais ce rêve est-il réalisable ?

Le travail, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est souvent une contrainte, une obligation. Il nous impose un rythme, une discipline, une routine. Mais il peut aussi être une source de satisfaction, de croissance, de réalisation. Tout dépend de la manière dont il est organisé, de la manière dont il est vécu.

Il y a une différence entre le travail et le métier. Le travail est une activité, le métier est une passion. Le travail est une obligation, le métier est un choix. Le travail est une corvée, le métier est un plaisir.

Le beau rêve, c'est de transformer le travail en métier, de transformer l'obligation en choix, de transformer la corvée en plaisir. C'est un rêve qui mérite d'être poursuivi.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le travail posté

Le rapport Wisner contient une critique sévère du travail posté, affirmant que « la vie humaine jusqu'à présent est profondément immorale ».

Il résulte du rapport que l'adaptation des rythmes biologiques aux horaires de travail posté est un problème complexe, qui nécessite des recherches approfondies. Le travail posté est souvent associé à des troubles de santé, à des problèmes familiaux, à une dégradation de la qualité de la vie.

Enfin, le travailleur qui se trouve dans cette situation a une vie complètement décalée par rapport à celle de sa famille et du reste de la société. L'épouse, les enfants, les amis, tous sont décalés. Le travailleur posté vit une existence isolée, une existence qui ne permet pas de vivre pleinement sa vie humaine.

Le travail posté, dont les formules d'application varient selon les branches et les usines (travail en équipes de 2 x 8, 3 x 8, 4 x 8, travail continu ou semi-continu), concerne actuellement 21 % des ouvriers (soit plus de deux millions), au lieu de 13 % en 1957. Si l'on tient compte des répercussions de ce travail sur la vie sociale et familiale, « plus de quatre millions de Français, soit au moins un sur treize, sont directement concernés ».

(17 juillet 1976.)

Des expériences chez les cols blancs

A la société d'assurances Le Secours (mille cinq cents personnes, dont sept cents au siège parisien), près de cinq cents employés et cadres moyens travaillent depuis plus de trois ans en cellules de gestion regroupant en moyenne quatre personnes. Les personnes travaillant dans ces cellules ont une expérience riche, une expérience qui leur a permis de mieux connaître leur travail, de mieux maîtriser leur environnement.

Le travail en équipe, tel qu'il est pratiqué dans cette société, est une expérience qui mérite d'être étudiée et diffusée. Elle permet de créer un climat de confiance, de solidarité, de coopération. Elle permet de mieux gérer les ressources humaines, de mieux organiser le travail.

Dans les nouvelles usines

Elles n'ont rien de révolutionnaire, mais elles sont très différentes des entreprises créées il y a à peine dix ans. Qu'il s'agisse de Renault à Douai, de Citroën à Aulnay-sous-Bois, d'un atelier SAVIEM à Annemasse ou d'une cimenterie à Villiers-aux-Bois, ces nouvelles usines ont toutes été conçues pour améliorer les conditions de travail, pour réduire la pénibilité des tâches, pour améliorer l'esthétique, pour créer un environnement de travail plus agréable.

Des arbres fraîchement plantés et de grandes étendues de pelouses vertes accueillent chaque matin les cinq mille quatre cents ouvriers qui travaillent à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois. Des dortoirs, des restaurants, des centres de loisirs, tout est prévu pour que le travailleur se sente bien dans son entreprise.

(18 juin 1976.)

LES ACCIDENTS

Un redoutable fléau

Imaginez un immense défilé qui, par rangs de dix personnes à un mètre de distance l'un de l'autre, s'étendrait de Paris à Orléans. Imaginez la fermeture de quinze usines de mille salariés pendant un an. Imaginez encore un demi-million de chômeurs pendant un an. Telles sont les conséquences des accidents du travail.

Les accidents du travail sont un fléau redoutable, qui cause chaque année des milliers de victimes, des milliers de familles ruinées. Ils sont le résultat d'une négligence, d'une carence, d'un manque de sécurité.

Mais, comme l'a noté la C.G.T., ces statistiques ne prennent pas en compte les accidents qui surviennent chez les fonctionnaires, les hospitaliers, les marins, les enseignants, les cheministes, les agriculteurs. Plusieurs centaines de milliers de journées perdues doivent donc être ajoutées au chiffre cité ci-dessus. Quant aux accidents mortels — deux mille deux cent quarante-six en 1973 pour les salariés relevant du régime général — ils sont estimés à trois mille environ selon la C.G.T., pour l'ensemble des secteurs économiques.

Quinze morts par journée de travail

Sans nier le poids toujours trop élevé des accidents du travail, et tout en rappelant que la sécurité constitue une préoccupation constante et prioritaire du patronat, le N.P.F. rappelle tout de même avec justesse que le nombre des décès dus au travail doit être « relativisé », c'est-à-dire comparé à la totalité des décès survenus de toute nature : quarante et un mille en 1973, dont seize mille accidents de la route.

L'indemnisation

Une ouvrière travaillant devant une machine qui, explosant, lui coupe quelques doigts et la blesse irrémédiablement au visage. Si l'on estime à 50 % la réduction définitive de la capacité de travail de cette femme (ce qui signifie qu'elle a peu de chances de retrouver un emploi) et si son salaire mensuel s'élevait à 1.800 F, elle aura droit à une rente égale à 25 % — et non 50 % — de ses 1.800 F, soit 450 F par mois. Rien d'autre s'il n'y a pas eu faute inexcusable de la victime. Si, en revanche, la victime a été victime d'une faute, si ce n'est de faute de confiance au matériel que son employeur lui a ordonné d'utiliser.

Même si sa conduite a été irréprochable, la victime d'un tel accident peut être lourdement pénalisée par rapport à celle qui, dans une situation semblable, n'aurait été victime que d'un simple accident sur un manège de foire que devant son haut fourneau ! Monstrueux paradoxe : quand un tueur est condamné à mort, le responsable d'un tel accident n'est pas un accident du travail !

J.-J. DUPEYROUX.
(1^{er} décembre 1976.)

Mais, outre les décès dus au travail, il faut aussi compter tous les accidents — graves ou non — qui surviennent dans les entreprises et qui entraînent des incapacités temporaires ou permanentes. Un accident de travail toutes les six secondes, rappelle la C.G.T., soit un drame de Lézard tous les trois jours, avec ses mutilés, ses veuves, ses orphelins, et la misère des aventuriers sahariens.

« Vingt-neuf millions de journées perdues par les incapacités temporaires, mais cent vingt-quatre millions pour les incapacités permanentes ».

Le coût direct ou « apparent » est égal au montant des dépenses couvertes par les assurances. Selon M. Dubarri, dirigeant du N.P.F., ce coût s'élève à 10,5 milliards de francs par an. Le coût indirect, qui tient compte des pertes de production, des dépenses de soins, des dépenses de rééducation, est beaucoup plus élevé. Il s'élève à 30 milliards de francs par an.

C'est énorme, remarque M. Vallée, secrétaire général de l'Office de prévention du bâtiment. Au total cela peut représenter, dans notre pays, une perte de 40 milliards de francs par an, soit 37 % de la masse salariale.

J.-P. D.
(22 février 1976.)

Des amendes pour infractions

Dans un jugement rendu le 30 juin, le tribunal de grande instance de Béthune a relaxé M. Jean Chapron, directeur de l'usine Fules, fondrière et dérivée de Vendin-le-Viel (Pas-de-Calais), qui avait été inculpé d'homicide involontaire après un accident mortel du travail survenu le 23 janvier 1975 : la victime était un ouvrier âgé de quarante-neuf ans, M. Roland Guillaume. M. Georges Trédes, directeur de l'agence locale du travail intermédiaire Bis-Interim, qui avait fait embaucher M. Guillaume, a été relaxé lui aussi du même chef d'inculpation. Mais MM. Chapron et Trédes ont été condamnés à des peines d'amendes pour infractions à la réglementation du travail : trois amendes de 600 francs pour M. Chapron, deux amendes de 400 francs et une de 600 francs pour M. Trédes. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui étaient portés partie civile, ont obtenu 500 francs de dommages et intérêts, payables par chacun des prévenus.

Si les attendus du jugement soulignent nettement quelques infractions à la législation du travail, ils s'ordonnent surtout autour d'une démonstration qui aboutit à cette conclusion : « M. Chapron n'a aucune faute d'imprudence ou de négligence en relation certaine de causalité avec la mort d'un ouvrier particulièrement imprudent ».

» Ce lamentable accident n'est

ni à la fatalité, ni aux conditions de travail, ni à certaines infractions à la réglementation du travail ; le responsable en est le malheureux M. Guillaume, qui dans des circonstances spécialement dangereuses, était tenu de se tenir normalement à sa sécurité personnelle. (...) »

Il serait absurde d'ériger en principe qu'à toute faute d'imprudence par omission imputable à un salarié correspond obligatoirement une faute d'imprudence par omission du chef d'entreprise (...). Aucune consignation ne pouvait empêcher M. Guillaume, travaillant dans des conditions normales, d'être au-devant de la mort en se plaçant inconsciemment au seul endroit réellement dangereux, c'est-à-dire en commettant une faute déraisonnable échappant à toute prévisibilité, et dont l'imprudence ne saurait être pénalisée sur le directeur de l'usine, M. Chapron, sur le fondement d'une obligation légale de surveillance en l'espèce impossible à exercer.

GEORGES SUEUR.
(2 juillet 1976.)

M. Chapron avait été inculpé à la prison de Béthune le 28 septembre 1975, sur ordre du juge d'instruction chargé du dossier. M. Patrice Charrier, M. Chapron devant être libéré quelques jours plus tard, sur décision de la chambre d'accusation de Douai.

Un inspecteur pour 60000 salariés

L'inspection du travail a été instituée en 1882 pour veiller à l'hygiène et à la sécurité du travail. Depuis, son champ d'intervention s'est considérablement élargi. Elle est chargée de contrôler l'application de la loi en matière de droit du travail. C'est un rôle important, mais qui nécessite des moyens humains et matériels importants.

Aujourd'hui, il y a un inspecteur du travail pour 60 000 salariés. Ce chiffre est insuffisant pour assurer une surveillance efficace de la législation du travail. Il faut augmenter le nombre d'inspecteurs, améliorer leurs conditions de travail, leur donner plus de pouvoirs.

Le rôle de l'inspecteur du travail est de faire respecter la réglementation du travail. C'est-à-dire qu'il doit contrôler l'application de la loi en matière de droit du travail. Il doit veiller à ce que les conditions de travail soient conformes à la législation en vigueur. Il doit intervenir en cas de violation de la loi, et prendre les mesures nécessaires pour faire cesser la violation.

Le rôle de l'inspecteur du travail est donc très important. Il est le garant de la sécurité et de l'hygiène au travail. Il est le garant du droit du travail. Il est le garant de la dignité du travailleur.

D. RENARD.
(24 septembre 1975.)

À l'heure d'arrivée

Encore beaucoup à faire

« Rien n'a changé dans l'entreprise depuis dix ans. Les conditions de travail qui nous ont valu le titre peu glorieux de *bananiers de l'automobile*. » Frères d'un an après le conflit qui, en mai-juin 1975, a ébranlé les usines d'automobiles Chausson, la C.G.T. a publié et commenté un document qui accuse la direction de n'avoir rien fait.

Le bruit ? « Des contrôles effectués par des représentants de la Sécurité sociale (aux presses) font apparaître l'intensité des bruits : 103 décibels à l'intérieur de l'atelier et 80 à 90 à l'extérieur. »

Le manque de place pour travailler ? « Partout c'est la chasse au mètre carré (...) en tôlerie, des planchers (de toiture) sont suspendus en permanence au-dessus des travailleurs ; c'est une forêt vierge où s'enchevêtrent les montages et les pinces à souder. »

La fatigue ? « Au T-5-C-5, les cotés monoblocs (15 kilos) doivent être portés à bout de bras sur 4 à 5 mètres. Le même geste par jour, soit environ 2 tonnes à bout de bras avec 600 mètres de marche à pied. »

Les produits toxiques ? « A l'atelier de peinture C.V., les peintres sont empoisonnés avec des chiffons trempés dans un produit collant et sont obligés de se mettre de la vaseline autour des yeux (...) ailleurs, des ouvriers qui utilisent un mastic Terosan 40 salignent du nez. »

J.-P. D.
(11 mai 1976.)

Par la grande porte : la retraite

Plaider pour la retraite à soixante ans, nous rappelait un responsable d'un régime d'assurance-vieillesse, signifiant qu'avant tout on accorde des retraites décentes et que l'on ne condamne pas les personnes âgées au « chômage à vie ». Prenant le contrepied du slogan cégétiste, cette personnalité, qui connaît trop bien la situation des vieillards, nous affirmait : « Si un vieux coup de pouce n'est pas donné, il serait préférable de reconnaître les faits : mieux vaut des chômeurs recevant 90 % de leurs salaires pendant un an que des retraités condamnés pendant dix ans à une misérable inactivité. »

(30 septembre 1975.)

La loi pour les travailleurs manuels

Les travailleurs manuels salariés ont droit, dès soixante ans, à la retraite au taux normal, applicable à soixante-cinq ans s'ils remplissent les deux conditions suivantes : justifier de quarante-trois ans de cotisations sociales entre le 1^{er} juillet 1976 et le 1^{er} juillet 1977, ensuite de quarante-deux ans ; avoir effectué à plein temps pendant cinq ans au cours des quinze dernières années l'une des activités suivantes : un travail en continu, un travail en semi-continu, un travail exposant de façon habituelle et régulière à la chaleur des fours (fondrières, forgeage, laminage à chaud, verrerie, boulangerie, pâtisserie) ou encore un travail exposant aux intempéries sur les chantiers (maçons, dockers, peintres-caréniers, scaphandriers et hommes-grenouilles, éboueurs). Ces dispositions s'appliquent tant aux ouvriers que aux employés, chefs d'équipe ou de chantier.

Les ouvrières mères de famille ont également droit à la retraite à soixante ans, dès le 1^{er} juillet, si elles remplissent trois conditions : avoir élevé trois enfants ou plus ; justifier de trente ans de cotisations ; avoir exercé pendant cinq ans au cours des quinze dernières années un tra-

Par la petite porte : le licenciement

La réforme du droit de licenciement a été réalisée en deux étapes principales : d'abord la loi du 13 juillet 1973 sur la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée, ensuite la loi du 3 janvier 1975 relative aux seuls licenciements pour cause économique.

Que faut-il entendre par « licenciement pour cause (ou motif) économique » ? Jusqu'à une époque récente, on s'était plutôt habitué à le voir en partage de base entre licenciements individuels et licenciements collectifs, ces derniers étant soumis à l'avis du comité d'entreprise et à l'autorisation de l'inspection du travail. A cette ligne de démarcation classique, on tend maintenant à en substituer une autre : le partage n'est plus fondé sur le nombre des licenciements, mais sur le motif de la décision de l'employeur. Ce motif, encore accompagné de considérations

numériques, a été mis en avant dans le grand accord interprofessionnel de 1969 sur la sécurité de l'emploi : vingt années, après une allusion dans la loi du 13 juillet 1973, l'accord du 14 octobre 1974 sur la parité du salaire à 20 %, accord qui, lui, visait à limiter les licenciements pour cause économique, abstraction faite de leur nombre ; c'est enfin, le 3 janvier 1975, qui soumet à l'autorisation de l'administration tous les licenciements pour motif économique, individuels ou collectifs.

Il s'agit de contrôler, en tout cas, d'inciter les employeurs à conserver le maximum de salariés, de les empêcher de réduire leurs effectifs sans motif valable. Il semble néanmoins, en dépit du silence de la loi du 3 janvier, que l'idée de licenciement économique doive être liée à la suppression de l'emploi : « La décision de

renvoi prise par l'employeur doit être considérée comme un licenciement pour cause économique s'il n'a pas l'intention de remplacer l'intéressé ; et, à l'inverse, en l'absence de la notion de licenciement pour cause économique si l'employeur a simplement l'intention de remplacer par un autre celui qu'il licencie. »

J.-J. DUPEYROUX.
(29 juillet 1975.)

Même eux...

Pour la première fois, le ministère du travail publie une enquête sur les licenciements de représentants du personnel, autorisée par l'inspection du travail en 1974, enquête qu'analyse la revue « Liaisons sociales ». Sur 1 223 demandes d'autorisation de licenciements de cette nature présentées par les entreprises, 823 ont été acceptées ; les deux tiers de ces représentants du personnel ont été licenciés pour raison économique, dans le cadre de mesures de réduction des effectifs. Plus de la moitié étaient membres de la C.G.T., 15 % de Force ouvrière, 10 % de la C.F.D.T. Le chiffre le plus surprenant de cette enquête est le très petit nombre de procédures lancées par les inspecteurs — dix-sept seulement pour la France entière, en 1974 — pour sanctionner la violation de la loi.

En fait, la loi sur les licenciements de représentants du personnel, soit que l'inspecteur n'ait pas été régulièrement saisi, soit que l'employeur ait passé outre à un refus d'autorisation.

(6 février 1976.)

Les faibles moyens de la prévention

Chargé par la loi d'« élever toute élération de la santé des travailleurs du fait de leur travail », le médecin du travail joue un rôle de « conseiller » auprès de la direction de l'entreprise qui devrait être le sien. Le médecin du travail a une place prépondérante dans la prévention médicale, qu'il s'agisse de maladies professionnelles (silicozes chez les mineurs, par exemple, ou cancers, comme ceux de la peau, où la détection précoce est garante de guérisons rapides et sans séquelles) ou d'affections moins spécifiquement liées au travail : avec le B.C.G., l'examen radiographique annuel des poumons a joué un rôle primordial dans la quasi-élimination de la tuberculose.

En fait, le médecin du travail n'est pas loin de là, le seul responsable de la prévention des accidents dans l'entreprise : l'inspection du travail notamment, elle aussi, un rôle important à jouer. Et, au sein même de l'entreprise, le comité d'hygiène et de sécurité, ou des agents ou ingénieurs de sécurité peuvent avoir dans certains cas une action autrement plus efficace que la sienne.

Quelquefois cependant, même une prévention simple est difficile à mettre en œuvre par le médecin.

Tout d'abord, les médecins du travail sont trop peu nombreux : en 1973 il en manquait, d'après les chiffres officiels, environ cinq cents par rapport aux normes qui exigent un médecin pour trois mille cinq cents salariés en moyenne, et on reconnaît au ministère du travail que la situation ne s'est guère améliorée. De plus, souvent, les arguments avancés par les employeurs sont d'ordre financier. Ainsi la sécurité du travail n'est-elle pas en général un objectif prioritaire, surtout en période de récession et d'austérité.

XAVIER WIEGER.
(29 mars 1976.)

